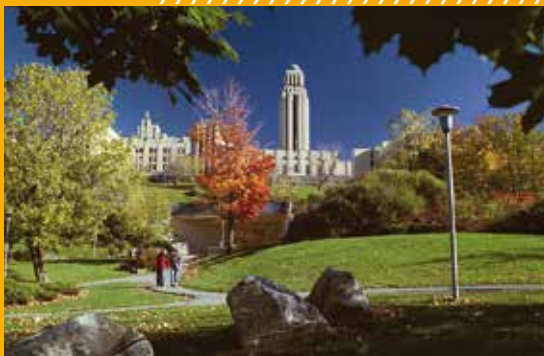


Fondée en 1950, l'AIU est une Association mondiale d'établissements d'enseignement supérieur et d'associations d'universités. Elle compte des Membres institutionnels et organisationnels dans plus de 130 pays qui se réunissent pour mettre en place une réflexion et des actions sur des thématiques communes.

L'AIU établit des partenariats avec l'UNESCO et d'autres organisations internationales, régionales et nationales actives dans le domaine de l'enseignement supérieur.

Elle met tout en œuvre pour **la création et consolidation d'une communauté mondiale de l'enseignement supérieur.**



## DOSSIER THÉMATIQUE

**Innovation sociale :  
défis et perspectives  
pour l'enseignement  
supérieur**

## SOMMAIRE

2 APPELS DE L'AIU

2 DATES IMPORTANTES : À NOTER DANS VOTRE AGENDA!

3 GMA 6 DE L'AIU

6 CONFÉRENCE INTERNATIONALE 2015 DE L'AIU

8 PROJETS ET ACTIVITÉS DE L'AIU

8 Internationalisation

11 Enseignement supérieur et développement durable, HEEFA et l'agenda post 2015 pour le développement

14 Approches innovantes de la formation doctorale, en particulier en Afrique

15 Programme LEADHER et projets sélectionnés pour 2015

18 AIU COLLABORATION ET RÉSEAUTAGE

20 NOUVELLES DES MEMBRES DE L'AIU

21 LGEU

22 ENGAGEZ-VOUS AVEC L'AIU!

23 DOSSIER THÉMATIQUE :  
INNOVATION SOCIALE : DÉFIS ET PERSPECTIVES  
POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Ce dossier présente des articles du Président de l'AIU, de Jamaïque, Thaïlande, Espagne, Malaisie, États-Unis, Afrique du Sud, Canada, Mexique, et de l'OUI-IOHE, UDUAL, Ashoka, Réseau Québécois en innovation sociale, CRISES, Institut du nouveau monde, Réseau pour l'excellence en innovation sociale

41 NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'AIU ET  
NOUVELLES PUBLICATIONS REÇUES

44 CALENDRIER DES ÉVÈNEMENTS

## MESSAGE DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE



EN CHOISSISSANT D'AXER LE PRÉSENT NUMÉRO D'AIU HORIZONS AINSI QUE LA 6<sup>e</sup> RÉUNION MONDIALE DES ASSOCIATIONS (GMA 6) SUR LA NOTION D'INNOVATION SOCIALE, nous espérons susciter un débat parmi les associations d'universités et leurs établissements membres sur ce concept de plus en plus répandu mais qui reste

encore ambigu. La quasi-totalité des articles contenus dans ce numéro commence par présenter une définition de l'innovation sociale avant d'affirmer qu'il n'existe pas de véritable consensus sur sa signification exacte, sur la manière d'examiner son impact d'un œil critique ni sur les principales caractéristiques qui permettent de qualifier d'innovation sociale une nouvelle pratique ou un nouveau produit ou service. Par ailleurs, avec la popularité grandissante de l'idée d'innovation sociale, on observe l'apparition d'un certain scepticisme, certains affirmant que l'innovation sociale n'est pas positive et que certains de ses aspects peuvent au contraire s'avérer négatifs, surtout si l'innovation sociale est considérée comme un moyen de résoudre le déséquilibre des rapports de force et de se substituer au véritable changement politique.

En proposant des définitions, des études de cas et des exemples, et en invitant les lecteurs à ne pas considérer l'innovation sociale comme le remède universel capable de guérir tous les maux de la société, les auteurs des articles du présent numéro ouvrent le débat que nous souhaiterions avoir à Montréal, durant le GMA, où il sera également question d'explorer ce que pourrait être le rôle des universités dans ce domaine. L'un des aspects essentiels de l'innovation sociale est de donner les moyens aux individus d'améliorer leur propre vie et celle des autres de manière durable. L'enseignement supérieur contribue à la fois directement et indirectement à ce processus, notamment en étudiant, en évaluant d'un œil critique et en diffusant les résultats de ces processus afin qu'ils soient reproduits, améliorés ou, au contraire, abandonnés.

Compte tenu que l'innovation – dans tous les domaines – est un processus continu dans lequel l'éducation et la recherche jouent un rôle central, et au vu de l'importance et de la réputation grandissantes du concept d'innovation sociale, les universités et leurs associations seront tenues de s'engager activement en vue de définir et de contribuer à ces processus.

Dans les pages qui suivent, vous pourrez également découvrir le tout nouveau programme de l'AIU intitulé *Leading Globally Engaged Universities*, qui complète et élargit le Service de conseil de l'AIU en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS). Vous pourrez également consulter un rapport sur le récent séminaire sur la formation doctorale en Afrique subsaharienne et bien d'autres activités.

À l'approche de la Conférence internationale 2015 de l'AIU, nous avons également le plaisir de vous présenter davantage d'informations sur le programme de la conférence qui se tiendra à Sienne et de vous rappeler que le Prix AIU-Palgrave MacMillan en recherche sur les politiques d'enseignement supérieur est en phase avec le thème de la Conférence d'octobre 2015 : *L'internationalisation de l'enseignement supérieur : aller au-delà de la mobilité*.

En lien avec ce thème, vous trouverez de nouveau une liste des nouveaux Membres de l'AIU, la sélection des nouvelles publications et les autres rubriques habituelles.

Nous espérons que vous apprécierez *AIU Horizons* et vous invitons à suggérer des thématiques et à proposer des contributions pour les prochains numéros!

Eva Egron-Polak

Les opinions exprimées dans les articles de *AIU Horizons* sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement le point de vue de l'Association internationale des Universités.

Illustrations de couverture : shutterstock / tovoan  
A gauche, le campus de l'Université de Sienne  
Au centre : le campus de l'Université de Montréal  
A droite : logo LGEU, un nouveau programme de l'AIU voir p. 21

## AIU Horizons 21.1 – À la une

### P3

#### ÉVÈNEMENTS INTERNATIONAUX DE 2015 DE L'AIU : LE GMA 6 ET LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE 2015

Venez nous rejoindre à Montréal et à Sienne en mai et/ou en octobre. Les programmes préliminaires des deux événements vous donneront un aperçu des thèmes abordés durant les conférences. N'hésitez pas à participer aux autres événements et initiatives de l'AIU présentés dans ce numéro.



### P18

#### NOUVEAUX PARTENARIATS

L'AIU unit ses forces avec ses partenaires (établissements et organisations) pour répondre aux problématiques et défis clés de l'enseignement supérieur. Si vous voulez en savoir plus, rendez-vous en page 19 et dans la rubrique Rapport sur les activités de l'AIU (p. 8-17).



### P21

#### LGEU

L'AIU lance un programme unique de développement professionnel. Ne passez pas à côté et inscrivez-vous à la première édition qui aura lieu à Kuala Lumpur en novembre !



### P23

#### DOSSIER THÉMATIQUE : INNOVATION SOCIALE : DÉFIS ET PERSPECTIVES POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Ce numéro présente une série de 16 articles écrits par des auteurs du monde entier sur le rôle des établissements et associations d'enseignement supérieur dans la promotion des innovations sociales. Ces articles ouvrent les débats qui auront lieu au GMA 6 à Montréal!



## APPELS DE L'AIU

### 🌀 PRIX AIU-PALGRAVE 2015 EN RECHERCHE SUR LES POLITIQUES D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

*Thème : L'internationalisation de l'enseignement supérieur : aller au-delà de la mobilité*

*Valeur : 2 000 £ (livres sterling)*

*Date limite de soumission : 15 juin 2015*

*Voir p.7*

### 🌀 APPEL À EXPRESSION D'INTÉRÊT : LE PROGRAMME ISAS EST OUVERT AUX MEMBRES DE L'AIU

Information disponible en ligne : [www.iau-aiu.net/content/isas](http://www.iau-aiu.net/content/isas)

**Contact :** Contact: Giorgio Marinoni, Responsable Politiques et Projets en Enseignement Supérieur et Internationalisation, [g.marinoni@iau-aiu.net](mailto:g.marinoni@iau-aiu.net)

### 🌀 THÈME DU PROCHAIN NUMÉRO D'AIU HORIZONS ET APPEL À CONTRIBUTIONS

Le thème du prochain numéro sera : « Leadership et gestion stratégique ». Pour contribuer un article, veuillez écrire à [h.vantland@iau-aiu.net](mailto:h.vantland@iau-aiu.net)

### 🌀 APPEL À CONTRIBUTIONS !

Portails spécialisés de l'AIU sur l'enseignement supérieur et l'EPT, l'enseignement supérieur et le développement durable, la formation doctorale en Afrique (IDEA-PhD) et le WHED



[www.heefa.net](http://www.heefa.net)



[www.idea-PhD.net](http://www.idea-PhD.net)



[www.iau-hesd.net](http://www.iau-hesd.net)

Impliquez-vous et portez les actions que vous entreprenez à l'attention de la communauté mondiale de l'enseignement supérieur !



## DATES IMPORTANTES – A NOTER DANS VOTRE AGENDA !

### 🌀 2015 CONFÉRENCES ET SÉMINAIRES

+ **5-6 mai :** 80<sup>e</sup> RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AIU, Montréal, Canada.

+ **7-8 mai :** RÉUNION MONDIALE DES ASSOCIATIONS DE L'AIU (GMA 6) PORTANT SUR : L'INNOVATION SOCIALE, DÉFIS ET PERSPECTIVES POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Voir pages 3-5.

Co-organisé avec l'Organisation universitaire interaméricaine (OUI-IOHE) et l'établissement hôte, l'Université de Montréal, le GMA 6 se tiendra à Montréal au Canada.

+ **9-10 juin :** L'AIU est partenaire du Centre ASEAN Regionalism (CARUM) à l'Université de Malaya pour organiser un Forum international portant sur le thème **THE ROLE OF HIGHER EDUCATION IN BUILDING AN ASEAN COMMUNITY**, Kuala Lumpur, Malaisie.

+ **26-27 octobre :** 81<sup>e</sup> RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AIU, Sienne, Italie

+ **28-30 octobre :** CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE L'AIU : L'INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : ALLER AU-DELÀ DE LA MOBILITÉ, organisée en partenariat à l'Université de Sienne, Italie. Voir pages 6-7.

+ **15-20 novembre :** Université de Malaya, Kuala Lumpur, Malaisie : 1<sup>ère</sup> SESSION DU PROGRAMME LEADING GLOBALLY ENGAGED UNIVERSITIES (LGEU).

Pour plus d'information :

[www.iau-aiu.net/content/leading-globally-engaged-universities-lgeu](http://www.iau-aiu.net/content/leading-globally-engaged-universities-lgeu)

Inscription : Trine Jensen, [t.jensen@iau-aiu.net](mailto:t.jensen@iau-aiu.net)

### 🌀 2016

+ **14-16 novembre 2016 :** Bangkok, Thaïlande, 15<sup>e</sup> CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'AIU portant sur : **ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : UN MOTEUR POUR DES SOCIÉTÉS INNOVANTES ET DURABLES**. La Conférence générale 2016 de l'AIU sera accueillie par un consortium d'universités thaïlandaises, dirigé par l'Université de Siam.



# 6<sup>e</sup> RÉUNION MONDIALE DES ASSOCIATIONS DE L'AIU (GMA 6 - 2015)

Innovation sociale : défis et perspectives pour l'enseignement supérieur

HEC Montréal, Canada, 6-8 mai

Université  de Montréal



Les réunions mondiales des associations de l'AIU (GMA) se tiennent tous les deux ans. Elles sont organisées exclusivement à l'intention des représentants d'associations/organismes et réseaux universitaires nationaux, régionaux et internationaux. Elles offrent à ces derniers une occasion unique de se rencontrer en petits groupes de pairs et de collègues pour débattre des évolutions importantes, partager des idées et des pratiques, et favoriser la mise en réseau.

Pour cette édition, l'AIU a le plaisir de collaborer avec l'**Organisation universitaire interaméricaine (OUI)** et l'**Université de Montréal**, deux Membres de longue date de l'AIU. Le thème choisi pour cette édition revêt de plus en plus d'importance pour la société et donc pour l'enseignement supérieur : ***L'innovation sociale : défis et perspectives pour l'enseignement supérieur.***

## THÈME

Apprendre des uns des autres permet de mieux soutenir les initiatives institutionnelles et faciliter les progrès dans ce domaine deviendra bientôt un élément important pour toutes les associations. Le GMA sera l'occasion pour les responsables et représentants de l'enseignement supérieur de se réunir, d'en savoir plus et d'échanger sur le rôle que peuvent jouer les établissements d'enseignement supérieur dans l'innovation sociale au profit de la société aux niveaux local et international.

Afin de nourrir le débat et les discussions, nous avons décidé d'axer le thème de la rubrique 'Dossier thématique' du présent numéro sur le même sujet (voir pp 23-39).



## PROGRAMME DU GMA 6

### 1<sup>ère</sup> JOURNÉE - JEUDI 7 MAI 2015

#### SÉANCES EN MATINÉE

##### MOT DE BIENVENUE

- **Guy Breton**, Recteur, Université de Montréal, QC, Canada
- **Denis Coderre**, Maire de Montréal, QC, Canada
- **Allan Cahoon**, Président, Organisation Universitaire Interaméricaine (OUI-IOHE)
- **Eva Egron-Polak**, Secrétaire générale, Association internationale des Universités (AIU)

##### CONFÉRENCE D'OUVERTURE

##### INNOVATION SOCIALE : LE CONCEPT, LA MISE EN PRATIQUE, LE RÔLE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

- **Manuel J. Fernós**, Inter American University of Puerto Rico – Vice Président de l'AIU
- **Dzulkifli Abdul Razak**, Association internationale des Universités (AIU)
- **Juan-Luis Klein**, Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), QC, Canada

##### Ateliers parallèles, série 1 – Innovation sociale, gouvernance, impact et reddition de comptes

###### Atelier A : les acteurs et la gouvernance

- **Nigel E. Harris**, UWI, Jamaïque
- **Louis Lévesque**, Sous Ministre des transports, Canada
- **Beer R.E.V.M. Schröder**, NUFFIC, les Pays-Bas

###### Atelier B : les impacts

- **Sijbolt Noorda**, Observatory of the Magna Charta
- **Xavier Grau**, GUNi/ACUP, Espagne
- **Mireille Mathieu**, UdeM, Canada

#### SÉANCES DE L'APRÈS-MIDI

##### Séance plénière : synthèse des deux ateliers par les rapporteurs et échange entre participants

- **Khalid Omari**, Jerash University, Jordanie
- **Abdul Ganiyu Ambali**, University of Ilorin, Nigéria
- **Marianne Granfelt**, Association of Swedish Higher Education, Suède

##### Atelier interactif : Impact social de l'innovation ou Impact de l'innovation sociale?

- **Ernest Aryeetey**, Université du Ghana, Ghana
- **Johanne Turbide** et **Luciano Barin-Cruz**, IDEOS, HEC Montréal, Canada

2<sup>e</sup> JOURNÉE - VENDREDI 8 MAI 2015SÉANCES EN  
MATINÉE

## PRÉSENTATION DES TRAVAUX ET ACTIVITÉS DE L'AIU

## Panel : Action des universités et des associations universitaires en innovation sociale

- **Juan Ramón de la Fuente**, National Autonomous University of Mexico, Mexico; Précédent président de l'AIU
- **Pam Fredman**, University of Gothenburg; (SUHF), Suède
- **Etienne Ehilé**, Association des Universités Africaines (AUA), Ghana
- **Patricia Gudiño**, Organisation universitaire interaméricaine (OUI-IOHE), Canada
- **Robert Proulx**, Université du Québec à Montréal (UQAM); Réseau des Universités du Québec, Canada

## Ateliers parallèles, série 2 - Action des universités et des associations universitaires en innovation sociale

- **Guy Lefebvre**, Université de Montréal, QC, Canada
- **Pornchai Mongkhonvanit**, Siam University, Thaïlande

SÉANCES  
DE L'APRÈS-  
MIDI

## Ateliers parallèles, série 3 – Etudes de cas et modèles d'innovation sociale

## Atelier A : L'Université dans son milieu social

- **Christina Cameron**, Commission Canadienne pour l'UNESCO
- **Budd Hall**, UNESCO Chair, University of Victoria, Canada
- **Olive Mugenda**, Kenyatta University, Kenya

## Atelier B : L'Université et ses partenaires économiques

- **Rachida Azdouz**, Université de Montréal, QC, Canada
- **Yves Beauchamp**, UdeM, QC, Canada
- **Roberto Escalante Semerena**, UDUAL, Mexique

## Séance plénière : synthèse des deux ateliers par les rapporteurs et échange entre participants

- **Abderrahmane Rida**, Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)
- **Jenifer Cushman**, Association of International Education Administrators, États-Unis
- **Zoltán Dubéczí**, Hungarian Rectors' Conference, Hongrie

## BILAN ET PROSPECTIVE

- **Rémi Quirion**, Fond de recherche du Québec, Canada

## MOT DE CLÔTURE ET REMERCIEMENTS

- **Guy Breton**, Université de Montréal, QC, Canada
- **Patricia Gudiño** et **Allan Cahoon**, Organisation Universitaire Interaméricaine (OUI-IOHE), Canada
- **Eva Egron-Polak** and **Dzulkifli Abdul Razak**, Association internationale des Universités (AIU)

## LE GMA 6 EN CHIFFRES



37

PANÉLISTES,  
MODÉRATEURS ET  
RAPPORTEURS

16

PAYS  
REPRÉSENTÉS

10

FEMMES



28

HOMMES

## CONTACT :

Élodie Boisfer ([e.boisfer@iau-aiu.net](mailto:e.boisfer@iau-aiu.net));

Tél. : +33 1 45 68 48 06

Le programme au complet est disponible en ligne :

[www.iau-aiu.net](http://www.iau-aiu.net)

Reports will be published online as well after the event.

Le GMA 7 se tiendra au Ghana en 2017. Co-organisé avec l'Association des Universités Africaines (AUA) et l'Université du Ghana il portera sur le thème: *'Participation du (secteur) privé dans l'enseignement supérieur aujourd'hui, et demain ?'*



# CONFÉRENCE INTERNATIONALE 2015 DE L'AIU

L'internationalisation de l'enseignement supérieur : aller au-delà de la mobilité

Université de Sienne, 28-30 octobre

## THÈME

L'internationalisation de l'enseignement supérieur est une priorité importante pour de nombreux gouvernements, les directeurs d'universités et autres acteurs de l'enseignement supérieur. C'est l'une des priorités thématiques de l'AIU depuis de nombreuses années et a conduit l'Association à élaborer des politiques, des travaux de recherche et des services connexes à l'appui des efforts institutionnels en matière d'internationalisation. Bien que ce soit le thème récurrent de conférences nationales et internationales, notre programme a pour objectif de présenter de nouveaux points de vue sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur, et faire office de source d'inspiration pour le développement de nouvelles stratégies, de nouvelles initiatives et de nouveaux projets.

Les politiques institutionnelles, nationales et régionales restent principalement dominées par un seul aspect du processus – la *mobilité*, et une telle focalisation peut cacher les nombreuses autres manières dont l'internationalisation peut améliorer la qualité des différentes missions de l'enseignement supérieur, notamment les programmes, la recherche, la vie de campus, la gestion, la troisième mission, etc.

Il est probable que le plus grand impact potentiel de l'internationalisation réside dans les « autres » aspects / activités qui la favorisent. C'est précisément pour cela que la Conférence internationale 2015 de l'AIU sera axée sur le thème de *l'internationalisation au-delà de la mobilité*.



CRUI  
Conferenza dei Rettori  
delle Università Italiane



## LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE 2015 DE L'AIU EN CHIFFRES

 **48** CONFÉRENCIERS ET PRÉSIDENTS DE SÉANCES

 **23** PAYS REPRÉSENTÉS

 **16** FEMMES

 **32** HOMMES

 **17** SÉANCES





## PROGRAMME DE LA CONFÉRENCE

### 1<sup>ère</sup> JOURNÉE - JEUDI 29 OCTOBRE 2015

09:00 - 09:30	<b>Cérémonie d'ouverture</b>
09:30 - 10:30	<b>PLÉNIÈRE I – L'INTERNATIONALISATION : UNE VOIE VERS PLUS DE QUALITÉ ET DE CAPACITÉS ?</b>
11:00 - 12:30	<b>Ateliers - 1<sup>ère</sup> série</b> a - Internationalisation du programme d'études b - Apprentissage en ligne et enseignement supérieur transfrontalier c - Partenariats et réseaux de qualité
14:00 - 15:30	<b>Ateliers - 2<sup>e</sup> série</b> a - La place de la génération de revenus dans l'internationalisation b - Comprendre et suivre l'impact de l'internationalisation c - Résultats d'apprentissage mondiaux, internationaux et interculturels ou compétences des diplômés
16:00 - 17:30	<b>PLÉNIÈRE II – L'INTERNATIONALISATION PEUT-ELLE CHANGER L'EXPÉRIENCE ÉTUDIANTE SANS LA MOBILITÉ ?</b>

### 2<sup>e</sup> JOURNÉE - VENDREDI 30 OCTOBRE 2015

09:00 - 10:30	<b>PLÉNIÈRE III – L'INTERNATIONALISATION COMME VECTEUR DE CHANGEMENT DE LA CONNAISSANCE</b>
11:00 - 12:30	<b>Ateliers - 3<sup>e</sup> série</b> a - Internationalisation et communauté locale – bénéfices et intérêts mutuels b - Reconnaissance des diplômés c - Internationalisation des programmes de recherche/ doctorat ?
13:30 - 15:00	<b>TABLE RONDE MINISTÉRIELLE – INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : UNE PRIORITÉ NATIONALE ?</b>
15:00 - 16:00	<b>Retour sur les ateliers de travail et résumé de la conférence</b>

➡ **POUR EN APPRENDRE PLUS AU SUJET DU PROGRAMME**, accéder aux courtes présentations des séances, aux noms et aux biographies des conférenciers et pour vous inscrire, veuillez visiter : [www.etchouches.com/ehome/iau2015sienna](http://www.etchouches.com/ehome/iau2015sienna)

## ➡ APPEL DE L'AIU

### Prix AIU-Palgrave 2014-2015 en recherche sur les politiques d'enseignement supérieur

**Thème :** *L'internationalisation de l'enseignement supérieur : aller au-delà de la mobilité*

**Valeur :** 2 000 £ (livres sterling)

**Date limite :** 15 juin 2015

palgrave  
macmillan

Grâce à et en partenariat avec **Palgrave Macmillan Ltd**, l'Association internationale des Universités (AIU) est heureuse d'annoncer le lancement du Prix AIU-Palgrave 2014-2015 en recherche sur les politiques d'enseignement supérieur.

Ce prix a pour objectif de promouvoir la recherche dans le domaine des politiques d'enseignement supérieur en reconnaissant le travail remarquable mené sur un thème spécifique par un chercheur / universitaire d'un établissement ou d'une organisation Membre de l'AIU.

Le thème de l'édition 2014-2015 est « *L'internationalisation de l'enseignement supérieur : aller au-delà de la mobilité* », en lien avec le thème de la Conférence

internationale 2015 de l'AIU qui se tiendra à l'Université de Sienna en octobre 2015.

Le processus **d'internationalisation de l'enseignement supérieur** étant de plus en plus important, il est essentiel de comprendre ses différentes dimensions et de se focaliser sur l'impact transformationnel qu'il a sur **le curriculum, la gestion, la recherche et les services offerts**. La recherche étant trop souvent axée sur les aspects quantitatifs de la mobilité, l'AIU préconise une approche plus globale pour comprendre l'internationalisation et encourager la recherche et l'analyse dans cette direction.

Les **articles de recherche** soumis peuvent prendre la forme d'une **étude de cas analytique**, d'une **analyse des tendances**,

**proposer une synthèse des politiques concernées** ou **dévoiler les résultats d'une évaluation d'impact**. Ils peuvent également examiner les partenariats dans le domaine de l'internationalisation, les innovations inhérentes au processus, présenter les bonnes pratiques ou évaluer / analyser les politiques ou les approches institutionnelles ou publiques en matière d'internationalisation.

➡ **Les papiers soumis doivent être des articles de recherche basés sur de l'analyse; les articles purement descriptifs ne seront pas retenus.**

Veuillez adresser vos questions et vos articles à : **Nicholas Poulton**, Secrétaire de rédaction [hep@iau-aiu.net](mailto:hep@iau-aiu.net)



# RAPPORTS SUR LES PROJETS DE L'AIU

## INTERNATIONALISATION

Les activités développées en lien avec le thème de l'internationalisation prennent à nouveau de l'ampleur. Outre une série de projets ISAS, l'AIU poursuit son travail en Roumanie mais aussi maintenant en Malaisie et en Russie.

### ► SERVICE DE CONSEIL DE L'AIU EN MATIÈRE DE STRATÉGIES D'INTERNATIONALISATION (ISAS)

L'AIU propose un Service de conseil en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS) à l'intention des responsables et des équipes institutionnelles souhaitant développer ou réviser leur politique, leur stratégie et leurs différents programmes d'internationalisation.

L'AIU est réputée pour ses initiatives de longue date concernant la promotion, l'étude et la diffusion d'informations sur les tendances relatives à l'internationalisation de l'enseignement supérieur et pour le partage de ces expériences à l'échelle internationale. Dans la mesure où les Membres de l'AIU cherchent à



En haut: campus principal, Université du Ghana  
En bas: Portail principal, Université de Cape Coast.



améliorer le niveau de préparation de leurs étudiants dans un monde plus globalisé, à offrir au corps enseignant et au personnel universitaire de nouvelles opportunités en termes de mobilité, à reconsidérer leur curriculum pour une meilleure internationalisation «sur place», à renforcer leurs alliances de recherche stratégique ou à développer des approches de commercialisation pour attirer davantage d'échanges ou d'étudiants internationaux, ces derniers ont demandé à l'AIU de les aider dans ces initiatives importantes de façon à pouvoir bénéficier des meilleures réflexions et pratiques développées par des établissements dans le monde entier. Pour répondre à ce besoin, l'AIU a lancé le *Service de conseil en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS)* destiné à la planification et au développement des établissements en matière d'internationalisation. De nombreux projets ont été achevés et de nouveaux projets sont en cours.

### ➕ Nouveau projet ISAS au Ghana (2015)



À la suite d'un appel à propositions, l'Université du Ghana (UG) et l'Université de Cape Coast (UCC) ont été sélectionnées pour bénéficier d'un projet conjoint dans le cadre du Service de conseil en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS), financé par l'Agence suédoise de coopération au développement international (SIDA). Les deux universités ont débuté leurs préparations, avec comme Président du Groupe d'experts IAU-ISAS M. Leapetswe Malete, Professeur associé de sport et de psychologie et ancien directeur de la division 'International Education and Partnership' à l'Université du Botswana.



L'Université du Ghana ([www.ug.edu.gh](http://www.ug.edu.gh)), fondée par le décret du 11 août 1948 sous le nom 'University College of the Gold Coast' dans le but d'offrir et de promouvoir la formation, l'apprentissage et la recherche universitaires, vise dans sa déclaration de mission à : « développer des ressources et des capacités humaines de classe mondiale afin de répondre aux besoins de développement nationaux et aux défis mondiaux à travers la qualité de l'enseignement, de l'apprentissage et de la recherche et la diffusion des connaissances ». L'Université de Cape Coast ([www.ucc.edu.gh](http://www.ucc.edu.gh)) a été fondée bien plus récemment en octobre 1962 en tant que collège universitaire, dans le cadre d'une relation spécifique avec l'Université du Ghana (Legon), et a obtenu le statut d'université indépendante habilitée à délivrer ses propres titres, diplômes et certificats en 1971. Au vu de leurs liens historiques, il n'est pas surprenant que l'UCC et l'UG partagent une même vision destinée à assurer un leadership académique au Ghana et sur le continent africain. Il est donc logique pour les deux établissements de réfléchir à la manière de concrétiser cette vision. Le projet ISAS peut les aider dans leur réflexion sur le processus global d'internationalisation.

Les deux universités ont constitué un comité de pilotage qui travaille en étroite collaboration avec le Pr. Leapetswe Maletse. En tant que président du groupe d'experts, ce dernier travaillera aux côtés des deux universités pour les aider à évaluer et à réfléchir à leurs stratégies d'internationalisation.

Lors de la **visite initiale** des deux établissements en février 2015, Pr. Maletse a examiné les besoins et les aspirations de l'UG et de l'UCC concernant cet exercice et a rencontré divers représentants de la communauté des deux universités, dont les Vice-chanceliers et leurs équipes de direction, la direction des établissements, les responsables des différentes unités de soutien sur le campus comprenant notamment la recherche, l'assurance qualité académique, les programmes internationaux, la planification institutionnelle, les services étudiants, les finances et l'administration. Pr. Maletse a également rencontré le personnel universitaire et administratif (local et international), ainsi que les étudiants locaux et internationaux et leurs responsables. À l'UCC, Pr. Maletse a participé à une session complète avec le Conseil académique.

Les deux universités recueillent actuellement des données et organisent des ateliers / discussions de groupe afin d'obtenir des commentaires positifs pour l'exercice d'auto-évaluation ISAS. L'AIU a parallèlement confirmé la présence de deux autres membres du Groupe d'experts qui participeront au projet : Dr Donna Scarboro, Vice-rectrice adjointe en charge des programmes internationaux à George Washington University (Washington, Etats-Unis) et Dr Anna Glass, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Paris, et ancienne Secrétaire Générale de l'Observatoire de la Magna Charta.

La **seconde et dernière visite** au Ghana a eu lieu du 27 avril au 1<sup>er</sup> mai. Parallèlement, un atelier d'une demi-journée destiné à une communauté académique plus large a été préparé et accueilli par l'UCC.

### ⊕ **Projet ISAS au Vietnam (2014-2015)**

L'agence Sida a financé le projet initié à l'Université des transports d'Ho Chi Minh (UT-HCMC), au Vietnam (également sélectionnée à



Pr. Cicarelli rencontre le personnel en charge des relations internationales à l'UT-HCMC.

la suite d'un appel lancé aux établissements asiatiques). Le projet progresse bien. Après la visite initiale à l'université effectuée en décembre 2014 par le Pr. Anna Cicarelli, Membre du Conseil d'administration de l'AIU originaire d'Australie, l'université a réalisé sa première auto-évaluation dont les résultats sont actuellement analysés par le groupe d'experts dirigé par le Dr. Madeleine Green et composé du Pr. Anna Cicarelli, ancienne Vice-chancelière adjointe (International) de l'Université du Queensland en Australie, et Steve Woodfield, Chercheur (politiques et gestions de l'enseignement supérieur) à l'Université Kingston de Londres, au Royaume-Uni.

Les **membres du groupe d'experts ont effectué une visite de l'université** du lundi 13 au jeudi 16 avril. Les deux premiers jours ont été consacrés à des réunions avec le Président, les Vice-présidents, les doyens, les membres du comité de pilotage, le personnel international, les membres du corps enseignant et les étudiants. Les conversations ont porté sur leurs perceptions de l'internationalisation à l'UT-HCMC et sur ce qu'ils attendent des résultats du projet. Le troisième jour, le groupe d'experts s'est réuni pour dresser un bilan des résultats, émettre des recommandations et exposer les grandes lignes du rapport. Enfin, le quatrième jour, un atelier sur l'auto-évaluation, les conclusions du groupe d'experts et les futures étapes, a été organisé.

### ⊕ **Lancement d'un nouveau projet ISAS à l'Université Toyo, Japon (2015)**

Les 13 et 14 février, l'Université Toyo basée à Tokyo, la dernière université japonaise à avoir rejoint l'AIU, a célébré sa sélection au titre de bénéficiaire du tout dernier programme de soutien du gouvernement japonais destiné aux universités. Dans le cadre de la récompense obtenue dans la catégorie B du programme des meilleures universités mondiales, l'université a organisé un symposium pour lancer son projet et a invité la Secrétaire générale de l'AIU à prendre la parole à cette occasion. Eva Egron-Polak a évoqué les tendances en internationalisation en s'appuyant sur la 4<sup>e</sup> enquête mondiale consacrée à ce sujet.

Cette visite à l'Université Toyo a également permis de **lancer le projet du Service de conseil de l'AIU en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS)** qui sera piloté par la Consultante sénior de l'AIU, Dr. Madeleine Green. Les autres membres du groupe



L'Université Toyo célèbre l'année académique.

sont actuellement identifiés et l'université est en train de signer le protocole d'accord avec l'AIU.

### ⊕ L'ISAS est pour tout le monde !



INTERNATIONALIZATION STRATEGIES  
ADVISORY SERVICE

Si votre établissement est intéressé à l'idée de développer ou d'améliorer ses stratégies d'internationalisation, veuillez contacter Giorgio Marinoni, *Responsable, Politiques et projets en ES et internationalisation*, à l'adresse suivante [g.marinoni@iau-aiu.net](mailto:g.marinoni@iau-aiu.net). Vous pouvez également consulter les pages Web dédiées à l'ISAS sur le site Internet de l'AIU : [www.iau-aiu.net/content/internationalization-strategies-advisory-service-isas](http://www.iau-aiu.net/content/internationalization-strategies-advisory-service-isas)

### ► UNE SÉRIE D'ATELIERS SUR L'« INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR » EST ACTUELLEMENT ORGANISÉE

#### ⊕ Atelier sur l'internationalisation en Malaisie

1<sup>er</sup>-5 décembre 2014



Intervention de Norpishah Mat Isa durant l'atelier.

Fin 2014, l'AIU a organisé deux ateliers de développement professionnel sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur à l'intention des représentants des universités malaisiennes.

Deux groupes distincts se sont réunis au sein de Higher Education Leadership Academy (AKEPT), où des experts locaux et internationaux ont abordé différentes questions telles que les tendances régionales et mondiales en internationalisation et les stratégies destinées à internationaliser le curriculum. La réunion a également permis d'en savoir davantage sur la nouvelle stratégie de l'enseignement supérieur malaisien et sa composante internationale. Travaillant en petits groupes et dans un format privilégiant l'apprentissage par l'action durant le deuxième atelier, les participants ont beaucoup appris les uns des autres et ont une nouvelle fois appelé à la création d'une association qui leur permettrait de se réunir plus régulièrement. L'AIU espère proposer des ateliers similaires à l'AKEPT en 2015.

**Contact :** Giorgio Marinoni ([g.marinoni@iau-aiu.net](mailto:g.marinoni@iau-aiu.net))

### ⊕ Internationalisation à RANEPa, Campus de Moscou

3-5 février 2015

Contribuant à un **projet de la Banque mondiale en cours** dans l'un des établissements membres de l'AIU, RANEPa, la Secrétaire générale de l'AIU, le Dr. Madeleine Green, Consultante sénior à l'AIU, et Mme Trine Jensen, Chargée de Programmes à l'AIU, ont effectué une visite sur le campus de Moscou pour lancer un projet ISAS. RANEPa a adopté le modèle du Service de conseil de l'AIU en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS) afin de réfléchir à ses politiques actuelles et futures en matière d'internationalisation, dans le cadre d'une réforme et d'une restructuration plus larges et d'un projet post-fusion dans lequel l'établissement s'appuie sur le soutien et les conseils de la Banque mondiale dans différents domaines. Le Comité de pilotage de RANEPa a débuté concrètement le projet en avril après un premier atelier d'une journée coordonné par le personnel de l'AIU et de la Banque mondiale.

### ⊕ Internationalisation du système d'enseignement supérieur roumain



L'AIU est le partenaire principal de la composante 'internationalisation' du projet intitulé

« *Internationalisation, Équité et*

*Gestion au sein des universités (IEMU)* », mis en œuvre avec l'agence roumaine UEFISCDI.

Les **vingt universités** roumaines participant au projet dans le but d'analyser la situation actuelle de l'internationalisation au sein des établissements, se sont engagées à développer une stratégie d'internationalisation pour définir la voie à suivre. Les universités ont toutes participé à des réunions de planification stratégique au cours desquelles chacune d'elles a reçu une équipe de deux experts nationaux et deux experts internationaux pour une réunion de trois jours. L'objectif des réunions était de partager les expériences et d'examiner comment améliorer ou accroître les activités internationales dans les universités respectives. Les établissements sont actuellement dans la phase de développement ou de révision



Fiona Hunter délivre une présentation lors de la réunion de planification stratégique.

des différentes stratégies en s'appuyant sur les réunions et les recommandations formulées par l'équipe.

Parallèlement aux activités organisées au niveau institutionnel, un comité de pilotage a été constitué afin de développer une stratégie nationale d'internationalisation et créer ainsi un environnement favorable à l'internationalisation de l'enseignement supérieur en Roumanie. Les commentaires des universités ainsi qu'un large processus de consultation avec les acteurs concernés en Roumanie serviront à l'élaboration de la stratégie nationale. La prochaine réunion du comité de pilotage se tiendra à Paris et permettra au groupe de rencontrer les représentants du Ministère français de l'Éducation et de la Recherche afin d'en savoir plus sur les expériences dans ce domaine en France.

Le projet comprend également d'autres activités telles que le développement d'un portail *Étudier en Roumanie*; la mise en place d'une structure pour promouvoir l'enseignement supérieur roumain à l'étranger et le développement d'indicateurs permettant de suivre de près la situation et l'évolution de l'internationalisation de l'enseignement supérieur en Roumanie.

Le projet devrait s'achever fin septembre avec une conférence prévue les 24 et 25 septembre à Bucarest.

### Internationalisation, Équité et Gestion au sein des universités (Roumanie)

La seconde réunion du comité de pilotage du projet s'est tenue à Bucarest, en Roumanie, les 10 et 11 janvier en vue de faire le point sur les progrès réalisés jusqu'ici et d'envisager l'élaboration d'une proposition de stratégie nationale d'internationalisation. En plus d'examiner un certain nombre de politiques nationales qui pourraient servir d'études de cas pour la Roumanie, le comité, co-présidé par la Secrétaire générale de l'AIU, a également préparé un exercice Delphi invitant les acteurs roumains à développer une vision nationale en matière d'internationalisation. Plus de la moitié des 20 universités participant au projet ont désormais pris part aux réunions de planification stratégique avec les experts roumains et internationaux et sont en train de définir leurs stratégies d'internationalisation institutionnelles qui influenceront également la proposition de stratégie nationale.

**Contact :** Giorgio Marinoni, *Responsable, Politiques et projets en ES et internationalisation* ([g.marinoni@iau-aiu.net](mailto:g.marinoni@iau-aiu.net))

## TRAVAIL DE L'AIU SUR L'ESDD ET HEEFA

### LE RÔLE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS L'AGENDA POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'APRÈS 2015

L'AIU a représenté ses Membres et participé activement à la **Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au développement durable** organisée à Nagoya en novembre 2014. Les réalisations de la dernière décennie sur l'éducation au développement durable ont été examinées et de nouveaux plans ont été définis pour répondre aux défis que nous rencontrons aujourd'hui. Le travail n'est pas terminé et de nouvelles initiatives ont été lancées pour soutenir l'agenda de l'après 2015 en cours d'élaboration (voir ci-dessous).



L'AIU prendra part à la réflexion menée par l'UNESCO sur l'éducation au-delà de 2015. Le **Forum mondial sur l'éducation** (mai 2015) réunira les leaders de l'éducation du monde

entier en vue de développer et convenir d'une position commune pour l'*agenda de développement post-2015 pour l'éducation*. Il dressera un bilan des réalisations et des insuffisances liées à la mise en œuvre des objectifs de l'Éducation pour Tous (EPT) et des objectifs du Millénaire pour le développement en lien avec l'éducation. L'AIU y sera représentée par son Président et la Directrice, Projets et services d'information.

**Plus d'info au sujet du Forum Mondial** sur le [www.unesco.org/new/en/World-Education-Forum-2015/](http://www.unesco.org/new/en/World-Education-Forum-2015/)

**Apprenez-en plus sur le travail de l'AIU pour l'EPT** sur le [www.iau-aiu.net/content/heeefa-projects](http://www.iau-aiu.net/content/heeefa-projects)

Les objectifs de développement durable, destinés à remplacer les objectifs du Millénaire pour le développement, sont en cours de finalisation. L'agenda de l'après 2015 sera articulé autour de ces engagements et de nouveaux engagements seront pris pour l'avenir.

**Global Action Programme on Education for Sustainable Development**  
**Launch Commitments**



À la suite de la *Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au développement durable*, tenant compte des débats qui animeront le Forum mondial à Incheon, l'AIU développe actuellement des projets afin de s'engager pleinement dans le **Programme d'action global**.

L'AIU prépare également une nouvelle série d'activités qui combineront les efforts consentis dans le travail sur l'enseignement supérieur pour le développement durable (ESDD) et sur l'enseignement supérieur pour l'Éducation pour Tous (HEEFA) afin de soutenir efficacement ses établissements membres dans l'agenda de l'après 2015.

## ► ESDD – CONFÉRENCES ET SÉMINAIRES

### ⊕ Conférence internationale sur l'enseignement supérieur pour le développement durable et Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au développement durable

Les deux conférences ont été organisées avec succès au Japon début novembre 2014, réunissant 700 délégués représentant les établissements d'enseignement supérieur, 76 ministres et secrétaires d'État et 1 100 délégués de 148 pays, ainsi que de nombreux jeunes. Les deux conférences ont accueilli une importante délégation de l'AIU, dont le Président, Dzulkifli Abdul Razak de Malaisie et Angelo Riccaboni, de l'Université de Sienna et Président du Groupe de travail sur l'enseignement supérieur pour le développement durable, qui ont joué des rôles très actifs en tant que co-organisateurs et intervenants lors de groupes et ateliers de haut niveau.

Les deux événements ont intégré les programmes et les initiatives innovants sur l'ESDD dans le monde entier. **Les deux conférences ont réaffirmé la nécessité de poursuivre le travail afin de promouvoir le développement durable à travers l'éducation, en particulier l'enseignement supérieur.**

Les déclarations sont disponibles sur les sites Internet des conférences de l'ONU et de l'UNESCO et devraient être utilisées pour soutenir le travail entrepris à tous les niveaux d'éducation.

[www.c-linkage.com/for/hesd/declaration.html](http://www.c-linkage.com/for/hesd/declaration.html)

[www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ERI/pdf/Aichi-Nagoya\\_Declaration\\_EN.pdf](http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/ERI/pdf/Aichi-Nagoya_Declaration_EN.pdf)

La conférence a annoncé le lancement du rapport mondial sur la décennie pour l'éducation au développement durable **«Façonner l'avenir que nous voulons»** et du Programme d'action global afin de soutenir l'agenda post-2015, lequel intègre également l'engagement de l'AIU.

<http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002301/230171e.pdf>  
/ [www.unesco.org/new/en/unesco-world-conference-on-esd-2014/esd-after-2014/global-action-programme/launching/](http://www.unesco.org/new/en/unesco-world-conference-on-esd-2014/esd-after-2014/global-action-programme/launching/)

### ⊕ De la discussion à l'action – Comment les établissements d'enseignement supérieur peuvent contribuer activement au développement durable

En décembre dernier, l'AIU a co-organisé et pris part au séminaire ACUP-GUNi sur le rôle des universités dans l'agenda post-2015 pour le développement durable.

Le dernier numéro d'*AIU Horizons* (20.3) portait sur le thème **«Mais où donc est l'enseignement supérieur dans l'agenda pour le développement de l'après 2015?»**. La majorité des auteurs a évoqué l'absence notable des universités dans la définition du nouvel agenda de développement. Selon le séminaire qui portait sur «Le rôle des établissements d'enseignement supérieur concernant les objectifs de développement durable (ODD) et l'agenda de développement post-2015», cette absence pourrait s'expliquer par le fait que très peu d'individus ont réellement contribué au travail du Groupe de travail ouvert des Nations Unies sur les ODD afin d'aider à définir et articuler le rôle de l'enseignement supérieur.

Le séminaire a été organisé par Global University Network for innovation et l'Association catalane des universités publiques en collaboration avec l'AIU et Association of Commonwealth Universities (ACU) en décembre dernier à Barcelone. Les intervenants ont initié un dialogue animé avec des leaders de l'enseignement supérieur, des universitaires, des représentants d'organisations de la société civile et d'organisations internationales ainsi que du secteur de l'industrie sur la contribution des établissements d'enseignement supérieur au développement durable ou comment ils peuvent devenir eux-mêmes des acteurs clés du changement en vue d'un avenir durable.

Le séminaire a permis de souligner que l'enseignement supérieur (ES) n'a pas d'identité forte en tant que groupe et que les établissements ne parlent pas d'une seule voix. Cependant, la nature même du monde universitaire et la manière dont le secteur de l'ES fonctionne doivent évoluer en vue d'une meilleure contribution au nouvel agenda de développement. Le travail des universités pour contribuer activement aux ODD ne fait que commencer, le but étant l'élaboration de réponses et de solutions aux problèmes majeurs auxquels le monde est aujourd'hui confronté, aux niveaux local et mondial.

Le séminaire a souligné l'importance d'une approche holistique dans le domaine de l'enseignement supérieur qui intègre pleinement le développement durable dans l'ADN des universités. Les participants ont insisté sur la nécessité d'élargir l'inter- et la transdisciplinarité dans la formation et la recherche et de promouvoir les compétences transversales. Ils ont aussi affirmé que les programmes qui n'étaient pas basés sur des matières mais sur la résolution de problèmes importants devraient contribuer à former des citoyens responsables. Ils ont par ailleurs identifié le système de récompenses actuel comme l'un des principaux obstacles pour atteindre cet objectif.

Les résultats du séminaire, disponibles sur le site Internet ACUP-GUNi, constituent la base de travail pour le rapport du GUNi intitulé *Higher Education in the World 6* qui analysera comment les universités peuvent s'engager dans le développement durable aux niveaux local et mondial.



## ► ESDD – RÉSEAUX ET COOPÉRATION

### ⊕ GUPES, HESI et PRIME



Un protocole d'accord a été signé avec le PNUE pour que l'AIU et GUPES travaillent plus étroitement ensemble; l'AIU a été invitée à rejoindre le Comité consultatif du 'Sustainability Literacy Test' pour élaborer une seconde version de l'outil (voir ci-dessous sur la même page); l'engagement est renouvelé dans l'initiative HESI et des discussions sont en cours en vue de coopérer avec l'initiative PRME (Principles for Responsible Management Education).



## ► ESDD – L'AIU SIEGE AU CONSEIL CONSULTATIF SUPERIEUR POUR LE SULITEST

### ⊕ L'AIU participe au développement de la version 2 du 'Sustainability Literacy Test'



Quelles sont les connaissances, les compétences et les attitudes qu'il faut avoir pour construire un monde durable ? C'est ce que les anglophones appellent

« sustainability literacy » et que le **Sulitest** vise à mesurer (cf. article *AIU Horizons*, novembre 2014, page 42).

Le premier rapport d'activité, présenté lors de la conférence mondiale UNESCO sur l'éducation au développement durable qui s'est tenue à Aichi-Nagoya, Japon, avait montré l'enthousiasme de la communauté académique autour de ce projet. 315 universités se sont aujourd'hui inscrites pour organiser des sessions d'examen (une cinquantaine nouvelles depuis novembre) et plus de 27.000 étudiants ont déjà passé le test...

La version 2, en ligne dès septembre prochain devrait être, elle aussi, sous les projecteurs car si le test se « contentait » dans sa phase de lancement de mesurer les connaissances, la nouvelle version devrait commencer à intégrer des questions sur les compétences et postures.

Rappelons que ce test, soutenu par de nombreuses institutions onusiennes (UNEP, UNDP, UN DESA, UNESCO, PRME), est accessible gratuitement pour les universités partout dans le monde. Un travail de compilation des retours d'utilisateurs devrait permettre prochainement au groupe d'experts de proposer pour validation la nouvelle architecture au *Senior advisory board* (sur lequel siège l'Association internationale des universités). Restera ensuite aux antennes régionales (18 à ce jour) de proposer des questions locales pour une implémentation en septembre prochain.

L'objectif de la V2 est non seulement d'atteindre 50 pays et 50.000 étudiants mais aussi, nouveauté cette année, de le rendre accessible aux entreprises et collectivités.

**Pour plus d'information :** [www.sulite.org/en/sustainability\\_home](http://www.sulite.org/en/sustainability_home)

**Contact :** [contact@sustainabilitytest.org](mailto:contact@sustainabilitytest.org)

## LE TRAVAIL SUR LE PORTAIL ESDD DE L'AIU SE POURSUIT!



**Engagez-vous :** [www.iau-hesd.net](http://www.iau-hesd.net)

**Contact :** Dr. Hilligje van 't Land, Directrice, Adhésions et Développement des Programmes de l'AIU ([h.vantland@iau-aiu.net](mailto:h.vantland@iau-aiu.net))

## ► HEEFA

### ⊕ Projet de l'AIU sur l'enseignement supérieur pour l'EPT (HEEFA) : publication du rapport final de l'atelier d'Ankara



À l'occasion d'un atelier organisé à l'Université Hacettepe à Ankara (Turquie) en novembre 2014, les

participants au projet de l'AIU pour une meilleure inclusion de l'enseignement supérieur (ES) et de la recherche en vue d'atteindre les objectifs de l'Éducation pour Tous (EPT), également connu sous le nom **HEEFA**, ont évoqué son avenir et fait part de leurs commentaires sur le projet des TIC pour l'accessibilité de l'information dans l'apprentissage (ICT4IAL) dans lequel l'AIU est partenaire.

L'atelier a réuni **32 représentants** de l'enseignement supérieur ainsi que les membres du Groupe de référence de l'AIU sur HEEFA impliqués précédemment dans les sessions de renforcement des capacités organisées par l'AIU sur ce thème ; des représentants des partenaires du projet ICT4IAL ; des experts du secteur de l'enseignement supérieur spécialisés dans l'accessibilité en ligne ; des enseignants / étudiants de l'Université Hacettepe ; et des représentants de la Commission nationale de l'UNESCO. Les participants représentaient **22 pays** de trois continents (Afrique, Asie et Europe).

La **première journée** d'atelier a porté sur les résultats du Projet HEEFA de l'AIU :

- 5 sessions de renforcement des capacités (Burkina Faso, Inde, Kenya, Mexique et Népal) avec, dans chaque cas, une meilleure compréhension et reconnaissance du rôle de l'enseignement supérieur pour l'EPT par les universités et les autres acteurs de l'EPT,
- un bulletin d'information électronique trimestriel, et
- un Portail collaboratif dans lequel les universitaires et les étudiants peuvent fournir des informations sur leur expertise, les projets et les publications dans le domaine.

Au cours de cette première journée, les participants ont également été invités à adresser leurs commentaires sur l'**agenda pour l'éducation pour l'après 2015** du point de vue de l'enseignement supérieur.

Le **second jour** d'atelier a été l'occasion de présenter au Groupe de référence de l'AIU sur HEEFA, le thème de l'accessibilité des contenus d'apprentissage en ligne pour les personnes handicapées. Étant donné que l'inclusion des étudiants handicapés fait partie intégrante de l'Éducation pour Tous, les participants ont été invités à commenter les lignes directrices préparées par le projet ICT4IAL pour aider les prestataires des contenus d'apprentissage à produire dès le départ des contenus accessibles en ligne.

Le Projet HEEFA de l'AIU, dans sa forme actuelle, prend fin en milieu d'année 2015, au moment où l'initiative EPT sera remplacée par de nouvelles activités (voir l'agenda de développement pour l'après 2015 des Nations Unies). Ceci marque également la fin de la collaboration de N. Kymlicka en tant qu'experte sur le projet. L'AIU la remercie chaleureusement pour son excellent travail.

**Le rapport est disponible à l'adresse suivante :** [www.iau-aiu.net/content/outcomes-1](http://www.iau-aiu.net/content/outcomes-1)



Pour plus d'informations sur l'HEEFA, veuillez consulter le Portail HEEFA de l'AIU [www.heefa.net](http://www.heefa.net) et le Portail de l'AIU [www.iau-aiu.net/content/efamdgs](http://www.iau-aiu.net/content/efamdgs)

L'atelier d'Ankara a été organisé par Serap Kerbanoglu (Université Hacettepe), Nadja Kymlicka et Isabelle Turmaine (IAU).

Pour plus d'informations sur le Projet ICT4IAL, veuillez consulter le portail du projet [www.ict4ial.eu](http://www.ict4ial.eu) ou contactez Isabelle Turmaine, Directrice, Projets et services d'information de l'AIU ([i.turmaine@iau-aiu.net](mailto:i.turmaine@iau-aiu.net)).

## TRAVAIL DE L'AIU SUR LES APPROCHES INNOVANTES EN MATIÈRE DE FORMATION DOCTORALE EN AFRIQUE (IDEA-PHD)

### ⊕ Séminaire d'experts de l'AIU sur les approches innovantes en matière de formation doctorale en Afrique

Novembre 2014



L'AIU a réuni 25 experts africains et internationaux pour réfléchir et formuler des recommandations sur le thème *Making Doctoral Education work in Africa and for Africa – What Role for IAU?* Le séminaire a eu lieu au siège de l'UNESCO à Paris, du 26 au 28 novembre 2014.

L'atelier a permis de présenter et d'analyser les résultats du travail entrepris par l'AIU dans le domaine de la formation doctorale en Afrique depuis 2009, les résultats des projets sur la situation de la formation doctorale et de la formation des chercheurs en Afrique subsaharienne, la collecte des données et la planification stratégique à Douala, les réseaux et la planification à Ilorin, l'encadrement en ligne à Nairobi, les approches innovantes en matière de formation doctorale à Addis-Abeba, le développement de la recherche et l'élaboration de rapports, le développement du portail IDEA-PhD, etc.

*Les experts ont fortement recommandé que l'AIU développe d'autres projets et initiatives sur les approches innovantes en matière de formation doctorale en Afrique. Ils ont également recommandé les principaux domaines d'activité suivants : la création d'un service consultatif sur le développement stratégique de la formation doctorale dans les EES africains ; la recherche comparative sur les modèles de programmes doctoraux ; l'amélioration de l'encadrement en ligne ; le système de mobilité et la qualité. Le développement du Portail IDEA-PhD ([www.idea-phd.net](http://www.idea-phd.net)) constituera l'un des axes de travail prioritaires.*

Le rapport de l'atelier est disponible sur demande. Pour recevoir un exemplaire ou participer, veuillez contacter :

Hilligje van't Land ([h.vantland@iau-aiu.net](mailto:h.vantland@iau-aiu.net)) et Nicolas Poulton ([n.poulton@iau-aiu.net](mailto:n.poulton@iau-aiu.net)).

✉ En vue de leur publication sur le portail, soumettez des informations sur des approches innovantes en matière de formation doctorale en Afrique : [www.idea-phd.net](http://www.idea-phd.net)!

### ⊕ Sommet africain pour l'enseignement supérieur

Un Sommet continental de trois jours, sur le thème « Revitaliser l'enseignement supérieur pour l'avenir de l'Afrique », s'est tenu à Dakar, du 10 au 12 mars 2015.

Les objectifs du Sommet étaient de :

1. Construire un vaste réseau œuvrant pour la transformation et l'investissement dans l'enseignement supérieur en Afrique.
2. Créer une vision commune pour l'avenir de l'enseignement supérieur en Afrique.
3. Mobiliser et mettre en évidence des efforts et initiatives exemplaires mis en œuvre dans le secteur de l'enseignement supérieur en Afrique.
4. Mobiliser les efforts et interventions déployés de façon disparate dans le domaine de l'enseignement supérieur en Afrique.
5. Encourager et consolider l'innovation dans l'enseignement supérieur en Afrique.

Le Sommet pour l'enseignement supérieur africain a constitué une plateforme unique qui a permis aux parties prenantes du secteur de déterminer collectivement la voie à suivre.

Cinq cents délégués ont assisté au Sommet, notamment des Premiers Ministres, des Présidents et des Ministres d'État issus de tout le continent africain, des étudiants, des universitaires, Kofi Annan, ancien Secrétaire Général des Nations Unies, et Dr Nkosazana Dlamini Zuma, Présidente de la Commission de l'Union Africaine.

Le Sommet s'est conclu par un plan d'action destiné à augmenter considérablement la participation à l'enseignement supérieur sur le continent au cours des 50 prochaines années. Ce plan s'accompagne de la nécessité d'accroître de manière conséquente l'investissement des pays africains dans l'enseignement supérieur, d'augmenter les dépenses de recherche, d'établir des liens solides avec les universitaires africains de la diaspora, et de mettre en place une coordination plus efficace en termes de planification et de déploiement des programmes d'enseignement supérieur aux niveaux institutionnel, national et continental.

Le plan d'action est le résultat de ce Sommet perçu comme historique sur l'enseignement supérieur. Organismes : TrustAfrica, en partenariat avec plusieurs autres groupes, dont la Commission de l'Union Africaine, la Banque africaine de développement, l'Institut africain de développement économique et de planification des Nations Unies, l'Association des universités africaines, l'ADEA et la Carnegie Foundation.

Pour consulter la déclaration et le plan d'action, le cadre du Sommet et le document de réflexion, les documents et notes d'orientation et les autres documents relatifs au Sommet, veuillez vous rendre à l'adresse suivante : <http://summit.trustafrica.org/>





## ⊕ Logiciel Idea Puzzle

Un mois d'essai gratuit pour les étudiants inscrits dans un établissement membre de l'AIU! [www.ideapuzzle.com](http://www.ideapuzzle.com)



**Idea Puzzle** est un logiciel en ligne destiné à aider les étudiants à **évaluer les forces et faiblesses de leur projet de recherche** à n'importe quelle phase de leur doctorat. Le logiciel pose **21 questions** à propos du projet de recherche basé sur la philosophie des sciences, aide à **y répondre** et permet **l'auto-évaluation** de chaque réponse. Le **résultat est un plan de recherche** d'environ 3 pages qui comprend une note globale, une carte visuelle et les 21 réponses. Les EES membres de l'AIU ont droit à un mois d'essai gratuit.

Le plan de recherche obtenu peut être soumis à **un prix international de 1 000 Euros** alloué par Santander Universities, jusqu'au **31 mai** de chaque année.

**Contact:** Ricardo Morais, Université catholique du Portugal (Porto)  
[ricardo.morais@ideapuzzle.com](mailto:ricardo.morais@ideapuzzle.com)

## REL ET BIBLIOTHÉCAIRES UNIVERSITAIRES

Le 11 mars 2015, l'AIU a organisé un mini-séminaire en ligne dans le cadre de la Semaine de l'éducation ouverte. L'événement a été organisé avec celles et ceux qui ont participé à l'Atelier de validation du Programme de soutien et de formation destiné aux bibliothécaires universitaires sur les ressources éducatives libres (REL) à Accra (Ghana) en 2013. Ce mini-séminaire a été l'occasion de débattre des récentes évolutions dans le domaine des REL dans les bibliothèques et les universités africaines.

[www.openeducationweek.org/](http://www.openeducationweek.org/)

## LEADHER : PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP POUR LA RÉFORME INSTITUTIONNELLE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE L'AIU

Le **Programme de Développement du Leadership pour la Réforme Institutionnelle dans l'Enseignement Supérieur de l'AIU (LEADHER)** crée des opportunités d'apprentissage collaboratif entre les établissements membres de l'AIU. Le programme donne corps à la mission de l'AIU visant à **renforcer l'enseignement supérieur dans le monde** en facilitant les échanges entre ses Membres.

Le financement de ce programme est rendu possible grâce à la subvention que l'AIU a une nouvelle fois obtenue auprès de l'Agence suédoise de coopération au développement international (Sida).

Le programme vise à améliorer la coopération Sud-Sud et Nord-Sud entre les établissements d'enseignement supérieur en vue de renforcer les capacités des universités des pays en développement en matière de recherche et de gestion de la recherche.

### ⊕ Concours LEADHER 2014

À l'occasion du concours LEADHER 2014, six projets ont été sélectionnés. Les réalisations de trois d'entre eux ont été présentées dans le dernier numéro d'*AIU Horizons*. Depuis, les activités suivantes ont été conduites :

### Résultats du concours 2014

ÉTABLISSEMENTS	PAYS	DOMAINES DE RECHERCHE
Institute of business Management	Pakistan	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation à la recherche, en particulier les programmes doctoraux innovants</li> </ul>
Caucasus University	Géorgie	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement des capacités de recherche à travers l'internationalisation</li> </ul>
University of Petroleum and Energy Studies	Inde	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation à la recherche, en particulier les programmes doctoraux innovants</li> </ul>
Kwame Nkrumah University of Science and Technology	Ghana	<ul style="list-style-type: none"> <li>Approches innovantes dans le domaine du renforcement des capacités de recherche via la coopération</li> </ul>
James Madison University (JMU)	États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> <li>Approches innovantes dans le domaine du renforcement des capacités de recherche via la coopération</li> </ul>
University of Dar es Salaam	Tanzanie	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement des capacités de recherche à travers l'internationalisation</li> </ul>



De gauche à droite : Dr. Nadia Ayub (en charge du MPhil Business Management Program, IoBM), Dr. Kakha Shengelia (Président CU) & Dr. Syed Irfan Hyder (Doyen, CBM, IoBM).

**1. Institute of business Management (Pakistan) et Caucasus University (Géorgie)** ont travaillé ensemble sur un projet visant à renforcer réciproquement leurs capacités concernant la formation à la recherche, en particulier les programmes doctoraux innovants, et le renforcement des capacités de recherche à travers l'internationalisation. Des visites d'étude mutuelles ont eu lieu en avril (en Géorgie) et en septembre (au Pakistan) 2014. Dans leur rapport commun, les partenaires ont expliqué que le **projet LEADHER agissait comme un catalyseur favorisant des partenariats plus larges**. *« Les visites de CU et de IoBM organisées dans le cadre du projet LEADHER nous ont permis d'identifier les initiatives concrètes que nous devons poursuivre avec plus de 40 universités étrangères avec lesquelles*

*nous avons signé un protocole d'accord. Nous avons le sentiment [à l'IoBM] que pour de nombreux protocoles d'accord, nous n'avons pas été capables de dépasser le stade des échanges étudiants au niveau du premier cycle. Ce projet nous a permis de débattre et de développer des cadres pour renforcer les liens avec les universités collaboratrices. Il nous a également permis d'identifier certaines pistes d'exploration concernant les projets de recherche conjoints, les échanges de doctorants, les programmes de diplômes conjoints, les cours intensifs à court terme dispensés par des enseignants venant de l'étranger, l'encadrement commun de la recherche, le renforcement de la recherche et d'autres programmes, etc. ».*

**2. James Madison University (États-Unis) et University of Dar es Salaam (Tanzanie)** ont piloté un projet intitulé *Building Research Capacity with a Focus on Semi-arid Regions*. Ce dernier a porté sur le renforcement des capacités de recherche via la coopération et l'internationalisation. JMU et UDSM ont achevé avec succès leur projet LEADHER et ont défini des plans pour de futures collaborations sur des sujets d'actualité importants. *« La bourse LEADHER a permis aux représentants de JMU et d'UDSM de jeter les bases d'une collaboration à long terme dans les domaines de la recherche et de l'enseignement sur le manque de ressources, en prêtant une attention particulière aux régions semi-arides et à l'accès à l'eau potable. Nous envisageons de postuler pour obtenir d'autres bourses et développer ainsi la recherche et l'enseignement en poursuivant notre collaboration, tout en intégrant un autre établissement membre de l'AIU, Kenyatta University ».*



A gauche: James Madison University échange avec University Dar es Salaam. A droite: des collègues du Ghana ont visité le campus de l'UPES.



3. **University of Petroleum and Energy Studies** (Inde) et **Kwame Nkrumah University of Science and Technology** (Ghana) ont collaboré sur un projet visant à améliorer la formation à la recherche, en particulier les programmes doctoraux innovants, et à développer des approches novatrices dans le domaine du renforcement des capacités de recherche via la coopération. Le principal objectif du projet était de renforcer les capacités de recherche dans le domaine des énergies renouvelables. Une première visite d'étude a eu lieu en Inde en juillet 2014, mais en raison de la situation sanitaire en Afrique occidentale l'été dernier, les collègues indiens ont décidé de ne pas se rendre au Ghana. Grâce à plusieurs échanges de courriels, téléphoniques et vidéo, les deux établissements ont réussi à finaliser leur projet. En conclusion de leur rapport, les partenaires ont indiqué qu'« *il est fort probable que la collaboration se poursuive à l'avenir entre UPES et KNUST* ». Ils ont également indiqué que « *le projet LEADHER a joué le rôle de catalyseur en suggérant des modifications importantes dans le domaine de la gestion de la recherche à UPES et à KNUST. [...] Grâce au financement*

*LEADHER, les priorités de recherche ont principalement porté sur le développement conjoint de nouveaux domaines en énergie renouvelable et sur l'accès conjoint au financement national et international (en insistant sur la collaboration Sud-Sud) à travers la création de réseaux* ».

### ⊕ Concours LEADHER 2015

Le **concours LEADHER 2015** a été lancé **fin juillet 2014** pour des projets qui doivent être conduits et finalisés au **30 juin 2015**. Cette année encore, six projets ont été sélectionnés, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Les résultats et les réalisations seront présentés dans le prochain numéro d'*AIU Horizons* !

Pour en savoir plus sur le programme LEADHER, veuillez consulter [www.iau-aiu.net/content/leadher](http://www.iau-aiu.net/content/leadher) et/ou contactez Élodie Boisfer, Chargée de Programmes à l'AIU ([e.boisfer@iau-aiu.nt](mailto:e.boisfer@iau-aiu.nt)).

#### Résultats du concours 2015

ÉTABLISSEMENTS	PAYS	DOMAINES DE RECHERCHE
University of Porto	Portugal	• Formation à la recherche, en particulier les programmes doctoraux innovants
Universidade de Cabo Verde	Cap-Vert	• Politiques et programmes mis en œuvre pour financer la recherche (publique/privée) & génération de revenus, diversification des sources de financement
Jimma University	Éthiopie	
Masaryk University	République Tchèque	• Développer la mission de la recherche, les politiques en matière de recherche et les stratégies de développement de la recherche
Jimma University	Éthiopie	• Renforcement des capacités de recherche à travers l'internationalisation
Islamic University of Gaza	Palestine	• Approches innovantes dans le domaine du renforcement des capacités de recherche via la coopération
University of Sassari	Italie	• Renforcement des capacités de recherche à travers l'internationalisation
University of Malaya	Malaisie	• Renforcer les liens entre les systèmes de recherche universitaire et les systèmes de recherche nationaux/régionaux (le cas échéant)
The American University of Cairo	Égypte	
Alexandria University	Égypte	• Approches innovantes dans le domaine du renforcement des capacités de recherche via la coopération
Moi University	Kenya	• Renforcement des capacités de recherche à travers l'internationalisation
Institute of African Studies, University of Ghana	Ghana	• Planification, organisation et gestion de la recherche
University of Kassel	Allemagne	• Formation à la recherche, en particulier les programmes doctoraux innovants
		• Approches innovantes dans le domaine du renforcement des capacités de recherche via la coopération
		• Collecte, préservation et diffusion des résultats de recherche (publications, brevets, produits, etc.)
		• Modes alternatifs de production de la recherche (en particulier la coopération avec le secteur privé)
		• Renforcement des capacités de recherche à travers l'internationalisation



## COOPÉRATION ET RÉSEAUTAGE

9-10 JUIN 2015 → KUALA LUMPUR, MALAISIE

L'AIU coopère avec le Centre for ASEAN Regionalism (CARUM) à l'University of Malaya en vue d'organiser un Forum international sur le thème « *The Role of Higher Education in Building an ASEAN Community* ».

Participation : sur invitation exclusivement.



Les intervenants et participants invités débattront des sous-thèmes suivants :

a) Nouvelles exigences dans l'enseignement supérieur dans les pays de l'ANASE;

- b) Innovation dans la gouvernance et le leadership de l'enseignement supérieur pour répondre aux besoins de l'économie de la connaissance, de l'engagement social et de l'intégration régionale;
- c) Rôle de l'enseignement supérieur dans la construction de l'identité régionale;
- d) Apprentissage et le dialogue interculturels en vue d'explorer la richesse culturelle régionale et optimiser le développement régional.

**Contact :** Azirah Binti Hashim, Doyen, Groupe de recherche en sciences humaines, Université de Malaya, Kuala Lumpur, Malaisie ([azirahh@um.edu.my](mailto:azirahh@um.edu.my)).

5-8 OCT 2015 → KUALA LUMPUR – ACCÈS À L'ENSEIGNEMENT POST-SECONDAIRE AU 21<sup>e</sup> SIÈCLE : RÉPONDRE AU DÉFI MONDIAL



L'AIU, l'un des partenaires de l'initiative Global Access to Postsecondary Education (GAPS), a le plaisir d'annoncer que la

réunion de Kuala Lumpur aura lieu à Sunway University en Malaisie.

La réunion 'Kuala Lumpur 2015' abordera le rôle de l'accès à l'enseignement post-secondaire en Asie et dans le Pacifique Sud.

Elle rassemblera des participants du monde entier intéressés par la

question de l'accès à l'enseignement post-secondaire et qui souhaitent encourager de nouvelles collaborations et stimuler l'innovation dans ce domaine. Le Pr. Dzulkifli Abdul Razak sera l'un des principaux intervenants.

**Pour plus d'informations :** [www.gaps-education.org/world-congress-kuala-lumpur-2015/](http://www.gaps-education.org/world-congress-kuala-lumpur-2015/)

### L'AIU IMPLIQUÉE DANS UN TRAVAIL INNOVANT SUR LES COMPÉTENCES DÉMOCRATIQUES VISANT À TRANSFORMER NOS MODES DE VIE ET DE TRAVAIL



par **Snežana Samardžić-Marković**, Directrice Générale pour la démocratie du Conseil de l'Europe

Nous partons du principe que notre médecin de famille est titulaire d'un diplôme en médecine, que le professeur d'histoire de l'école locale a obtenu ses

examens pour devenir professeur et que le producteur de notre série TV favorite a été formé pour réaliser des programmes de télévision. Nous nous attendons à juste titre à ce que les professionnels soient qualifiés pour le travail qu'ils exercent. L'expertise technique est donc vitale dans tout métier.

Mais elle ne suffit pas. Le médecin qui n'écoute pas ses patients basera son diagnostic sur des informations partielles. Le professeur d'histoire, qui ignore la situation de harcèlement que subit la

jeune fille Rom en salle de classe, contribue à sa souffrance et à son échec scolaire. Le producteur, qui choisit trois acteurs célèbres et une jolie actrice pour son film, limite la portée du propos et renforce les stéréotypes existants.

Nous n'avons pas nécessairement besoin de quitter l'école ou l'université en ayant obtenu des qualifications en biologie, en histoire ou en journalisme, mais nous avons tous besoin de compétences démocratiques et interculturelles englobant les valeurs, les attitudes, les compétences, les connaissances et la compréhension critique qui nous permettent de participer efficacement aux démocraties d'aujourd'hui.

Le Conseil de l'Europe encourage activement depuis plusieurs années l'éducation aux droits de l'homme et à la citoyenneté, proposant des programmes de formation, des manuels et du matériel pédagogique dans les écoles et les universités et à travers le travail effectué auprès des jeunes et l'éducation non formelle. Ce qui a manqué jusqu'à présent est un système universel et objectif permettant de définir et d'évaluer les compétences démocratiques requises.

C'est exactement le domaine sur lequel travaille actuellement le Conseil de l'Europe. Il s'agit d'une tâche herculéenne. Après avoir analysé plus de 90 systèmes existants, nous avons défini



**20 compétences essentielles** comprenant : la responsabilité, la tolérance, la résolution des conflits, la capacité d'écoute, les compétences linguistiques et les capacités de communication, la pensée critique, l'empathie et l'ouverture.

Nous identifions actuellement des « descripteurs » pour chaque compétence, qui décrivent ce que sait un individu, ce qu'il comprend et ce qu'il est capable de faire ou de ne pas faire. Un descripteur sur les « capacités d'apprentissage autonome » pourrait être par exemple « juger la fiabilité des différentes sources d'information ou de conseil et sélectionner les sources les plus fiables parmi les sources disponibles ». Près de 2 000 descripteurs possibles doivent être rigoureusement testés par les enseignants dans différents milieux culturels et à tous les niveaux d'éducation en Europe à travers le Programme Pestalozzi de formation des enseignants du Conseil de l'Europe et ses universités d'été, dirigées avec le Centre européen Wergeland en Norvège.

Sur la base de ces tests, un questionnaire sera créé et envoyé aux enseignants en Europe. Les données qui en découleront pourraient être ensuite utilisées pour définir les niveaux d'acquisition pour chaque compétence. Aucune autre organisation ne s'est lancée dans une évaluation de cette envergure dans ce domaine. Ce nouveau système d'évaluation des compétences interculturelles sera bientôt prêt à être intégré dans les programmes de formation des enseignants, les tests de recrutement et le cursus scolaire et universitaire en Europe et au-delà.

Il s'agit là d'un exercice exigeant, bien plus complexe que notre Cadre européen commun de référence pour les langues qui établit six niveaux de compétences linguistiques clés (lire, écrire, parler et écouter) qui peuvent s'appliquer à chaque langue. Mais c'est au cœur de la mission du Conseil de l'Europe de promouvoir les droits de l'homme et la démocratie et, pour nous, « complexe » signifie « possible ».

Une fois que les compétences seront intégrées à l'ensemble de savoir et savoir-être que les élèves et les étudiants sont tenus de maîtriser, ces derniers quitteront le monde éducatif en disposant des outils appropriés, en tant que citoyens responsables, afin de contribuer à nos démocraties modernes et interculturelles. Lorsqu'ils ou elles postuleront pour un emploi ou une formation, ils ou elles pourront indiquer leur niveau d'acquisition pour l'« empathie » et la « pensée critique », en plus de leurs qualifications académiques et de leurs compétences linguistiques. Élément encore plus important, j'espère que nous observerons un recul continu de la discrimination, du harcèlement, de la violence, et (ce qui nous préoccupe tous en ce moment) de la radicalisation, aussi bien dans nos écoles, nos établissements d'enseignement supérieur et nos sociétés.

*La version originale de cet article a été publiée dans New Europe / International le 16/03/2015.*

---

## In memoriam

---

### Germain Dondelinger

L'AIU est profondément attristée par le décès de Germain Dondelinger en mars. Coordinateur de l'enseignement supérieur au sein du Ministère de l'Éducation du Luxembourg, M. Dondelinger joua un rôle important dans la création de l'Université du Luxembourg et fut par ailleurs très actif au niveau européen, au Conseil de l'Europe. Il joua également un rôle fondamental dans le développement du Processus de Bologne. Il était profondément concerné par les préoccupations des universités, leurs missions et leurs rôles dans la société. Germain Dondelinger était un collègue très respecté, avec un formidable sens de l'humour. Il nous manque déjà.

## NOUVELLES DE L'AIU

### LE SECRÉTARIAT DE L'AIU ACCUEILLE DE NOUVEAUX MEMBRES

**Giorgio Marinoni** a rejoint le Secrétariat au poste de *Responsable, Politiques et Projets en Enseignement Supérieur et Internationalisation*. Diplômé de l'Università degli Studi di Milano (Italie), il a notamment occupé le poste de directeur de projets à l'UNICA – un réseau d'universités situées dans les capitales européennes. Il a notamment : travaillé avec des organisations étudiantes en tant que Président de l'Erasmus Student Network; mené des travaux de recherche à l'Université d'Amsterdam; et assuré la gestion de projets dans le secteur privé. Giorgio sera responsable des activités d'internationalisation de l'AIU.

**Carine Sébast** a rejoint le Secrétariat en tant que *Responsable des Publications de référence*, un poste précédemment occupé par Béatrice Inglisian qui a accepté un nouveau poste dans une organisation française. Sous la direction d'Isabelle Turmaine, *Directrice, Projets et services d'information de l'AIU*, Carine Sébast est en charge de la rubrique sur les établissements d'enseignement supérieur de la *Base de données mondiale sur l'enseignement supérieur (WHED)*, et elle travaillera aussi sur d'autres produits d'information de l'AIU tels que *l'e-Bulletin et Highlights from the Press*. Elle est titulaire d'un diplôme de troisième cycle en sciences de l'information et travaillait auparavant dans le secteur de l'édition.

### L'AIU REMERCIE

**Ross Hudson**, ancien *Coordinateur des activités de l'AIU dans le domaine de l'internationalisation et ancien rédacteur adjoint du magazine AIU Horizons*, a accepté de nouveaux défis en acceptant un poste au sein du Higher Education Funding Council for England, où il a rejoint l'équipe en charge de l'apprentissage et de l'enseignement. Il dirige actuellement un projet de plusieurs millions de livres sur la mesure et l'évaluation des acquis d'apprentissage dans les établissements d'enseignement supérieur anglais. Le Secrétariat et le Conseil d'Administration de l'AIU regrettent son départ mais lui souhaitent tous leurs vœux de réussite pour ce nouveau poste.

**Miriam Sanfilippo**, qui fut stagiaire au sein de l'AIU et a travaillé sur la question de l'internationalisation de l'enseignement supérieur a terminé son stage avec succès. L'AIU la remercie et lui souhaite beaucoup de succès quant au développement d'un plan stratégique pour l'internationalisation du Réseau des universités de Toscane - TUNE.



## NOUVELLES DES MEMBRES

L'AIU est heureuse d'accueillir les nouveaux Membres suivants. Ils se sont joints ou ont rejoint l'Association depuis novembre 2014.

### INSTITUTIONS

**Université internationale Ahlol beyt,**  
Iran  
[www.ahlulbaitonline.com/](http://www.ahlulbaitonline.com/)



**Université Alliance Internationale,**  
Zambie  
[www.aiuni.org](http://www.aiuni.org)



**Université Alzahra,**  
Iran  
[www.alzahra.ac.ir](http://www.alzahra.ac.ir)



**Université américaine,**  
États-Unis  
[www.american.edu](http://www.american.edu)



**Université des technologies de l'information, de l'Ingénierie et des Sciences du management du Balochistan (BUIITEMS),** Pakistan, [www.buitms.edu.pk](http://www.buitms.edu.pk)



**Université internationale de Sarajevo (IUS),**  
Bosnie-Herzégovine  
[www.ius.edu.ba](http://www.ius.edu.ba)



**Université des sciences médicales d'Iran,**  
Iran  
[www.iums.ac.ir](http://www.iums.ac.ir)



**Universié médicale de l'état de Kursk,**  
Russie  
[www.kurskmed.com](http://www.kurskmed.com)



**Université d'Etat de radiotechnique, Electronique et d'Automatique de Moscou,**  
Russie, [www.mirea.ru](http://www.mirea.ru)



**Université nationale de service publique,**  
Hongrie  
[www.uni-nke.hu](http://www.uni-nke.hu)



**Regent's University London,**  
Royaume Uni  
[www.regents.ac.uk](http://www.regents.ac.uk)



**Technological University of the Mixteca,**  
Mexique  
[www.utm.mx](http://www.utm.mx)



**Université Sultan Zainal Abidin Kuala Terengganu,**  
Malaisie  
[www.unisza.edu.my](http://www.unisza.edu.my)



**Université de Palestine,**  
Palestine  
[www.up.edu.ps/en](http://www.up.edu.ps/en)



**Université de Porto Rico,**  
Puerto Rico  
[www.upr.edu](http://www.upr.edu)

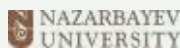


**Université Yazd,**  
Iran  
[isco.yazd.ac.ir](http://isco.yazd.ac.ir)



### OBSERVATEUR

**Université Nazarbayev,**  
Astana, Kazakhstan  
[www.nu.edu.kz](http://www.nu.edu.kz)



### AFFILIÉS

**Réseau mondial des chercheurs d'Asie et d'Afrique,**  
Royaume Uni  
<http://aasgon.net>



## L'AIU en chiffres

En date du 1<sup>er</sup> avril 2015

⇒ 608 Établissements membres (dont 5 observateurs),

⇒ 28 Organisations,

⇒ 17 Affiliés et 19 Associés.

➔ Bénéficiez de tous les services et opportunités offerts par l'AIU

➔ Améliorez votre réseau, vos activités menées en partenariat et votre visibilité à l'international

**ASSUREZ-VOUS D'ÊTRE PRÉSENTS**

**REJOIGNEZ L'AIU !**

[www.iau-aiu.net/join](http://www.iau-aiu.net/join)

Contact : Trine Jensen at [t.jensen@iau-aiu.net](mailto:t.jensen@iau-aiu.net)



NOUVEAU!

## LEADING GLOBALLY ENGAGED UNIVERSITIES (LGEU)

L'AIU a le plaisir de lancer un programme unique de développement professionnel intitulé : **Leading Globally Engaged Universities (LGEU)**. La première session sera accueillie par l'Université de Malaya à Kuala Lumpur, en Malaisie, du 15 au 20 novembre 2015. Le programme se tiendra deux fois par an et sera accueilli d'une région à l'autre par les Membres de l'AIU.

La qualité de la gestion de l'enseignement supérieur est essentielle au bien-être des universités mais les attentes et les responsabilités des établissements d'enseignement supérieur sont plus importantes qu'avant alors que le contexte local et mondial est en constante évolution et rend ladite gestion de plus en plus complexe. Consciente des défis, l'AIU a développé le programme LGEU afin de soutenir les nouveaux et futurs directeurs d'établissements d'enseignement supérieur en s'appuyant sur sa capacité unique à réunir des experts et des pairs des quatre coins du monde.

Le programme présentera des informations sur les défis mondiaux et offrira des exemples sur la manière dont les systèmes d'enseignement supérieur nationaux répondent aux défis. Il proposera des concepts et des outils pour diriger une université engagée sur le plan mondial. Le programme repose sur un apprentissage entre pairs et les participants pourront analyser différents aspects liés au leadership et échanger avec des pairs, partageant ainsi des points de vue et des expériences de différentes parties du monde. Le programme est limité à un maximum de 25 personnes, permettant ainsi de développer un important réseau de pairs au-delà du programme.

Le programme s'adresse aux directeurs d'établissement d'enseignement supérieur récemment nommés ou sur le point de l'être :

- ▶ Recteurs, Vice-chancelier, Présidents récemment nommés
- ▶ Vice-chanceliers adjoints, Vice-recteurs, Vice-présidents ou équivalent
- ▶ Secrétaires administratifs de niveau supérieur, Directeurs Généraux ou équivalent

L'AIU examinera de près toutes les candidatures reçues en vue de créer un groupe varié de participants qui bénéficieront d'un apprentissage collaboratif et seront susceptibles de bien s'entendre. Si vous souhaitez présenter votre candidature pour le programme LGEU, veuillez adresser une courte biographie et une lettre de motivation à Trine Jensen, [t.jensen@aiu-aiu.net](mailto:t.jensen@aiu-aiu.net).

### FRAIS D'INSCRIPTION

Membre de l'AIU	5 800€ par pers.
Non Membre de l'AIU	8 700€ par pers.

Pour de plus amples informations veuillez consulter : [www.iau-aiu.net/content/leading-globally-engaged-universities-lgeu](http://www.iau-aiu.net/content/leading-globally-engaged-universities-lgeu)

### À LA FIN DU PROGRAMME LES PARTICIPANTS AURONT ACQUIS :

- ▶ A **un réseau global** de collègues en positions similaires;
- ▶ une appréciation de la **manière dont des établissements de différents pays et contextes traitent de questions** similaires;
- ▶ informations pratiques sur les fonctionnements du pays hôte;
- ▶ **plus grande connaissance de ses propres fonctionnements** en tant que leader;
- ▶ **approches nouvelles de la coopération**;
- ▶ **une ébauche de plan** pour son propre établissement;
- ▶ **des ressources, modèles et mécanismes** permettant d'améliorer l'engagement au niveau mondial.



# IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA VIE DE L'AIU ET BÉNÉFICIEZ PLEINEMENT DES SERVICES ET AUTRES POSSIBILITÉS OFFERTES, TELS QUE :

## CONFÉRENCES ET SÉMINAIRES DE L'AIU

👉 Merci de vous rendre en **page 2 « dates importantes ! »** et « **Appels à contribution** » pour la liste des prochains séminaires, réunions de groupes d'experts, la Réunion mondiale des associations de 2015 (à Montréal en mai), la Conférence internationale de 2015 (à Sienne en octobre) et plus encore.

## RÉSEAUTAGE ET PARTAGE

### Enseignement supérieur et développement durable (ESDD)

👉 **Référenciez votre établissement et partagez les actions qui y sont entreprises** en réponse aux besoins d'approches innovantes à mettre en place afin d'assurer un meilleur avenir pour tous grâce à l'éducation, l'enseignement, la recherche, l'engagement des communautés et plus. Inscrivez vos actions et initiatives sur le **Portail de l'AIU sur l'enseignement supérieur et le développement durable** : [www.iau-hesd.net](http://www.iau-hesd.net)

### Education Pour Tous (EPT)

👉 Enregistrez vos données sur les projets de l'enseignement supérieur, documents et inscrivez-vous en tant qu'expert en questions relatives à l'EPT sur le **Portail sur l'enseignement supérieur et l'éducation pour tous (HEEFA)** : [www.heefa.net/](http://www.heefa.net/)

### Approches innovantes des programmes doctoraux en Afrique (IDEA-PhD)

👉 Présentez vos programmes de formations doctorales, initiatives et opportunités en ligne sur le **Portail IDEA-PhD de l'AIU** ([www.idea-phd.net](http://www.idea-phd.net)). Le portail a été ouvert initialement pour servir les EES africains ; il présente ainsi nombre de projets collaboratifs avec des EES africains. Il s'adresse cependant également aux EES des autres continents.

👉 Prenez part à l'enquête de satisfaction : [www.idea-phd.net](http://www.idea-phd.net)

## FAITES DE LA PUBLICITÉ POUR VOTRE ÉTABLISSEMENT

👉 **Partagez de l'information au sujet de conférences, publications et autres événements importants** avec l'ensemble de la communauté de l'enseignement supérieur via la section **Actualités des Membres** du site Internet de l'AIU. Envoyez vos nouvelles à l'AIU à [s.andriambololo@iau-aiu.net](mailto:s.andriambololo@iau-aiu.net)

👉 **Annoncez vos vacances de postes sur** : [www.iau-aiu.net/node/1085](http://www.iau-aiu.net/node/1085)

## OPPORTUNITÉS DE PUBLICATION

👉 **Soumettez un article de recherche** à la revue scientifique **Higher Education Policy!** [www.iau-aiu.net/fr/content/hep-journal](http://www.iau-aiu.net/fr/content/hep-journal)

👉 **Écrivez un article** résumant vos récents projets ou activités, ou encore ceux de votre établissement pour parution dans le magazine de votre Association, **AIU Horizons**.

👉 **Soumettez des publications** afin qu'elles soient répertoriées dans la **Base de données sur l'enseignement supérieur dans le monde** (HEDBIB). **Contact** : [a.sudic@iau-aiu.net](mailto:a.sudic@iau-aiu.net)

## BOURSES ET SERVICES

👉 Révisez la stratégie d'internationalisation de votre établissement ainsi que les activités qui y sont liées en faisant appel au service de conseil en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS) de l'AIU. Contactez [iau@iau-aiu.net](mailto:iau@iau-aiu.net) et consultez [www.iau-aiu.net/content/isas](http://www.iau-aiu.net/content/isas)

👉 Bénéficiez du programme LEADHER – [www.iau-aiu.net/content/leadher](http://www.iau-aiu.net/content/leadher)

👉 Prenez part au programme LGEU : [www.iau-aiu.net/content/leading-globally-engaged-universities-lgeu](http://www.iau-aiu.net/content/leading-globally-engaged-universities-lgeu)

## FAITES USAGE DES DÉCLARATIONS DE PRINCIPE DE L'AIU telles que :

👉 *La déclaration d'Iquitos sur l'enseignement supérieur pour le développement durable (2014)*

👉 *Renforcer les valeurs académiques dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur : Un appel à l'action (2012)*

👉 *Guide AIU-OMC pour l'établissement d'un Code de déontologie dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche (2012)*

👉 *Accès équitable, succès et qualité dans l'enseignement supérieur (2008)*

👉 *Un enseignement supérieur de qualité au-delà des frontières (2005)*

👉 *Universités et technologies de l'information et de la communication (TIC) (2004)*

👉 *Vers un siècle de coopération : l'internationalisation de l'enseignement supérieur (2000)*

👉 *Liberté académique, autonomie universitaire et responsabilité sociale (1998)*

👉 *Déclaration de Buenos Aires sur le financement de l'enseignement supérieur (1994)*

👉 *Déclaration de Kyoto sur le développement durable (1993)*

➡ **DEVENEZ MEMBRE POUR BÉNÉFICIER PLEINEMENT DES SERVICES ET OPPORTUNITÉS OFFERTS !**

De plus amples informations sur : [www.iau-aiu.net/content/join](http://www.iau-aiu.net/content/join)



# DOSSIER THÉMATIQUE



par **Hilligje van't Land**,  
Directrice, Adhésions et Développement des Programmes  
([h.vantland@iau-aiu.net](mailto:h.vantland@iau-aiu.net))



ASSOCIATION  
INTERNATIONALE  
DES UNIVERSITÉS  
BUREAU INTERNATIONAL DES UNIVERSITÉS

Les universités sont au cœur de la production des connaissances, elles encouragent et valorisent la curiosité et l'esprit critique – ou c'est du moins ce qu'elles devraient s'attacher à faire ; elles stimulent la

recherche et contribuent par définition à l'amélioration et au bien-être des sociétés : elles favorisent l'innovation et l'innovation sociale. Mais comment font-elles ?

Il s'agit précisément du thème du GMA 6 de l'AIU qui aura lieu à Montréal en mai :

## L'innovation sociale : défis et perspectives pour l'enseignement supérieur.

Les définitions du concept varient mais s'accordent toutes sur son caractère « innovant » en insistant sur l'association du concept avec la production de « nouvelles » connaissances, l'élaboration de « nouvelles » solutions visant à répondre à des problèmes de société urgents, qu'ils soient « nouveaux » ou plus anciens ; les définitions insistent également sur le fait que l'innovation sociale apporte de « meilleures » réponses, financièrement « plus » solides (c'est-à-dire « moins coûteuses »), « plus » efficaces, « plus durables », etc. L'innovation sociale propose-t-elle de meilleures solutions plus abordables et offre-t-elle les vraies réponses attendues par la société ? Comme si les EES n'avaient pas cherché par le passé à apporter des solutions aux problèmes de société ? La réponse est non ; mais les articles soulignent la manière dont l'innovation sociale s'accompagne plus généralement d'un changement de mission et de vision de l'enseignement supérieur. L'innovation sociale implique de nouvelles approches concernant la manière dont les universités remplissaient jusqu'ici la mission qu'elles sont censées remplir : enseigner, former, mener des travaux de recherche, gérer ; les auteurs insistent à ce titre sur les approches « synergiques » et coopératives.

La Conférence de Nagoya, qui a marqué la fin de la Décennie des Nations Unies sur l'éducation au développement durable, recommande des approches holistiques en matière d'enseignement supérieur et de recherche, et insiste sur la nécessité de transformer l'enseignement et la recherche, ainsi que sur l'importance de repenser la pensée elle-même.

Repenser ne signifie pas que la manière dont l'éducation et la recherche ont été dispensées et menées par le passé doit être jetée aux oubliettes ; mais ceci sous-entend qu'il est nécessaire de mener une réflexion constante sur la manière dont les choses sont conduites afin de créer les conditions adéquates pour produire les nouvelles connaissances requises et répondre aux problèmes, questions et défis auxquels les générations actuelles et futures sont confrontées. La transdisciplinarité, l'engagement social / communautaire, les liens entre les secteurs public et privé, l'apprentissage tout au long de la vie, la gestion, la responsabilité sociale et ainsi de suite, sont les faces du même dé que les directeurs d'établissements d'enseignement supérieur doivent utiliser s'ils souhaitent jouer pleinement leur rôle et s'ils souhaitent que les établissements et les acteurs de l'ES qu'ils dirigent contribuent efficacement aux objectifs de développement (durable) post-2015 qui sont en cours d'élaboration.

Les articles présentés ci-après abordent les concepts et offrent des exemples de bonnes pratiques des quatre coins du monde : ils analysent comment l'innovation sociale est encouragée, quels mécanismes sont mis en place par les départements, les établissements, les Conseils pour la recherche, les pays et les régions, notamment les incitations financières, les prix, les concours, les récompenses, etc. ; ils examinent également comment ces mécanismes répondent aux problèmes sociaux et comment l'impact des initiatives est mesuré et évalué.

Nous espérons que vous apprécierez les articles proposés dans ce dossier thématique et vous invitons à nous adresser vos réactions et commentaires.

- 23 Introduction, par *Hilligje van't Land*, Directrice, Adhésions et Développement des Programmes de l'AIU
- 24 L'avenir des universités et le besoin d'innovation sociale, par *Dzulkipli Abdul Razak*, Président de l'AIU
- 24 L'innovation sociale à l'Université de Göteborg, par *Pam Fredman*, Suède
- 25 Contribuer au développement conceptuel et méthodologique de l'innovation sociale : un rôle pour les universités, par *Fernando Daniels*, OUI-IOHE
- 26 L'innovation dans les universités : une modalité ou une finalité?, par *Guy Breton*, Canada
- 27 Le parcours d'une université régionale : de l'engagement social à l'innovation sociale, par *E. Nigel Harris*, Jamaïque
- 28 L'innovation sociale : rôles, défis et perspectives pour l'enseignement supérieur, par *Pornchai Mongkhonvanit* et *Yhing Sawheny*, Thaïlande
- 29 Innovation sociale et cursus universitaires, par *Francesc Xavier Grau*, *GUNi*, et *Maria Marques*, Espagne
- 30 Innovation sociale, pouvoir et transformation : une conversation inquiétante, par *Budd L. Hall*, Canada
- 31 Science, technologie et innovation. Les universités et l'appropriation sociale de la science. L'exemple du Mexique, par *Roberto Escalante Semerena*, UDUAL
- 32 Favoriser l'innovation sociale à l'Université Malaysia Terengganu (UMT), par *Norzaini Azman* & *Fauziah Abu Hasan*, Malaisie
- 33 Parvenir à l'égalité dans les STEM et réaliser l'innovation sociale à travers l'engagement de l'enseignement supérieur auprès des communautés, par *Ira Harkavy*, *Nancy Cantor*, et *Myra Burnett*, États-Unis
- 34 L'innovation sociale : défis et perspectives pour l'enseignement supérieur – Leçons d'un printemps québécois, par *Michel Venne*, Montréal, Canada
- 35 Pour une perspective de l'innovation sociale axée sur la transformation : vers des connaissances qui changent le monde, par *Juan-Luis Klein*, Montréal, Canada
- 36 Pour une excellence sociale et sociétale, par *Bernard Hugonnier*, Network for Excellence in Higher Education (NEHE)
- 37 Repenser les innovations sociales dans la pratique – l'exemple de la Chaire DST/NRF SARChI en éducation au développement, par *Catherine A. Odora Hoppers*, Afrique du Sud

## 01 L'avenir des universités et le besoin d'innovation sociale



par **Dzulkifi Abdul Razak**, Président de l'AIU ([iau@iau-aiu.net](mailto:iau@iau-aiu.net))



L'université est principalement perçue comme une plateforme ou un moyen d'organiser et d'offrir l'« éducation » en tant que bien

public, tout comme un hôpital offre des services de santé. De ce point de vue, il existe des institutions sociales conçues de façon créative pour favoriser la progression de la communauté. En d'autres termes, il s'agit là d'innovations sociales dont l'objectif est de répondre au nouvel environnement et aux défis qu'il pose. C'est pour cette raison que les innovations sociales s'engagent profondément à garantir le bien-être des membres de la communauté et s'appuient sur des valeurs et des normes définies pour permettre une meilleure qualité de vie et répondre aux besoins des générations futures. En ce sens, elles sont « globales », « universelles » et « tournées vers l'avenir » et s'intègrent à l'idée d'apprentissage dans le cadre éducatif. L'objectif est de répondre aux quatre piliers de l'apprentissage de Jacques Delors : *apprendre à savoir, apprendre à faire, apprendre à être et apprendre à vivre ensemble.*

En résumé, les quatre piliers pourraient être considérés comme les rôles que doivent jouer une université et un établissement d'enseignement supérieur afin d'encourager continuellement la progression de la communauté à travers les civilisations, les peuples et les cultures. Il est impératif que le monde de la connaissance reste unifié en reconnaissant ses différentes sources et interprétations sur une période historique prolongée. L'objectif ultime est de bâtir un monde paisible et harmonieux de la manière la plus durable et équilibrée qui soit.

C'est ainsi que l'« éducation » était perçue et que les centres d'apprentissage étaient organisés pour approfondir cette compréhension de manière empirique en l'intégrant à la vie de tous les jours. La situation n'était peut-être pas parfaite mais elle n'était pas non plus incontrôlable comme aujourd'hui.

L'apprentissage et la vie ne sont jamais séparés mais se renforcent mutuellement lorsque les connaissances et la pratique vont de pair. Parallèlement, le microcosme et le macrocosme ne font qu'un. Ainsi, comprendre l'idée de l'université sous la forme d'une innovation sociale revient à harmoniser le premier objectif de l'éducation et de sa philosophie avec la volonté de préserver la relation étroite entre l'humanité et la nature en défendant des valeurs justes et en les appliquant comme il se doit.

Pour utiliser le jargon actuel, l'éducation est toujours au service du développement durable des êtres humains vis-à-vis de leur environnement et dans le cadre plus large d'une communauté mondiale commune composée de différentes espèces. Malheureusement, ce n'est pas le cas aujourd'hui et l'université elle-même a tendance à ne pas être durable, sans parler de la relation complexe avec l'environnement et entre les êtres humains de plus en plus nombreux.

Au cours des dix dernières années, dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au développement durable (2005-2014), l'éducation au développement durable a été réintroduite. C'est dans ce cadre que l'innovation sociale devient un concept très important et un outil qui doit être utilisé pour faire en sorte que la durabilité soit un pilier transversal de l'apprentissage.

Les notions d'apprendre à être et d'apprendre à faire ne suffisent clairement pas pour atteindre l'objectif du développement durable – lequel vise à répondre aux besoins actuels sans porter atteinte aux besoins des générations futures. D'autant plus, comme c'est le cas aujourd'hui, lorsque les notions d'apprendre à être et d'apprendre à vivre ensemble sont largement laissées de côté car les « universités » et la « connaissance » sont réorientées pour favoriser la création de richesses, alimentant la frénésie de la cupidité humaine et entraînant par là même les nombreuses crises auxquelles le monde est simultanément confronté.

À l'inverse, l'« éducation » (à l'instar des services de santé) est devenue une autre denrée commerciale (bien privé) qui dépend en grande partie du marché. Il y a plus d'un siècle, en 1901, Harold Edward Gorst a écrit un livre, *The Curse of Education* (London : Grant Richards) dans lequel il déclare :

“ *L'humanité résulte de moins en moins d'un processus naturel de développement et devient de plus en plus le produit d'un projet éducatif organisé. L'homme éduqué moyen n'a pas de véritable individualité. Il est simplement un produit manufacturé qui porte la marque du fabricant.* ”

Dans sa préface, il écrit « *que les fondations de l'ensemble des systèmes d'éducation existants sont totalement fausses par nature ; et que l'enseignement lui-même, contrairement au développement naturel et à l'autodidactisme, est le plus grand obstacle au progrès humain que l'évolution sociale n'a jamais rencontré.* ». C'est dans cet esprit que nous envisageons le rôle de l'innovation sociale afin de promouvoir l'avenir des universités au siècle prochain et au-delà.

## 02 L'innovation sociale à l'Université de Göteborg



par **Pam Fredman**, Rectrice, Université de Göteborg, Suède, [iau@iau-aiu.net](mailto:iau@iau-aiu.net)



Les universités jouent un rôle clé dans la création et le développement des connaissances et s'assurent que

les connaissances sont diffusées et utilisées dans la société. À l'Université de Göteborg, les étudiants reçoivent une formation basée sur la recherche et acquièrent les compétences académiques leur permettant d'avoir une démarche critique, analytique et créative, ce qui fait d'eux des acteurs de la transformation et de

la promotion de l'innovation dans tous les secteurs de la société. En ce qui concerne le transfert des résultats de recherche au sein de la société, la responsabilité de l'Université inclut également l'innovation. Dans les domaines de la médecine, des sciences naturelles et de la technologie, la commercialisation et le transfert de la technologie reposent sur des traditions de longue date et les modèles d'innovation sont bien établis. Cependant, du fait de la mondialisation actuelle, des menaces climatiques, de l'urbanisation, de la numérisation, de la ségrégation sociale et de la demande en soins de santé, pour ne citer que quelques défis auxquels la société est actuellement confrontée, il est évident que les processus d'innovation sont requis au-delà de la commercialisation et du transfert de technologie.

L'Université de Göteborg couvre un très grand nombre de disciplines et est fière de ses nombreux projets de recherche conduits dans de nombreux domaines. Notre principal document d'orientation, 'Vision 2020', stipule que notre objectif est de promouvoir et de faciliter la diffusion des connaissances dans la société au sens large, non seulement en médecine et en sciences naturelles, mais également, par exemple, en lettres et sciences humaines, en sciences sociales et en droit. En conduisant des projets de recherche et des projets pédagogiques dans le domaine de l'innovation et de l'entrepreneuriat qui sont en phase avec notre vision, nous continuons d'explorer différents modèles d'innovation sociale.

Le programme de Master de l'Université de Göteborg, intitulé 'Innovation sociale et Entrepreneuriat', a pour objectif d'offrir aux étudiants les connaissances et les compétences qui les prépareront à faire partie du développement d'une société durable à travers l'innovation sociale. Certains étudiants travaillent sur des projets avec la communauté locale, en aidant par exemple les individus qui ne bénéficient plus du système public de protection sociale, afin de renforcer leurs capacités économiques et autres. À travers cette expérience en programme de Master, les étudiants voient un avenir dans l'innovation sociale et souhaitent généralement (et ceci ne concerne pas uniquement les étudiants qui suivent ce Master) faire bouger les choses au sein de la société. Par essence, les étudiants sont les acteurs de changement de la société.

*Comment encourageons-nous les chercheurs de l'Université à participer à l'innovation sociale?* L'Université dispose d'un **Bureau de recherche et d'innovation** pour soutenir les chercheurs. À l'Université de Göteborg, le point de départ du soutien à l'innovation sociale commence par la compréhension des enjeux de société. Les chercheurs de l'Université coopèrent depuis longtemps avec divers acteurs de la société mais cette coopération s'exerce souvent au niveau individuel. L'innovation sociale requiert de nouvelles formes d'interaction entre le monde universitaire et les différents acteurs de la société, notamment les acteurs publics et privés et les organisations à but lucratif et non lucratif. À l'Université, nous travaillons donc activement pour trouver les modèles qui réduiront les disparités entre les acteurs externes et les chercheurs et les universitaires afin de générer des bénéfices pour la société qui soient utiles et durables.

Afin de trouver les **modèles d'innovation sociale**, il est primordial que les projets 1) soient centrés sur la recherche et les connaissances, 2) traitent d'un problème de société ou puissent générer un impact social, 3) puissent être mis en

place ou développés avec des acteurs externes, 4) puissent être pérennes, et 5) ne correspondent pas aux offres commerciales traditionnelles.

L'un de nos projets pilotes a été initié par le Centre de soins axés sur la personne de l'Université de Göteborg (GPCC). Notre bureau de recherche et d'innovation s'est investi dans le projet afin d'aider le Centre à mettre concrètement en œuvre des soins axés sur la personne, réduisant ainsi les coûts et améliorant la qualité des soins. Le modèle aujourd'hui établi est une organisation à but non lucratif détenue par une holding de l'université. Les profits générés sont réinvestis dans les opérations ou les futures activités de recherche visant à développer des outils, des processus, etc. Le modèle propose une offre professionnelle pouvant profiter aux organismes de santé, et le centre de recherche peut également recevoir des conseils pratiques à des fins de recherche et de développement ultérieur. Les soins axés sur la personne ont permis d'améliorer la qualité des soins offerts aux patients et de réduire jusqu'à 25% le temps consacré aux soins. Cette réussite dans le domaine de l'innovation sociale a un impact évident, aussi bien pour les individus qu'en termes de coûts pour la société.

### 03 Contribuer au développement conceptuel et méthodologique de l'innovation sociale : un rôle pour les universités



par **Fernando Daniels**, Directeur exécutif, Collège des Amériques, Organisation universitaire interaméricaine ([danielsf@oui-iohe.org](mailto:danielsf@oui-iohe.org))



L'innovation sociale peut être définie comme toute nouvelle idée, approche ou intervention, un nouveau service, un nouveau produit ou une nouvelle loi, un nouveau type d'organisation qui répond plus adéquatement et plus durablement que les solutions existantes à un besoin social bien défini<sup>1</sup>.

L'innovation sociale est un processus de création de valeur pour la société, par lequel on cherche à répondre à un besoin social identifié par les acteurs, qui est souvent appuyé par des données scientifiques ou expérimentales, qui génère de nouveaux cadres institutionnels et sociaux, des changements profonds dans les comportements et les attitudes de la société, qui bâtit des alliances et redonne le pouvoir aux communautés.

1. Réseau québécois en innovation sociale (2011). « Déclaration québécoise pour l'innovation sociale », avril 2011 ([www.rqis.org/wp-content/uploads/2014/08/Declaration-quebecoise-pour-linnovation-sociale1.pdf](http://www.rqis.org/wp-content/uploads/2014/08/Declaration-quebecoise-pour-linnovation-sociale1.pdf))

À l'heure actuelle l'innovation sociale est un domaine en pleine expansion car elle est perçue comme un moyen efficace et durable d'apporter une solution à des problèmes complexes qui affectent la société, et pour lesquels on n'a pas trouvé de réponse satisfaisante. Cependant, bien que la pratique de l'innovation sociale ne soit pas nouvelle, car on peut retrouver des pratiques sociales innovatrices dès le XIX<sup>e</sup> siècle, il existe encore une grande confusion conceptuelle et méthodologique qui limite son développement et sa pratique. Parmi les principales limitations nous avons :

- **Caractérisation de l'innovation sociale.** Quels sont les éléments communs à toute pratique considérée comme une « innovation sociale »? Plusieurs caractéristiques ressortent dans les études de cas, comme, par exemple, l'intersectorialité, le leadership, la participation communautaire, l'appropriation par les acteurs, la durabilité des actions entreprises, l'approche systémique, etc., mais nous ne disposons pas encore de critères homogènes pour caractériser une innovation sociale.
- **Mesurer et évaluer l'innovation sociale.** L'innovation sociale a lieu dans des contextes spécifiques (sociaux, culturels, économiques, géographiques, etc.). À la différence du concept classique d'innovation (économiste), qui considère l'innovation comme une source de productivité, son application sociale a dans plusieurs cas un caractère non tangible dont l'évaluation du progrès est plutôt reliée au service reçu par le citoyen<sup>2</sup>. Pour cette raison, il est difficile de définir des indicateurs universels pour mesurer les effets de l'innovation sociale. Souvent l'indicateur doit s'adapter au contexte spécifique où a lieu la pratique sociale d'innovation, ce qui limite la comparaison entre les expériences ainsi que l'application de résultats dans d'autres contextes (reproductibilité).
- **Reproductibilité.** L'autre obstacle majeur au développement de l'innovation sociale est la possibilité d'être reproduite dans d'autres contextes (*scaling up*). La reproductibilité en innovation sociale est devenue l'une des plus grandes préoccupations et l'un des objectifs des bailleurs de fonds. Cependant, le principe « dans des conditions semblables des résultats semblables » n'applique pas en innovation sociale. La principale source de connaissance que nous avons sur l'innovation sociale provient des études de cas. Cependant, bien que les études de cas soient importantes pour connaître le contexte et les processus qui rendent possible l'émergence de l'innovation sociale, elles sont limitées quand vient le temps d'orienter la mise en marche de ces mêmes processus dans d'autres contextes. Ainsi, nous avons besoin de décortiquer davantage les composantes de l'innovation sociale pour les travailler de façon plus opérative; d'identifier dans une expérience réussie ce qui est « innovation sociale » et ce qui ne l'est pas; de prioriser les facteurs de succès, etc.

Le terme innovation sociale est à la mode, mais plusieurs interventions considérées comme des innovations ne le sont

2. Bouchard, MJ (2010). « L'innovation sociale en économie sociale », dans Klein, JL et Harrison, D (dir.), « L'Innovation sociale : émergence et effets sur la transformation des sociétés », Montréal, Presse de l'Université du Québec, p. 131-134.

pas. D'autre part, plusieurs entrepreneurs et acteurs sociaux effectuent de nombreuses interventions d'innovation sociale qui ne sont même pas cataloguées comme telles. Nous sommes face à un nouveau domaine disciplinaire dont le développement se fait par tâtonnements. Il y a un corpus de connaissances encore à développer pour comprendre et prédire l'innovation sociale. Très peu de groupes de recherche se consacrent à la génération de connaissances sur l'innovation sociale, et les programmes de formation visant le développement de compétences pour la conception, la planification et l'évaluation de l'innovation sociale font défaut. Bien entendu, les universités ont un rôle très important à jouer pour le développement de l'innovation sociale.

## 04 L'innovation dans les universités : une modalité ou une finalité?



par **Guy Breton**, Université de Montréal, hôte du GMA 6, en mai 2015  
([recteur@umontreal.ca](mailto:recteur@umontreal.ca))

Université   
de Montréal

“ Qu'importe que tout soit bien, pourvu que nous fassions en sorte que tout soit mieux qu'il n'était avant nous. ”

Condorcet

En 2010, l'OCDE rendait publique sa Stratégie pour l'Innovation, fruit d'une démarche amorcée en 2007, qui a mobilisé une quinzaine de comités d'experts, chargés de proposer des lignes directrices pour aborder une série de questions politiques, économiques, démographiques et sociales, de dimension planétaire, et qui par conséquent font appel à des réponses à l'échelle mondiale.

Les cinq axes prioritaires autour desquels s'articule cette stratégie touchent les universités dans chacune de leurs trois missions fondamentales : la recherche, l'enseignement et la fonction sociale.

Ces priorités d'action s'énoncent comme suit :

- Doter les individus de la capacité d'innover
- Favoriser l'innovation dans les entreprises
- Créer des connaissances et les mettre en pratique
- S'appuyer sur l'innovation pour relever les défis mondiaux et sociaux
- Améliorer la gouvernance des politiques en faveur de l'innovation

Certes, les orientations définies par l'OCDE engagent autant la

responsabilité du réseau de l'éducation, des acteurs politiques, économiques et sociaux que celle des citoyens.

Mais le thème de l'innovation au sens large et de l'innovation sociale en particulier, nous amène à nous questionner, en tant qu'établissements d'enseignement supérieur, sur notre identité même et sur notre rôle d'agents de progrès et de transformation sociale.

Car à quoi servent l'innovation scientifique, technologique et sociale si elles ne contribuent pas à l'amélioration de la condition humaine ?

Si l'innovation sociale se caractérise d'abord par sa fonction, à savoir la recherche de réponses à de nouveaux besoins sociaux, le progrès, quant à lui, poursuit une finalité.

Le progrès est motivé par la quête de sens, l'innovation par la quête de moyens.

Néanmoins, les deux sont indissociables et font partie intégrante de la vocation et de la mission universitaires.

Au moment où j'écris ces quelques lignes, l'Université de Montréal s'apprête à accueillir la sixième édition du grand rassemblement des associations universitaires, placée sous le thème « *l'innovation sociale : défis et perspectives pour l'enseignement supérieur* ».

Il s'agit là d'une occasion unique de clarifier les concepts, de dégager des enjeux communs mais aussi des spécificités locales et régionales, de partager nos expertises et nos pratiques, de soulever les délicates questions de l'évaluation et de la reddition de comptes, dans un domaine en émergence, encore marqué par l'expérimentation et l'exploration et qui exprime une double attente vis à vis des universités : que ces dernières lui fournissent les instruments de mesure qui donneraient au champ toute sa légitimité scientifique, sans pour autant adopter la posture savante, sachant que l'innovation sociale est une démarche de co-construction de savoirs, réunissant dans un rapport égalitaire, les acteurs universitaires, associatifs, économiques, politiques et autres.

Mais c'est là aussi un espace de réflexion sur l'Université du 21<sup>e</sup> siècle, où je l'espère, l'innovation sociale nous tiendra lieu de prétexte pour nous livrer à un exercice d'introspection et d'anticipation sur notre responsabilité sociale.

Depuis toujours, on demande à l'université d'être ancrée dans la société tout en étant à l'avant-garde, d'être en phase avec le marché de l'emploi sans être à la remorque des employeurs, de faire œuvre utile sans verser dans l'utilitarisme, de transmettre des savoirs sans asséner des vérités.

Voilà pourquoi l'innovation sociale est un excellent laboratoire, une mise à l'épreuve en quelque sorte de notre résistance aux injonctions paradoxales.

De par sa nature, l'innovation sociale est une démarche jalonnée de discussions, d'efforts d'adaptation, de transformations, un processus qui exige la flexibilité, qui autorise le doute et qui nécessite des itérations.

Pour les universités, c'est en même temps une autre opportunité pour jouer pleinement leur rôle dans la cité et le prolongement naturel de leur mission fondamentale.

## 05 Le parcours d'une université régionale : de l'engagement social à l'innovation sociale



par **E. Nigel Harris**, Vice-chancelier, The University of the West Indies, Jamaïque ([enigel.harris@uwimona.edu.jm](mailto:enigel.harris@uwimona.edu.jm))



Dans le cadre de l'élaboration de son plan stratégique 2012-2017, l'University of the West Indies (UWI) a modifié sa déclaration de mission afin de se concentrer plus spécifiquement sur les domaines liés au développement de la société – social, économique, politique, culturel, environnemental — domaines qu'elle se doit de prendre en compte en tant qu'établissement. La déclaration précise :

“ *Promouvoir l'éducation et créer des connaissances en garantissant l'excellence dans l'enseignement, la recherche, l'innovation, le service public, le leadership intellectuel et l'aide sociale afin de soutenir le développement inclusif (social, économique, politique, culturel et environnemental) de la région des Caraïbes et au-delà.* ”

Cette déclaration et le plan stratégique qui l'accompagne insistent sur l'intention de l'université d'adopter une approche plus proactive et interventionniste en ce qui concerne le développement de la société. Il est vrai que les principaux points énoncés dans la déclaration ne diffèrent pas des points abordés par de nombreuses autres universités – l'engagement dans l'enseignement, la recherche et le service – mais des domaines d'engagement spécifiques permettent de mieux démontrer la contribution de l'université à la transformation des pays qu'elle dessert.

Démontrer le rôle transformationnel de l'UWI dans sa région n'est pas aussi difficile que pour certaines autres universités, car l'UWI a été la première et reste aujourd'hui la plus grande université à desservir 16 pays anglophones, principalement des pays insulaires. Sa contribution la plus notable concerne le développement des ressources humaines dans la région – 18 Premiers Ministres et un nombre incalculable de Ministres au cours des trente dernières années ; les membres et leaders actuels de la plupart des professions majeures – médecine, soins infirmiers, droit, éducation (primaire, secondaire, tertiaire) ; ingénierie, religion, etc. ; et une large représentation des diplômés à tous les niveaux du secteur privé et de la société civile.

Sa seconde grande contribution concerne le développement des connaissances. Dans la mesure où la colonisation des pays des Caraïbes anglophones s'est poursuivie jusqu'il y a cinquante ans (voire moins), ce que l'on savait de ces pays s'est limité pendant longtemps aux intérêts et aux récits des puissances colonisatrices. La naissance et le développement d'une université autochtone ont donné lieu à de nombreuses études et descriptions de l'histoire, des caractéristiques sociales et économiques, de la flore, de la faune, de la topologie et des facteurs environnementaux de ces pays

insulaires et de la mer (des Caraïbes) dans laquelle ils se situent.

En dépit des réalisations mentionnées ci-dessus, les leaders politiques, les leaders du secteur privé et de la société civile remettent souvent en question le degré auquel l'UWI contribue à résoudre les nombreux défis auxquels font face ces pays – la pauvreté, la criminalité et la violence liée aux armes à feu, la faible croissance économique, la vulnérabilité face aux destructions provoquées par les catastrophes naturelles (ouragans, tremblements de terre, volcans), les effets du changement climatique (ex : la hausse du niveau de la mer), la dégradation de l'environnement, les maladies chroniques non transmissibles, etc. Il est vrai que les membres de l'université, que ce soit individuellement ou en groupes, s'engagent auprès de leurs communautés depuis plusieurs décennies pour des raisons scolastiques, altruistes, ou pour des raisons politiques personnelles. Leur implication s'est notamment caractérisée par la conduite ou la participation à des combats pour la justice sociale et l'autonomisation des communautés pauvres ; l'organisation d'un grand nombre de conférences, de symposiums et de cours abordant les nombreux défis de la société ; la création de centres et d'instituts dans le but d'explorer et de proposer des solutions aux nombreux problèmes sociaux, économiques, sanitaires et autres que rencontrent leur propre pays et d'autres pays en développement. Par ailleurs, de nombreux universitaires proposent leurs services de consultant afin d'explorer et de proposer des solutions aux nombreux défis de la région.

Bien que les précédents paragraphes suggèrent que l'UWI est une université engagée auprès de la communauté qu'elle dessert, l'implication formelle de l'établissement dans l'innovation sociale, en termes de politique et de stratégie, est moins facile à démontrer. Dans un examen approfondi de la contribution des universités à l'innovation sociale, Jorge Cunha et Paul Benneworth présentent plusieurs définitions de l'innovation sociale. À mes yeux, l'une des plus convaincantes est celle proposée par Caulier-Grice *et al.* :

“ *Les innovations sociales sont de nouvelles solutions (produits, services, modèles, marchés, processus, etc.) qui répondent à un besoin social tout en entraînant la création de nouvelles ou meilleures capacités et relations ainsi qu'une meilleure utilisation des atouts et des ressources. En d'autres termes, les innovations sociales sont bonnes pour la société et renforcent également sa capacité d'action.* ”

L'innovation sociale implique un processus qui définit et analyse un problème social, identifie une ou plusieurs solutions alternatives, mobilise une ou plusieurs communautés afin de collaborer pour choisir la meilleure solution, et définit un plan qui puisse être mis en œuvre sur la durée.

Les universités ont la capacité unique d'identifier les problèmes sociaux, de mobiliser les ressources intellectuelles pour analyser et proposer des solutions et de collaborer avec différentes communautés pour mettre en œuvre ces solutions sur le long terme. Dans n'importe quel contexte, il est important que les universités considèrent ce type d'initiatives comme un impératif institutionnel mais ceci est d'autant plus important dans des régions en développement comme la nôtre où la majeure partie des capacités intellectuelles et des connaissances existe principalement à l'université. La reconnaissance de cette réalité a poussé notre université à définir des domaines

d'intervention dans sa déclaration de mission et son plan stratégique, en adoptant une approche institutionnelle plus proactive en matière d'innovation sociale et en évitant de se reposer principalement sur un engagement basé sur des initiatives lancées par des personnes seules ou des groupes de personnes au sein de l'établissement. Ainsi, au cours des dix dernières années, notre université a établi ou renforcé un certain nombre de centres et instituts régionaux spécialisés dans les domaines suivants : la réduction des risques de catastrophe ; la criminalité, la justice, et la sécurité ; le développement durable dans les petits États insulaires ; le genre ; l'innovation agricole et la sécurité alimentaire ; les études environnementales et marines, etc. Leur vocation est d'évaluer, de proposer des solutions et d'orienter la mise en œuvre de projets durables afin de répondre aux principaux défis régionaux. Ces efforts sont entrepris par l'établissement en collaboration avec un ou plusieurs secteurs de la société ainsi qu'avec des agences régionales et internationales.

En résumé, bien que l'UWI apporte depuis longtemps différentes contributions aux 16 (désormais 17) pays qu'elle dessert, ces contributions ont souvent été apportées par des universitaires seuls ou par des petits groupes d'universitaires. Plus récemment, l'université s'est montrée plus proactive pour identifier et définir le changement social comme un impératif institutionnel. Ceci a pu être atteint en mobilisant les enseignants de toutes les disciplines et en les mettant en relation avec les pouvoirs publics, les agences internationales, le secteur privé et/ou les groupes de la société civile afin de répondre à des défis sociétaux spécifiques. Bien que ce point ne soit pas abordé dans le présent rapport, l'université reste attentive à son rôle dans l'innovation technique, en encourageant les idées et les produits créatifs et innovants susceptibles de se traduire par la création d'entreprises commerciales au profit de l'inventeur, de l'université et des entités concernées, car ceci contribue également à la croissance économique et sociale de nos pays.

*Les références ont été reportées en page 39.*

## 06 L'innovation sociale : rôles, défis et perspectives pour l'enseignement supérieur



par **Pornchai Mongkhonvanit**, Président, Siam University et Vice-président, AIU ([pornchai@siam.edu](mailto:pornchai@siam.edu)) et **Yhing Sawheny**, Directrice adjointe des affaires internationales, Siam University ([yhing@siam.edu](mailto:yhing@siam.edu))



L'innovation sociale est la nouvelle approche qui imprègne les idées et les concepts développés par toutes les organisations (éducation, entreprises, ONG) pour

répondre aux besoins des sociétés; ces derniers sont liés aux conditions de travail, d'apprentissage, au développement des communautés et à la santé. L'objectif de l'innovation sociale est d'élargir et d'améliorer la vie au sein des communautés.

L'innovation sociale peut être utilisée comme une méthode avant-gardiste par laquelle le rôle des établissements d'enseignement peut faire évoluer la collaboration au sein de la société; l'engagement auprès des communautés permettra aux enseignants et aux étudiants d'explorer les communautés voisines comme un laboratoire dans des conditions réelles. Ceci permettra de créer davantage de liens entre les enseignants et les étudiants et les populations vivant au sein des communautés, et ces liens permettront à leur tour de dispenser des connaissances et des compétences à tous les acteurs concernés. Enfin, les établissements d'enseignement et les communautés peuvent œuvrer de concert pour encourager un développement plus durable qui puisse favoriser l'organisation de mouvements sociaux et ainsi contribuer au changement social pour une société meilleure.

Comme c'est aussi le cas dans d'autres quartiers de Bangkok, Siam University est située dans le quartier de Phasi Charoen, au sud-ouest de Bangkok, à 200 mètres de la station Bangwa du métro aérien; la ligne MRT est actuellement en construction et devrait être opérationnelle d'ici à 2016. Après la fin de la construction des lignes MRT et BTS, ce quartier devrait être modernisé et pourrait connaître une sorte de révolution, passant d'un quartier de banlieue à l'un des nombreux centres-villes de Bangkok. Comme souvent dans les autres quartiers modernisés, la transformation entraîne la destruction des liens sociaux et la perte de croyances au sein de notre communauté. Nous pourrions donc avoir besoin de l'innovation sociale pour que la cohésion sociale aille de pair avec la modernisation. Siam University a initié un projet d'innovation sociale intéressant, baptisé « Espace de santé communautaire de Phasi Charoen ». L'idée innovante de l'Université est d'élargir les frontières de l'éducation au-delà de la salle de classe et de développer un projet d'espace de santé communautaire qui a récolté plus de 28 millions de bahts (soit près de 800 000 €) auprès de la Fondation thaïlandaise pour la santé. Siam University s'est engagée à faire de ce quartier sensible un quartier communautaire plus sûr, en établissant quatre réseaux durables au sein de la communauté :

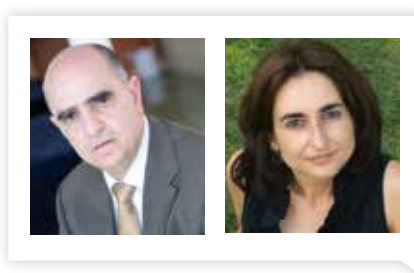
- **Réseau 'Santé'** : Impliquer le médecin de famille, le pharmacien et les infirmières pour protéger les populations contre les maladies et les mauvaises conditions sanitaires en garantissant un apport nutritionnel nécessaire, en assurant la sécurité alimentaire et en créant un groupe dédié à la sécurité alimentaire.
- **Réseau 'Environnement Propre et Vert'** : Groupe 'marché vert' et 'communauté verte' en utilisant les feuilles utilisées pour les oreillers des hôtels cinq étoiles de Bangkok, ce qui garantit la qualité du sommeil et de l'environnement.
- **Réseau 'Sport et Exercice'** : transformer la zone de décharge d'ordures en un lieu de sport et d'exercice physique dédié à la communauté.
- **Réseau 'Économie de Suffisance'** : Développer le centre d'apprentissage pour le réseau 'Économie de Suffisance' dans la zone dangereuse proche de l'université. En utilisant une essence de substitution, les étudiants tireront davantage de bénéfices

et apprendront à s'adapter aux autres étudiants. Nous pourrions ainsi favoriser la durabilité et créer davantage de croissance économique. L'implantation du marché du week-end fait également partie du projet d'innovation sociale.

Ce projet a également amélioré la qualité de vie des populations au sein de la communauté. Le projet ayant un impact important sur le plan social, la Fondation thaïlandaise pour la promotion de la santé demande aujourd'hui à Siam University de reproduire le même type d'activités dans dix autres universités afin que chaque établissement soit responsable de chacune de ces idées. Ce projet vise à améliorer le processus de modernisation et, en parallèle, à préserver les identités et à garantir un véritable sentiment d'appartenance.

À travers ce projet d'innovation sociale et ce processus d'engagement, les étudiants peuvent bénéficier d'une action basée sur l'apprentissage qui allie à la fois théorie et pratique; ceci permet également d'aiguiser la pensée critique. En guise de réflexion finale sur les événements actuels et les répercussions des études de cas, alors que l'engagement de l'université auprès des communautés peut agir comme un catalyseur permettant de favoriser les mouvements sociaux et le changement social et ainsi atteindre le développement durable, cet engagement a également produit des résultats inattendus sur la manière dont l'université conduit sa mission. En résumé, à travers son engagement auprès de la communauté, l'université élargit sa sphère éducative au-delà du campus, et réinvente par là même son approche éducative en renforçant son sens des responsabilités.

## 07 Innovation sociale et cursus universitaires



par **Francesc Xavier Grau**, Directeur non exécutif du Global University Network for Innovation et ancien recteur de l'Universitat Rovira i Virgili ([francescxavier.grau@urv.cat](mailto:francescxavier.grau@urv.cat)) et **Maria Marques**, Professeure de droit pénal et ancienne Vice-rectrice pour l'enseignement et l'Espace européen de l'enseignement supérieur, Universitat Rovira i Virgili ([maria.marques@urv.cat](mailto:maria.marques@urv.cat))



L'innovation sociale est un concept qui n'a pas encore trouvé sa définition définitive. L'Union européenne utilise la définition proposée par Murray, Caulier-Grice et Mulgan dans *The Open Book of Social Innovation* (mars 2010) : « les innovations sociales sont

de nouvelles idées (produits, services et modèles) qui répondent à des besoins sociaux (plus efficacement que les alternatives) et créent de nouvelles relations ou collaborations sociales». Très récemment, Budd Hall remettait en question sur le blog de sa Chaire UNESCO sur la recherche communautaire et la responsabilité sociale de l'enseignement supérieur la définition utilisée par le Stanford Center for Social Innovation : «une nouvelle solution à un problème social, plus économique, plus efficace, plus durable ou plus juste que les solutions existantes, et pour laquelle la valeur créée revient d'abord à la société en général plutôt qu'à des particuliers». En réalité, les inquiétudes exprimées par Budd Hall montrent qu'il peut être risqué d'utiliser un nouveau nom pour décrire un vieux concept alors que nous maintenons et renforçons le statu quo, et que nous perdons une occasion de changer les choses et d'agir efficacement pour une société plus juste et plus durable.

Les universités ont un rôle unique à jouer pour éviter ce risque d'«embourgeoisement» de l'innovation sociale, en encourageant le mouvement et en contribuant à apporter un changement majeur à travers ses principales activités, en particulier dans le domaine de la formation. Outre le fait de proposer des diplômes spécifiques ou de créer un centre de recherche spécifique, ceci peut être atteint à travers l'introduction d'activités relatives à l'innovation sociale dans les programmes universitaires, ainsi qu'à travers l'élaboration d'une stratégie et d'un agenda institutionnels globaux dédiés à l'innovation sociale. Le Global University Network for Innovation (GUNi) a contribué à l'analyse de la responsabilité sociale de l'enseignement supérieur avec la publication de ses précédents rapports mondiaux sur l'enseignement supérieur et s'engage à aller encore plus loin et à contribuer au développement d'une culture mondiale de l'innovation sociale, à travers la diffusion de bonnes pratiques et le développement de procédures et d'outils communs, y compris ceux dédiés à l'évaluation nécessaire de l'impact et au suivi.

### Un exemple de bonne pratique

L'Universitat Rovira i Virgili (URV) de Tarragone, l'une des universités faisant partie de l'Association catalane des universités publiques (ACUP), qui héberge le Secrétariat de GUNi, est un bon exemple qui illustre la manière d'intégrer le concept d'innovation sociale dans les programmes universitaires. À travers le «Marché des Projets Sociaux», une activité organisée dans le cadre de son Programme d'apprentissage par le service, l'URV encourage le contact direct entre les communautés locales, le corps enseignant et les étudiants afin d'identifier les besoins sociaux pouvant être satisfaits dans le cadre de projets de fin d'études dans tous les domaines et disciplines, sur la base d'une compréhension mutuelle.

Pour atteindre cet objectif, le 1<sup>er</sup> Marché des Projets Sociaux, mis en place en 2014 et organisé en collaboration avec la ville de Reus, a été soigneusement conçu en vue d'offrir des opportunités efficaces en matière d'innovation sociale. En s'appuyant sur plusieurs entretiens entre les directeurs du Programme d'apprentissage par le service et les représentants des organisations communautaires de Reus, une liste de projets potentiels a été établie et mise à la disposition de tous les étudiants et enseignants inscrits. Les présentations des projets par les organisations communautaires ont été programmées durant le «Jour de Marché» et un lieu de rencontre permettant à chaque organisation sociale

de disposer d'un stand a été installé pour favoriser le contact direct entre les participants des deux bords.

Les résultats les plus notables de cette première édition du «Marché des Projets Sociaux» sont présentés ci-après :

- 58 projets ciblés spécifiquement sur les besoins de groupes souffrant de différents types de handicap, sur les droits des animaux, les cadres juridiques des mouvements sociaux, la protection environnementale ou la promotion de la culture locale, ont été présentés durant le marché. 20 d'entre eux ont trouvé un partenaire au sein de l'université et sont en cours de développement.
- 32 organisations communautaires ont participé au marché, 15 ont conclu un accord avec un département universitaire (il s'agissait là d'organisations ayant plus d'un projet).
- Les projets impliquent 16 programmes de Licence et 3 programmes de Master (31 projets proposés en programmes de Licence et 19 projets proposés en programmes de Master ont été potentiellement pris en compte).
- Les projets impliquent 23 projets de fin d'études en Licence/Master et également 4 cours spécifiques.
- 33 étudiants et 22 enseignants sont impliqués dans les 20 projets tirés de cette première expérience et continuent de travailler aux côtés des communautés dans le cadre de leur développement.

L'initiative a été très appréciée par les organisations communautaires et la ville de Reus. Le Conseil d'Administration de l'URV, qui a inscrit le Marché des Projets Sociaux dans son plan stratégique, continuera de le soutenir dans le cadre de sa seconde édition élargie dont l'organisation est prévue en 2015 à Tarragone.

## 08 Innovation sociale, pouvoir et transformation : une conversation inquiétante



par **Budd L. Hall**, Co-président, Chaire UNESCO sur la recherche communautaire et la responsabilité sociale de l'enseignement supérieur, Victoria, Canada  
([bhall@uvic.ca](mailto:bhall@uvic.ca))



Le banc de brouillard de l'innovation sociale quitte sereinement les océans de la pensée sociale pour rejoindre les rivages des organisations communautaires, des gouvernements locaux et désormais des établissements d'enseignement supérieur. Je suis aujourd'hui inquiet car le discours et la pratique de l'innovation sociale semblent avoir trouvé une brise qui les amène à s'immiscer dans nos vies organisationnelles sans se donner la peine de les examiner de manière critique. Tout a l'air si merveilleux. Le



Stanford Center for Social Innovation définit l'innovation sociale comme « une nouvelle solution à un problème social, plus économique, plus efficace, plus durable ou plus juste que les solutions existantes, et pour laquelle la valeur créée revient d'abord à la société en général plutôt qu'à des particuliers. » (csi.gsb.stanford.edu). Que peut-on souhaiter de plus? Nous voulons tous bien entendu une société plus juste et plus durable. Mais un concept et une pratique qui ne tiennent pas compte de l'inégalité des rapports de force, de l'utilité d'organiser une action politique ou de la domination des systèmes coloniaux de connaissances peuvent-ils réellement contribuer à créer un monde plus juste et plus durable? Seelos et Mair, dans leur article paru dans la revue *Stanford Social Innovation Review*, « Innovation is Not the Holy Grail » notent que le « secteur social a généré un ensemble déconcertant de descriptions sur ce qu'est l'innovation et comment l'atteindre » (2012: 9).

Remko Berkhout a soulevé un certain nombre d'inquiétudes dans son blog, « *Irresistibly biased? The blind spots of social innovation* » (2014:2). À la suite d'une conférence sur l'innovation sociale, le festival Unusual Suspects organisé en septembre 2014 à Londres, Remko Berkhout a écrit qu'il était en mesure d'identifier quatre axes qui démontrent que le concept a tendance à privilégier le statu quo. L'innovation sociale, note-t-il, a tendance à privilégier la cooptation plutôt que la collaboration et a également tendance à résoudre les problèmes plutôt que de renforcer les capacités des communautés pour trouver des solutions. L'innovation sociale, ajoute-t-il, se caractérise également par une absence répétée de la sphère politique. La pratique de l'innovation sociale, d'après mon expérience au Canada, consiste le plus souvent à créer des nouveaux espaces de collaboration entre l'État, les organisations communautaires et les entreprises. Des idées comme l'entrepreneuriat social, l'investissement d'impact, les nouvelles formes de volontariat et les solutions de type commercial abondent. La théorie du changement qui sous-tend l'innovation sociale considère que les obstacles empêchant la création d'une société plus juste et plus durable sont dus au manque de collaborations créatives entre les entreprises, la société civile et le gouvernement. L'innovation sociale est en grande partie muette sur les questions du pouvoir, l'existence d'une violence et d'une exclusion systémiques, le sous-financement des services sociaux destinés aux pauvres, les systèmes de connaissances coloniaux, la valeur des initiatives innovantes ou le rôle des mouvements sociaux.

Et tout ceci est d'autant plus exacerbé par la nature de nos défis. La récente étude d'Oxfam sur les inégalités montre que, d'ici à 2016, 80 personnes posséderont le même niveau de richesses que les 3,5 milliards d'habitants les plus pauvres au monde (2015). Thomas Piketty a réalisé une étude historique exhaustive sur le capitalisme et les inégalités, qui prouve de manière irréfutable la tendance du capitalisme mondial à produire encore plus d'inégalités (2014). En l'absence d'un cadre politique, ces problèmes ne seront pas résolus grâce à une collaboration plus créative.

Qu'apporte le concept d'innovation sociale à l'enseignement supérieur? Si le défi de notre époque consiste à améliorer l'efficacité, ce qui sous-entend une réduction des coûts, et à faciliter l'intégration du marché, de l'État et de l'enseignement supérieur, accueillons dans ce cas à bras ouverts l'arrivée du banc de brouillard. Si toutefois l'enseignement supérieur prend son rôle

au sérieux et le considère comme un instrument de la démocratie du savoir permettant d'étudier les obstacles profonds qui empêchent le bien-être mondial et de comprendre les processus destinés à dénoncer les injustices, la cupidité et le pillage de l'environnement, nous sommes en droit d'espérer que le soleil percera le brouillard et libérera nos véritables énergies au service du changement.

*Les références ont été reportées en page 39.*

## 09 Science, technologie et innovation. Les universités et l'appropriation sociale de la science. L'exemple du Mexique



par **Roberto Escalante Semerena**  
Union des universités de l'Amérique latine  
et des caraïbes (UDUAL)  
([roberto.escalante@udual.org](mailto:roberto.escalante@udual.org))



Les échos de la participation des citoyens vont au-delà du cadre politique et de ses acteurs. Les citoyens ne sont pas seulement intéressés par le choix de candidats chargés de définir les points à inscrire à l'ordre du jour législatif ou de donner leur opinion sur les priorités urbaines. Les citoyens s'intéressent à d'autres choses. Bien qu'ils ne soient très souvent jamais consultés, les citoyens s'intéressent également à la science et à la technologie.

Bien que les universités publiques et l'Académie mexicaine des sciences partagent les résultats des recherches scientifiques avec le public, notamment sur des sujets spécifiques liés à la recherche, au développement et à l'innovation, ceci n'a que peu d'impact sur le public. Le sondage national mexicain réalisé en 2009 sur la manière dont le public perçoit la science a fait ressortir une tendance claire sur ce que les participants entendent par le terme 'science'. Ces derniers ont déclaré : « La science aide à vivre artificiellement et de façon inhumaine ».

Ce type d'affirmation montre qu'il est urgent de mener une enquête afin de stimuler l'intérêt des gens pour la science et de déployer davantage de ressources pour que les gens prennent conscience de l'importance de la science et de la technologie pour le développement du Mexique.

Différents organes, parmi lesquels on retrouve le Sénat mexicain, le Conseil national sur la science et la technologie, l'Académie mexicaine des sciences et l'Association des universités latino-américaines et caribéennes, ont décidé de réaliser une enquête nationale intitulée « L'agenda des citoyens pour la science, la technologie et l'innovation » (CASTI).

Avant l'enquête, les agences impliquées dans son organisation ont demandé à des experts de rédiger des Livres blancs sur

chacun des dix défis sélectionnés. Chaque Livre blanc a proposé un diagnostic de base sur l'état actuel des défis du pays. Après l'enquête, ces documents ont été publiés et envoyés aux décideurs en charge de la science et de la technologie.

L'exercice a consisté à choisir trois défis sur les dix défis considérés comme fondamentaux par les experts et à solliciter les acteurs impliqués dans la science et la technologie pour qu'ils les examinent. Les défis retenus concernaient : l'eau, l'énergie, l'éducation, le changement climatique, la santé, la santé mentale et les addictions, la recherche spatiale, l'environnement, la migration et la sécurité alimentaire.

L'enquête a généré 365 000 votes et fait ressortir trois préférences. Les personnes interrogées ont répondu que les trois défis les plus importants sur lesquels les scientifiques devaient se pencher au Mexique concernaient l'éducation, l'eau et l'environnement.

L'enquête a constitué un exercice sans précédent au Mexique et en Amérique Latine. Elle a également permis d'initier un dialogue entre les scientifiques et la société, ce qui est d'une importance capitale. L'enquête a permis de faire comprendre aux gens que la science nous accompagne en permanence. La science fait partie de nos vies.

Un second exercice intitulé *Vive conciencia* (Vivre avec la science et vivre en conscience) a constitué la seconde phase de l'Agenda des citoyens pour la science et la technologie. *Vive conciencia* a consisté en un concours public destiné aux étudiants des universités mexicaines publiques et privées. L'objectif était d'encourager les étudiants à présenter leurs projets destinés à répondre à un ou plusieurs défis définis dans le CASTI. L'idée était également d'inscrire l'innovation sociale dans le débat politique public dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation.

Les lauréats ont reçu un prix et la garantie que leurs projets soient financés pour favoriser leur lancement ultérieur sur le marché. Pour évaluer les projets, le jury a tenu compte de plusieurs aspects. Par exemple, «l'impact que les projets pourraient avoir sur la qualité de vie de ses utilisateurs et sur la société» a été l'un des critères pris en compte. Un autre critère a tenu compte du «contenu scientifique du projet».

Il est important de mentionner que de nombreuses propositions étaient des projets d'innovation sociale liés à des demandes locales telles que la migration, l'accès à l'eau potable et l'utilisation durable des ressources naturelles.

Grâce aux universités et aux entités privées, qui ont permis d'articuler et de promouvoir le développement scientifique et technologique, il a été possible de révéler la créativité qui était jusque-là confinée dans les laboratoires et les salles de classe. Il a été possible de stimuler l'innovation des jeunes pour résoudre un problème national. Cette initiative a permis de 'connecter' les connaissances scientifiques à la vie des gens.

## 10 Favoriser l'innovation sociale à l'Université Malaysia Terengganu (UMT)



par **Norzaini Azman**, Professeur d'enseignement supérieur et aux adultes, Centre du management académique des talents ([zaini.azman@umt.edu.my](mailto:zaini.azman@umt.edu.my)) et **Fauziah binti Haji Abu Hasan**, Professeure associée ([fauziah@umt.edu.my](mailto:fauziah@umt.edu.my))



Afin d'optimiser les impacts de la recherche, les universités doivent développer leurs capacités institutionnelles pour soutenir le transfert des connaissances vers les individus et les organisations en dehors du milieu universitaire. Ce transfert de connaissances est considéré dans un contexte plus large à l'Université Malaysia Terengganu (UMT). Il implique le processus de transfert des connaissances tirées de la recherche et du travail universitaire aux acteurs concernés. Le transfert de connaissances à l'UMT met l'accent sur la manière dont les connaissances se traduisent par des «produits, des processus et des outils innovants» et sur la manière dont ils profitent à la société. Ces «produits, processus et outils innovants» peuvent être divisés en trois catégories : l'innovation dans le savoir, l'innovation technologique, et l'innovation sociale.

L'innovation sociale est en effet en plein essor dans l'enseignement supérieur. Bien qu'il existe plusieurs définitions du concept, les initiatives d'innovation sociale ont toutes un point commun : répondre aux besoins et aux problèmes sociaux à travers des moyens innovants. Une innovation sociale est définie comme une initiative, une nouvelle idée, approche, stratégie, un nouveau produit, processus ou programme qui modifient profondément les habitudes de base, les ressources, les pouvoirs ou les croyances de tout système social. Elle résout les problèmes et est au service du bien public en vue d'entraîner un changement social. En 2013, l'UMT a inclus l'innovation sociale parmi l'une de ses principales stratégies afin de renforcer le transfert des connaissances et l'innovation au sein de l'université. L'objectif est d'avoir un plus grand impact et d'interagir avec la communauté locale tout en s'attachant à promouvoir le développement durable du couloir oriental de la péninsule malaisienne. L'université considère que les investissements dans la recherche et le développement peuvent être optimisés à travers l'innovation sociale et la mobilisation des connaissances, ce qui peut contribuer à renforcer le gouvernement local, l'industrie locale, les organisations communautaires et les membres de la communauté. Petite université publique située dans la partie orientale de la péninsule malaisienne, l'UMT a été l'une des premières universités de Malaisie à adopter le terme «innovation

sociale» en l'intégrant dans son plan stratégique 2013-2017. Mise à part la création d'un nouveau centre – le Centre du transfert des connaissances et de l'innovation en 2013, l'université a conduit plusieurs projets en vue d'initier des innovations sociales au sein même et autour de la communauté de l'UMT. Les activités d'innovation sociale conduites par les universitaires et les étudiants se sont explicitement focalisées sur le domaine de prédilection de l'université, à savoir les sciences marines et les ressources aquatiques. Certaines des activités conduites jusqu'ici dans le cadre des programmes d'innovation sociale sont les résultats des recherches menées par le personnel académique de l'université. Elles comprennent : la culture des crevettes en bassin ; la culture de poissons d'ornement comme entreprise commerciale ; la formation de la communauté et des guides naturalistes sur les limules.

En 2014, l'université a financé son premier projet sur l'innovation sociale baptisé « Encourager les jeunes chercheurs », lequel a impliqué 120 étudiants de premier et deuxième cycle aux côtés de la communauté des pêcheurs sur des problématiques économiques, environnementales et sociales urgentes. Inscrit dans le cadre du plan stratégique de l'université en vue d'offrir aux étudiants une expérience enrichie de découvertes, le projet permet aux étudiants de contribuer à la communauté locale en tant qu'acteurs du changement, valorise leur expérience universitaire et développe des attitudes positives et des compétences en innovation sociale, en créativité, en entrepreneuriat et en recherche de solutions dans toutes les disciplines confondues. D'autres initiatives intéressantes incluent l'écosystème de zone humide de Setiu et le géoparc de Tasik Kenyir qui soulignent l'engagement de l'UMT dans l'innovation sociale à travers des recherches pluridisciplinaires destinées à répondre aux problèmes que rencontrent la communauté de Setiu et de Kenyir concernant la préservation du patrimoine, l'environnement, les conditions socioéconomiques et les moyens de subsistance.

En 2015, l'université a alloué un fonds d'innovation sociale de 200 000 \$ aux écoles académiques et aux instituts de recherche pour qu'ils présentent leurs projets phares d'innovation sociale sur des questions importantes pour les communautés locales. L'ensemble des écoles académiques et des instituts de recherche a été tenu de planifier et de conduire des activités socialement innovantes qui soient tournées vers l'avenir et capables d'avoir un impact et des résultats importants pour les communautés. Les propositions doivent démontrer comment l'innovation et l'expertise universitaire peuvent permettre de répondre aux problèmes communautaires et de créer des partenariats entre l'UMT et les organisations non universitaires (gouvernement, industrie, société civile). Il s'agit de l'une des dernières approches adoptée par l'université pour remplir son objectif d'innovation sociale articulé dans son plan stratégique.

Les initiatives d'une université publique régionale malaisienne spécialisée dans les sciences marines et les ressources aquatiques servent principalement à développer les capacités institutionnelles de l'UMT pour soutenir la mobilisation des connaissances et l'innovation sociale afin d'optimiser les impacts de la recherche. La stratégie et les initiatives de l'université font partie des nouvelles attitudes civiques des universités qui s'attachent à promouvoir la coresponsabilité et la résolution des problèmes sociétaux. Les possibilités viennent des universitaires, du personnel et des étudiants qui sont conscients de l'importance des activités

d'innovation sociale et qui la considèrent comme une chaîne continue de recherche et de développement permettant d'offrir un environnement fertile dans lequel il est possible de développer et de créer une communauté d'innovation sociale pleine de vie, au sein de l'UMT et dans l'État de Terengganu, en Malaisie.

## 11 Parvenir à l'égalité dans les STEM et réaliser l'innovation sociale à travers l'engagement de l'enseignement supérieur auprès des communautés



par **Ira Harkavy**, Vice-président associé, Directeur fondateur, Centre Netter pour les partenariats de la Communauté, Université de Pennsilvanie ([harkavy@upenn.edu](mailto:harkavy@upenn.edu)), **Nancy Cantor**, Chancelière Rutgers University-Newark ([nancy.cantor@rutgers.edu](mailto:nancy.cantor@rutgers.edu)), et **Myra Burnett**, Prévost inétrimaire et Vice-présidente aux affaires académiques, Collège Spelman, États-Unis ([MBurnett@spelman.edu](mailto:MBurnett@spelman.edu))



Les universités sont des partenaires clés pour générer des connaissances, renforcer le capital intellectuel, stimuler l'innovation et améliorer le bien-être de la société. Ce sont des établissements centrés sur le développement des connaissances et la résolution de problèmes et qui sont chargés de former les leaders qui seront à la pointe de l'innovation et du changement. Les innovations sociales sont assurément nécessaires pour promouvoir l'égalité et la diversité dans la science, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STEM) aux États-Unis et partout dans le monde.

Un livre blanc intitulé *Realizing STEM Equity and Diversity through Higher Education-Community Engagement*, soutenu par la National Science Foundation, a récemment été produit dans le cadre d'un projet international destiné à réduire les inégalités dans les STEM.

En 2012, le Netter Center for Community Partnerships de l'University of Pennsylvania (Penn) s'est vu allouer une subvention par la National Science Foundation (NSF) pour organiser « Le premier atelier international sur le rôle de l'enseignement supérieur : encourager l'engagement communautaire P-20+ à travers la production de connaissances, le renforcement des capacités

humaines, l'innovation et la cohésion sociale : une collaboration États-Unis-Chine-Afrique du Sud. » L'atelier s'est tenu du 20 au 24 février 2012 sur le campus de Penn.

Il est le résultat de la collaboration entre les représentants des universités et des fondations de recherche des États-Unis, de Chine et d'Afrique du Sud autour de la question de la recherche et de la formation dans les matières STEM. Cet événement a été le premier d'une série d'ateliers collaboratifs qui se sont poursuivis avec l'organisation de réunions dans chaque pays. Les livres blancs des États-Unis, de Chine et d'Afrique du Sud, ainsi que plusieurs présentations des délégations américaine et sud-africaine, ont été produits en préparation de l'atelier organisé à Penn. Les participants à l'atelier ont trouvé que de nombreux défis impliquant l'engagement efficace des universités auprès de leurs communautés, ainsi que la réduction des inégalités dans les STEM, étaient similaires dans les trois pays. L'atelier organisé aux États-Unis a permis de définir plus précisément ces défis et d'identifier des stratégies communes pour y répondre efficacement.

Un deuxième atelier international, soutenu par la National Research Foundation of South Africa, a été organisé du 11 au 13 décembre 2012 à la Durban University of Technology en Afrique du Sud. Les ateliers américain et sud-africain ont révélé des expériences communes et la volonté d'améliorer l'égalité, la diversité et l'inclusion dans les STEM, tout en soulignant le rôle de l'engagement de l'enseignement supérieur auprès des communautés pour atteindre ces objectifs.

Comme indiqué ci-dessus, un livre blanc synthétise les informations et les connaissances générées par ces ateliers internationaux. Parmi les conclusions importantes, on note le développement d'une approche récursive et itérative basée sur les propositions suivantes :

- Les problèmes sociétaux importants ne peuvent pas être résolus sans une inclusion totale.
- L'inclusion entraînera une science de meilleure qualité et une société meilleure.
- L'engagement de l'enseignement supérieur auprès des communautés, ciblé sur des problèmes universels qui se manifestent au niveau local, est une stratégie efficace pour parvenir à une inclusion totale et produire une science de meilleure qualité et une société meilleure.
- Les sociétés du monde entier sont confrontées à des défis liés à la génération de connaissances, à l'égalité dans les STEM et à la cohésion sociale : ce sont des problèmes universels qui se manifestent localement et qu'aucune société ne peut résoudre seule. Une communauté d'apprentissage mondiale ciblée sur l'engagement de l'enseignement supérieur auprès des communautés et sur l'égalité dans les STEM est nécessaire pour produire une science de meilleure qualité, élargir la participation, réduire les inégalités et améliorer les sociétés.

Le livre blanc indique également que les défis liés aux STEM exigent une approche mondiale tournée vers l'engagement communautaire. Les questions de la recherche et du développement dans les STEM et les complexités de la science comme moyen de contribuer à la croissance économique, aux opportunités de carrière, à la génération de connaissances et au bien-être social sont identifiées

comme des raisons impérieuses justifiant l'existence d'un partenariat mondial. La diversité dans les STEM est tributaire des conditions mondiales et nationales. Par ailleurs, le livre conclut que les occasions qui nous sont offertes d'apprendre de différentes cultures et sociétés améliorent la compréhension des conditions mondiales et des expériences nationales.

Les ateliers américain et sud-africain sont des exemples prometteurs de cette collaboration internationale et du partage d'informations et de connaissances. Les deux ateliers internationaux ont également permis de mieux comprendre les défis et les opportunités concernant les STEM et ont insisté sur la possibilité d'élargir la participation, de promouvoir l'égalité dans les STEM, et de produire une science de meilleure qualité à travers une stratégie favorisant l'engagement de l'enseignement supérieur auprès des communautés. Les résultats spécifiques tirés des ateliers et détaillés dans le livre blanc montrent, selon nous, que l'engagement de l'enseignement supérieur auprès des communautés est une stratégie innovante qui permet de réduire de manière significative les inégalités et d'améliorer la diversité dans les STEM au sein des communautés et des sociétés du monde entier.

## 12 L'innovation sociale : défis et perspectives pour l'enseignement supérieur – Leçons d'un printemps québécois



par **Michel Venne**, Directeur général, Institut du Nouveau Monde (INM) et Président, Réseau québécois en innovation sociale (RQIS); membre de Ashoka et de la Fondation Carol; journaliste au Devoir de 1999 à 2002, il a occupé les fonctions de correspondant parlementaire, éditorialiste et directeur de l'information.

[www.rqis.org/](http://www.rqis.org/), [www.inm.qc.ca/](http://www.inm.qc.ca/), [michel.venne@inm.qc.ca](mailto:michel.venne@inm.qc.ca)



Les universités ne pourront pas survivre aux pressions de la demande provenant de la société si elles n'adaptent pas leurs services éducatifs et leur relation avec les communautés qu'elles desservent.

Au printemps 2012, le Québec fut secoué par une crise sociale déclenchée par le mouvement étudiant au sujet des droits de scolarité. Du désordre créé par les manifestations nocturnes et les rassemblements monstres au centre-ville de Montréal a surgi une réflexion beaucoup plus large.

Jeunes et moins jeunes se sont prononcés sur le sujet, en marge du Sommet sur l'enseignement supérieur convoqué dans les mois suivants par le nouveau gouvernement. Au-delà des échanges sur

le financement des universités et sur leur gestion, est apparue une vision de l'université engagée.

Les citoyens veulent des institutions ouvertes sur leurs communautés, favorisant la diffusion des connaissances, contribuant, par la recherche et par l'enseignement, au bien-être collectif, non seulement au développement économique, industriel et technologique, mais aussi à l'innovation sociale, soit la mise en œuvre de solutions durables aux grands problèmes de notre civilisation comme le décrochage scolaire, le dysfonctionnement du système de santé, les changements climatiques, la corruption, la pauvreté et l'exclusion.

Ils souhaitent que les établissements d'enseignement supérieur contribuent à la diffusion et à la démocratisation de la connaissance et favorisent le croisement des savoirs populaires avec ceux développés et conservés dans les laboratoires et les chaires de recherche. « Les professeurs et les étudiants doivent descendre dans la rue, se mêler aux organismes communautaires et citoyens pour contribuer aux débats qui s'y déroulent et surtout pour apprendre à leur tour. » Ils suggèrent l'établissement d'un service civique (ou service citoyen) obligatoire durant les études et complété par une formation citoyenne destinée à susciter l'engagement et la responsabilité.

Deux tiers des Québécois ne mettent jamais les pieds à l'université parce qu'ils n'y étudieront jamais. Pour eux, l'université est une abstraction même si ce sont leurs impôts qui la financent en grande partie. Il faut, si l'on souhaite que l'ensemble de la société se sente liée à ces institutions, les rendre plus visibles et plus immédiatement utiles aux communautés où elles sont implantées.

Il existe aux États-Unis un programme de certification des universités qui contribuent à former des agents de changement au sein de leurs communautés (Ashoka U). Ici même, les universités du troisième âge mobilisent des milliers de retraités qui retournent à l'université certes pour apprendre, mais aussi pour partager leur savoir et leur expérience. On parle, un peu partout dans le monde, d'universités populaires qui sont des interfaces entre les savants et les citoyens et rendent accessible la connaissance tout en favorisant une meilleure communication entre chercheurs et citoyens.

L'une de leurs préoccupations concerne tout ce qui se déroule dans la classe : les relations professeur et étudiants, les méthodes d'enseignement, la pédagogie, la dynamique entre les étudiants, l'usage de technologies de la communication, sur place ou à distance. Les universités font face à une concurrence vive : la connaissance est désormais plus facilement accessible. On peut suivre des cours sur le web, ou s'inscrire à diverses formations à la carte, à son propre rythme, à tout moment de l'année ou à toute heure du jour. Vous pouvez créer un parcours sur mesure. Et le tout à faible coût.

Ces défis sont aussi des opportunités pour les universités. Car si les étudiants, de tous âges, veulent de la souplesse, ils veulent aussi être accompagnés, par des professeurs réputés attachés à des institutions, se rencontrer et participer à une vie intellectuelle, animée sur les campus, et avoir accès à des sources de connaissance, conservées dans ces institutions. Il suffit de miser sur les forces institutionnelles tout en acceptant que les temps et les attentes de la société changent.

## 13 Pour une perspective de l'innovation sociale axée sur la transformation : vers des connaissances qui changent le monde



par **Juan-Luis Klein**, Directeur du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), Professeur titulaire au département de géographie, Université du Québec à Montréal ([klein.juan-luis@uqam.ca](mailto:klein.juan-luis@uqam.ca))



Réfléchir sur la transformation sociale par l'innovation sociale signifie réfléchir sur comment des expérimentations qui ont lieu

dans la société civile, dans les organisations, situées par fois à la marge, aboutissent à la transformation de la société. C'est une réflexion au sujet des pratiques des citoyens et des organismes qui travaillent pour le bien-être des collectivités en expérimentant des solutions à des problèmes non résolus par le cadre institutionnel existant, et, dans certains cas, provoqués par le cadre institutionnel existant. Ces pratiques, se limitent-elles à apporter un soulagement ponctuel aux problèmes vécus par les collectivités où s'inscrivent-elles dans des processus plus vastes, plus globaux qui transforment la société ?

Aujourd'hui, nous traversons une crise généralisée. Crise financière, crise de confiance dans les institutions, désaffection politique, croissance des inégalités, perte de sens, etc. Cette crise donne à voir des aspirations nouvelles. Ainsi, les destructions en cours génèrent la réinvention sociale à travers des actions collectives qui cherchent à redéfinir la société sur des bases plus éthiques, équitables, solidaires, communautaires, écologiques et citoyennes. Il s'agit ainsi pour les chercheurs sur les innovations sociales, d'être attentifs à ce qui émerge et de rendre compte non seulement des ruptures, mais également des nouvelles avenues et des alternatives.

Notre vision de l'innovation sociale s'inscrit dans cette perspective. Elle vise à appréhender la reconstruction sociale à l'œuvre, tout comme elle rend compte des effets de la transformation sociale sur l'émergence d'expériences socialement innovantes. L'innovation sociale repose avant tout sur un processus collectif d'apprentissage. Elle apparaît ainsi comme un ingrédient obligé d'une stratégie de développement alternatif porteuse de nouvelles valeurs. La référence de plus en plus fréquente à l'innovation sociale témoigne qu'elle n'est pas simplement le reflet d'une mode, mais qu'elle est une caractéristique marquante d'un nouveau modèle. Cependant, ce n'est pas la simple multiplication des innovations sociales qui peut être génératrice d'un nouveau modèle de développement, c'est leur ancrage au sein d'une nouvelle façon de voir et de résoudre les problèmes. L'innovation sociale incarne le *paradigme émergent* en donnant à voir des expérimentations réussies qui témoignent des nouvelles

représentations de la société. Ceci révèle toute l'importance de leur étude. Nous constatons cependant que certaines innovations sont plus pérennes. Nous constatons aussi que leur effet peut varier selon les configurations institutionnelles spécifiques, aux périodes, aux secteurs et aux territoires.

Le défi pour le chercheur est de produire des connaissances appropriées pour la compréhension de ce processus d'innovation et de transformation, mais, aussi, utiles pour l'inscription des institutions académiques dans ce processus. Pour cela, il faut innover aussi dans la façon de mener la recherche. Sans oublier les méthodes traditionnelles, nous insistons sur l'importance de la recherche partenariale (ou collaborative), avec les acteurs. Ceci répond au défi de se connecter avec les grands mouvements sociaux de notre époque, de combler le fossé entre la théorie et la pratique. C'est pour cela que nous prônons la fusion des savoirs, les savoirs académiques et les savoirs expérimentiels. C'est pour cela qu'il faut mettre en place des outils qui permettent de mieux analyser et comprendre la réalité et de mieux contribuer à l'action. Des outils qui facilitent la co-construction de la connaissance en vue de légitimer aussi bien la recherche sur l'innovation sociale, que l'innovation sociale elle-même.

Je me souviens d'une séance de travail où l'on débattait au sujet de la recherche avec les acteurs, au sujet du transfert de connaissances. Nous avons invité un militant-chercheur chilien qui s'est battu contre la dictature et qui depuis plus de 25 ans se bat pour la démocratie. Nous lui avons demandé de nous dire de quoi ont besoin les acteurs sur le terrain. Nous pensions qu'il allait nous parler d'outils, d'expertises, de formation. Il nous a parlé de tout ça, mais sa conclusion a été : « vous savez, au-delà de tout ça, ce dont on a le plus besoin c'est d'une puissante théorie ». Une théorie qui aide à voir comment ce qui est fait au quotidien a un sens, comment toutes ces innovations et expérimentations s'inscrivent dans un processus, et comment ce processus peut transformer le monde pour ne pas que l'alternative demeure une alternative. C'est le défi qui se pose à la recherche sur l'innovation sociale.

#### POUR EN SAVOIR PLUS

- Fontan, J.-M., Klein, J.-L., et D. Bussièrès (2014) *Le défi de l'innovation sociale partagée*. Québec, Qc, Presses de l'Université du Québec, 215p.
- Klein, J.-L., J. L. Laville et F. Moulaert (2014) *L'innovation sociale*, Toulouse, ÉRÈS, 205p.
- Lévesque, B., Fontan, J.-M et J.-L. Klein (2014) *L'innovation sociale : les marches d'une construction théorique et pratique*. Québec, Qc, Presses de l'Université du Québec, 474 p.
- Bellemare, G. et J.-L. Klein (2011) (Dir.) *Innovation sociale et territoire : convergences théoriques et pratiques*. Québec, Qc, Presses de l'Université du Québec, 212 p.
- Drewe, P., Klein, J.-L. et E. Hulsbergen (2008) (Dir.) *The Challenge of Social Innovation in Urban Revitalization*. Amsterdam, Techne Press, 271 p.
- Klein, J.-L et D. Harrison (2007) (Dir.) *L'innovation sociale*. Québec, Qc, Presses de l'Université du Québec, 482 p.

## 14 Pour une excellence sociale et sociétale



par **Bernard Hugonnier**, Professeur honoraire à l'Institut catholique de Paris et chercheur et Chercheur au Collège des Bernardins ([hugonnierb@gmail.com](mailto:hugonnierb@gmail.com))



Un grand nombre d'établissements se donnent désormais pour ambition de faire partie des institutions reconnues dans leur pays et dans le monde comme « excellentes ». Mais qu'entend-t-on par

cela? Par exemple, s'agit-il de recruter les meilleurs enseignants et de sélectionner les meilleurs étudiants? D'offrir les meilleurs cours? De développer la meilleure recherche? D'avoir avoir les meilleurs résultats aux examens? De préparer au mieux les étudiants pour obtenir le plus rapidement possible un emploi après leur diplôme? Ou de faciliter la réussite du plus grand nombre?

Pour l'heure, se dessine de plus en plus une sorte d'excellence élitiste qui consiste :

1. Pour les étudiants : en une forte sélection à l'entrée, une concurrence élevée entre eux, un travail personnel important, un système de contrôle des connaissances très dynamique, un strict suivi de l'assiduité, une forte participation des étudiants durant les cours, une certaine mobilité internationale (souvent une année universitaire passée à l'étranger).
2. Pour les enseignants-chercheurs : une sélection des meilleurs sur la base de leurs travaux de recherche ou de leurs fonctions professionnelles, une importante obligation de publication, un contrat à durée déterminée avec une obligation de résultats en termes de nombre de publications, une forte concurrence entre eux, une évaluation externe basée sur une bibliométrie et la scientométrie.

De cette situation, les parties y trouvent des avantages certains : les enseignants car ils enseignent à des étudiants triés sur le volet ce qui peut enrichir leur recherche. Les étudiants car d'avoir les meilleurs enseignants élève la renommée de leur université et donc la valeur de leur diplôme. Les enseignants et les étudiants car ils bénéficient de condition d'études et de recherche de première qualité.

Cette pratique est renforcée par les classements internationaux qui se font souvent sur la base des performances des recherches des universités. De sorte que désormais nombre de pays entendent développer de nouvelles universités de niveau international ou aider celles qui existent déjà à le devenir (World-class University). L'excellence est ainsi devenue la norme attendue pour qualifier la valeur des diplômes dans les secteurs professionnels à forte concurrence. D'autre part les entreprises tendent à recruter d'abord les étudiants issus d'établissements de l'éducation supérieure reconnues comme excellentes, c'est-à-dire bien placées dans les classements internationaux.

- Que la multiplication d'universités visant à une seule excellence élitiste se fasse au détriment des autres universités et d'un nombre important d'étudiants relégués à une éducation de second ordre.
- Que la concurrence accrue entre les universités conduise à une augmentation conséquente des droits d'inscription excluant nombre d'étudiants des meilleures universités.
- Que les aides publiques se concentrent sur les universités dites excellentes au détriment des autres dont les possibilités de le devenir seront d'autant réduites.
- Que les entreprises pour des missions de conseil ou de recherche se tournent en premier lieu vers les universités « excellentes » au détriment à nouveau des autres dont les finances seront d'autant affectées.
- Qu'une moindre importance soit accordée à la valeur intrinsèque d'enseignement des enseignants.
- Que les institutions s'orientent de plus en plus vers les programmes qui leur permettent de mieux se placer dans les classements internationaux au détriment des autres qui se trouvent dévalorisés alors qu'ils sont peut-être tout autant ou plus importants au regard du développement des connaissances et de la recherche elle-même.
- Que les évaluations en se multipliant et en se complexifiant empiètent sur le temps même de la recherche et la réduisent.

A la lumière de ces risques, la question se pose de savoir si une autre excellence ne devrait pas prévaloir qui, complémentaire de la première, pourrait avoir à la fois un objectif social et un objectif sociétal.

Une excellence sociale qui :

- Vise à donner à tous les étudiants mais aussi aux composantes de l'université (faculté, laboratoires, unité de valeurs...), qui en ont le potentiel et la motivation, et sans exclure personne a priori, les moyens d'atteindre leur propre niveau d'excellence, au bénéfice de l'intérêt général et du bien commun ;
- Ne repose pas sur une sélection a priori et offre à tous, et non pas seulement à quelques-uns, le meilleur enseignement et la possibilité d'exceller à son niveau ;
- Ne permet pas que des conditions financières, sociales ou culturelles ou des méthodes (comme la sélection des étudiants) fassent obstacle à l'excellence de chacun ;
- Résulte d'un réel engagement des personnes et de l'institution dans l'atteinte de standards élevés en matière à la fois d'enseignement, d'apprentissage, de recherche et d'expertise.

Une excellence sociétale qui :

- Œuvre à l'émancipation individuelle dans l'objet de l'intérêt général et du bien commun ;

- Vise à former des citoyens responsables et conscients des enjeux majeurs de la société (développement durable, inégalités sociales, protection de l'environnement...).

C'est cette excellence sociale et sociétale qu'entend soutenir et développer au sein des universités une vingtaine d'experts internationaux de 13 pays : Allemagne, Angleterre, Autriche, Belgique, Canada, Brésil, Espagne, France, Italie, Liban, Maroc, Sénégal, Suisse, qui, soucieux de la situation actuelle, ont créé le *Network for Excellence In Higher Education (NEHE)*.

## 15 Repenser les innovations sociales dans la pratique – l'exemple de la Chaire DST/NRF SARChI en éducation au développement



par **Catherine A. Odora Hoppers**,  
University of South Africa (Unisa),  
Pretoria, Afrique du Sud  
([Hoppcco@unisa.ac.za](mailto:Hoppcco@unisa.ac.za))



Depuis sa création, l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne a fait des progrès considérables mais a également dû faire face à des défis de taille, en particulier concernant les paradigmes de production de connaissances et le développement de méthodologies visant à repenser la pensée elle-même. Pour certains, la solution de la crise réside dans l'africanisation, envisagée dans le cadre d'une vision radicale de l'université. Pour d'autres, la solution réside dans la réforme des établissements existants. La Chaire combine la théorie en allant encore plus loin. Elle voit au-delà des réglementations et des règles afin d'intégrer les réformes sociales, juridiques et éthiques innovantes des **règles constitutives régissant l'université** et ainsi proposer la meilleure solution pour sortir de la crise.

La Chaire de recherche sud-africaine en éducation au développement du DST/NRF (Ministère de la Science et de la Technologie / Fondation nationale pour la recherche) est une chaire nationale financée par le Ministère de la Science et de la Technologie, dirigée par la Fondation nationale pour la recherche et accueillie par l'UNISA. La Chaire de recherche sud-africaine en éducation au développement du DST/NRF introduit une nouvelle pédagogie dans la recherche universitaire et l'éducation à la citoyenneté qui considère son développement et les leçons tirées du passé comme un domaine pédagogique et le **développement humain comme l'objectif**. Son étude à travers la recherche, la formation de troisième cycle et l'engagement communautaire tente de trouver des réponses à certaines des questions les plus difficiles et les plus intéressantes concernant le développement, la production de connaissances et la science.

La Chaire SARChI interroge :

- Quel type de modifications doit être apporté pour permettre de rectifier le tir et promouvoir le développement humain durable en Afrique et ailleurs ?
- Comment les domaines clés de la production de connaissances disciplinaires (telles que la science, l'économie, l'éducation et le droit) peuvent-ils être reconstitués afin de favoriser un développement juste et centré sur l'humain sur le continent ?

L'éducation au développement replace le développement humain et la transformation des systèmes au sein d'un paradigme de mesures correctives et de justice cognitive à travers le renforcement des méta-capacités pour la transformation des systèmes, la transdisciplinarité, l'exploration des méthodologies d'indigénisation et de formation de troisième cycle qui répondent au sérieux manque de capacités en détectant le capital social et de connaissances du peuple africain, en renforçant leurs capacités pour les conceptualiser et les contextualiser dans des problématiques politiques, et en les traduisant de manière pragmatique au moment de leur mise en œuvre.

L'enseignement supérieur est remis en cause en tant que **système de production de connaissances**, notamment son indifférence au contexte, aux épistémologies des communautés et à la science, et son refus global d'alimenter le savoir local. En d'autres termes, à qui appartiennent les connaissances, les valeurs et la réalité qui sont si confortablement promues avec bienveillance dans les systèmes universitaires ?

En tant que **système de légitimation des connaissances**, certains s'interrogent sur la base sur laquelle est déterminée la permission de « savoir », ou ce que l'on peut considérer comme relevant du savoir, et sur les règles et réglementations, ainsi que sur les protocoles que ce niveau n'utilise pas seulement pour légitimer les connaissances. Qu'est-ce que les universités ont à dire sur la justice cognitive ou sur le lien entre l'épistémologie et la démocratie ? Que pensent-elles de la légitimation des connaissances scientifiques, philosophiques, artistiques et sociologiques dans le cadre non occidental ?

En tant que **système inscrit dans un cadre de transformation**, le défi consiste également à créer de nouvelles visions pour la société. Pour l'Afrique, il s'agit encore de trouver un cadre au sein duquel une nouvelle moralité commune nationale, continentale et donc mondiale pourrait coexister avec les nouvelles technologies industrielles. Mais comment, dans une société capitaliste basée sur les inégalités en termes de récompenses et de statut, la cohésion sociale et l'ordre peuvent-ils être préservés ? La cohésion devrait-elle reposer sur la liberté de marché et éroder au bout du compte les fondations sur lesquelles elle a été créée ?

### Repenser la pensée et l'éducation au développement au 21<sup>e</sup> siècle

Cette Chaire redéfinit la transformation en introduisant la métaphysique africaine (Ubuntu) et en justifiant cette

transformation. Ainsi, afin de résoudre le **problème de la modernité**, nous devons apporter ce que la modernité a laissé de côté. La Chaire identifie l'université comme un établissement moderne par essence qui repose sur deux traditions antagonistes. La première est la **dialectique** (c'est-à-dire remettre en cause toutes les hypothèses), le dialogue. La seconde est la **modernisation des sauvages**, l'endoctrinement dans le mode de vie européen, c'est-à-dire la déshumanisation des autres modes de vie.

À cette fin, la Chaire propose que :

- Cette tradition dialectique soit élargie pour inclure ce que la modernité a laissé de côté – **l'impératif démocratique**. Avant le 21<sup>e</sup> siècle, la dialectique existait dans un cadre occidental. Aujourd'hui, l'agenda néo-libéral a adopté la position dialectique, permettant aux économistes de prendre le contrôle de l'éducation. La réforme de l'éducation doit donc aller main dans la main avec la réforme des moyens de subsistance et de l'ensemble du capital social et de connaissances qui l'accompagne.
- Comparer le méta-cadre économique néo-libéral et son impact – **l'impératif pragmatique**.
- Ré-humaniser le système de production de connaissances, la philosophie, la culture, l'architecture, etc. – **l'impératif éthique et épistémologique**.
- Écologie – changer de modes de vie pour être en harmonie avec la nature – **l'impératif des moyens de subsistance**.

Pour cette Chaire, les innovations sociales consistent à créer des méthodologies institutionnelles pour faire en sorte que ces perceptions deviennent une « force de vie ».

Pour plus d'informations : [www.researchoffice.uct.ac.za/strategic\\_initiatives/sarchi\\_chairs/](http://www.researchoffice.uct.ac.za/strategic_initiatives/sarchi_chairs/)

↳ FAITES NOUS PART DE VOS RÉACTIONS AUX IDÉES VÉHICULÉES DANS LES PAPIERS DE CE DOSSIER THÉMATIQUE et merci de nous dire ce que vous pensez du rôle que l'enseignement supérieur joue vis-à-vis de l'innovation sociale.

Contact : [iau@iau-aiu.net](mailto:iau@iau-aiu.net)



## BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE SUR LE RÔLE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN INNOVATION SOCIALE

## MONOGRAPHIES

**An assessment model for responsible social innovation (RUSI): summarized version**, Aurelia Villa, Ed. Bilbao: Duesto University Press, 2014. – 96 p.

**Collaboration for social innovation: developing social learning spaces in the UK higher education**, Christos Apostolakis. – 15<sup>th</sup> MOPAN Conference, Boston, 25-27 June 2009. – 17 p.

**Déclaration québécoise pour l'innovation sociale**, Réseau québécois en innovation sociale. Montréal: Université du Québec, 2011. – 7 p.

**Defining Social Innovation. A deliverable of the project: "The theoretical, empirical and policy foundations for building social innovation in Europe"** (TEPSIE), Caulier-Grice, J. Davies, A. Patrick, R. Norman, W., European Commission – 7<sup>th</sup> Framework Programme, Brussels: European Commission, DG Research, 2012, available online.

**Global trends in support structures for community-university research partnerships: survey results**, Crystal Tremblay, Budd Hall, Rajesh Tandon, UNESCO Chair in Community Based Research and Social Responsibility in Higher Education. – Victoria B.C, Canada, New Delhi, India: UNESCO Chair in CBR, 2014. – 27 p.

**Higher Education in the World 5: Knowledge, engagement and higher Education: contributing to Social Change**, Global University Network for Innovation [GUNI]. Basingstoke: Palgrave Macmillan. – 368 p. (GUNI Series on the social commitment of universities, 5).

**"Irresistibly Biased? The Blind Spots of Social Innovation"** in *Transformation*, Berkhout, Remko (2014), 29 December 2014.

**Linking knowledge producers and marginalised communities**, Glenda Kross / Human Sciences Research Council [South Africa]. Pretoria: HSRC, May 2014. – 2 p. (Policy Brief)

**Social innovation research in the European Union: approaches, findings and future directions: policy review**, European Commission. Directorate General for Research and Innovation. – Luxembourg: Publications Office of the European Union, 2013. – 60 p. ISBN 978-92-79-30491-0

**The contribution of universities to innovation, (regional) growth and employment**, European Expert Network on Economics of Education [EENEE]. Munich: EENEE, 2014. – 70 p. (EENEE Analytical Report, 18)

**Universités et territoires : un état des lieux des pratiques en termes de responsabilité sociétale des universités**, Observatoire de la Responsabilité Sociétale des Universités [ORSU][France]. Paris: ORSU, 2013. – 23 p.

**Universities' contributions to social innovation: towards a theoretical framework**, Jorge Cunha, Paul Benneworth. EURA conference, Enschede, The Netherlands, 3-6 July 2013. Enschede, Netherlands: University of Twente, 2013. – 31 p.

**University engagement and regional innovation**, European Centre for Strategic Management of Universities [ESMU]; European Union. European Platform Higher Education Modernisation [MODERN]. Brussels: ESMU, 2010. – 42 p.

**Wealth: Having it All and Wanting More**. Oxford: Oxfam, 2015

## ARTICLES DE PÉRIODIQUES

**"Innovation is Not the Holy Grail"**, Seelos, Christian and J Mair, 2012, in *Stanford Social Innovation Review*: Fall 2012 pp1-12,

**Knowledge mobilization, collaboration, and social innovation: leveraging investments in higher education**, Naomi Nichols, David J. Phipps, Johanne Allyson Hewitt Provençal. – **In**: *Canadian Journal of Nonprofit and Social Economy Research* = *Revue canadienne de recherche sur les OBSL et l'économie sociale*, v. 4, no. 1, pp. 25 - 42, Spring 2013.

**Social innovation in a developing country: invention and diffusion of the Brazilian cooperative incubator**, Mariza Almeida, Mariza Carvalho De Mello, Henry Etzkowitz. **In**: *International Journal of Technology and Globalisation*, v. 6, no. 3, pp. 206 - 224, 2012.

**Capital in the 21<sup>st</sup> Century**: Cambridge, Piketty, Thomas, Mass: Belknap Press of Harvard University, 2014.

Stanford Centre for Social Innovation web site accessed February 19, 2015 <http://csi.gsb.stanford.edu/>

## ⇒ APPEL À CONTRIBUTIONS!

L'AIU invite ses Membres partout dans le monde à soumettre des ouvrages et autres publications pour que nous puissions les mentionner dans HEDBIB et AIU Horizons, les portant ainsi à l'attention de l'ensemble de la communauté de l'enseignement supérieur.

Nous sommes impatients de recevoir vos contributions!

[iau@iau-aiu.net](mailto:iau@iau-aiu.net)

## LA COLONNE DE GILLES BRETON



## UNIVERSITÉS, CITOYENNETÉ ET DÉMOCRATIE

par **Gilles Breton**, École supérieure d'affaires internationales et publiques, Université d'Ottawa, Canada

([Gilles.Breton@uottawa.ca](mailto:Gilles.Breton@uottawa.ca))



À écouter ce qui se dit et à lire ce qui se publie, on en arrive à se demander si on peut discuter des universités en des termes autres que, à titre d'exemples, la marchandisation de l'enseignement supérieur, les classements internationaux – 500 sur 17 000 faut-il le rappeler – la contribution des universités à l'activité économique et à la compétitivité, les

frais de scolarité et le sous-financement. Ce type de discours à consonance économique et financière, s'il est hégémonique n'est heureusement pas unique. C'est ce qui nous est venu rapidement à l'esprit après avoir lu l'ouvrage *Reimagining democratic societies : a new era of personal and social responsibility*\*. Enfin une bouffée d'air frais! Enfin un ouvrage qui nous montre que si les universités peuvent évidemment être un acteur économique central dans l'économie du savoir et dans la formation de la main-d'œuvre, elles peuvent aussi contribuer à rénover et même ré-imaginer la démocratie dans nos sociétés.

Comment les universités peuvent-elles enrichir la démocratie? D'une part, en prenant la mesure de l'enjeu qui n'est évidemment pas le même selon que l'on est dans une démocratie stable et confirmée, ou dans une société en transition vers la démocratie, à la recherche de celle-ci ou encore dans une société à régime démocratique hybride. Cet ouvrage repose sur une conception de la démocratie qui ne la réduit pas aux mécanismes formels de la démocratie électorale et du parlementarisme. Il nous en propose une lecture plus substantielle. La démocratie est avant toute chose un espace dialogique qui rend la société lisible et l'action possible. Dans les termes de l'ouvrage, l'essence de la démocratie est « *a commitment to public debate and to working in the public space for the greater common good, whatever our perception of that common good may be* » (p.23).

Comme le sous-titre de l'ouvrage l'indique « *a new era of personal and social responsibility* », les universités peuvent, à un premier niveau, contribuer à réimaginer les sociétés démocratiques en formant des individus plus responsables socialement et politiquement, des citoyens plus informés, plus engagés que ce soit dans leur communauté, la société civile ou l'action politique directe et bien sûr, en formant des citoyens plus ouverts et tolérants. Toutes choses qui peuvent être atteintes d'une part, par des programmes de formation redessinés et réorganisés

autour de la notion de la culture démocratique, d'expériences de démocratie délibérative ou participative, par des programmes d'éducation permanente, de mobilité internationale, d'autre part, par des stratégies d'implication dans les communautés locales, et aussi d'engagement étudiant dans ces dites communautés, et enfin d'ouverture de l'université et d'accessibilité à des groupes qui fréquentent peu l'université. En somme les universités peuvent jouer un rôle majeur dans l'émergence d'une citoyenneté plus active et participative qui fait de l'implication et de la mobilisation des membres de la société dans les décisions qui les concernent une composante centrale de la démocratie.

Partant du constat qu'on a trop souvent vu ces dernières années, des gens avec une formation universitaire faire un mauvais usage de celle-ci en perpétrant des actes terroristes tel que l'attaque du World Trade Center (9-11) ou encore les événements de l'été 2011 en Norvège, il est proposé que la formation universitaire soit plus réflexive, éthique, analytique afin de former des individus qui pourront faire face aux dilemmes inconfortables auxquels nos sociétés ne manqueront pas de rencontrer. Pour ce faire, les auteurs proposent une approche d'enseignement fondé sur les principes de la démocratie délibérative et discursive et d'une culture de recherche et d'enquête.

Enfin, devant les menaces qui planent sur la démocratie des pays de l'Europe et de l'Amérique, un certain nombre d'auteurs insistent pour que les universités travaillent au niveau de l'ensemble des problèmes de société en investissant massivement le débat et l'espace public pour y défendre les principes de la démocratie, de la justice sociale et de l'éducation supérieure comme bien public.

On le voit, les niveaux auxquels les universités peuvent participer à la redéfinition des sociétés démocratiques sont diversifiés. Étant donné la place stratégique qu'occupe les systèmes d'éducation dans nos sociétés démocratiques et le rôle central joué par les universités dans la structuration de ces systèmes d'éducation, l'on comprend à la lecture de cet ouvrage que l'innovation dans le monde universitaire si elle est scientifique et technique, elle peut être aussi politique, sociale et démocratique.

À ceux qui comme moi se demandent ce que peuvent bien avoir comme projet les 16 500 universités qui ne font pas partie du groupe des 500 recensés pas les classements internationaux, cet ouvrage apporte une réponse toute simple et claire : certaines d'entre elles tentent tout simplement d'enrichir la citoyenneté et la démocratie. Ce qui les ennoblit.

\* Sjur Bergan, Ira Harkavy and Hilligje van't Land (eds) *Reimagining Democratic Societies : a new era of personal and social responsibility*, Council of Europe Publishing, Council of Europe Higher Education Series No 18, 2013.



# NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'AIU

## RAPPORT ANNUEL 2014



Proposant une synthèse des principales activités et réalisations de l'AIU en 2014, le rapport annuel est un guide utile présentant les différents projets de l'Association et leurs résultats. Il offre également un aperçu des différentes façons dont l'AIU participe ou représente les intérêts de ses Membres lors de différents séminaires et réunions et dans les projets de ses partenaires. Le rapport annuel est disponible en ligne.

## HIGHER EDUCATION POLICY (HEP) 28/1



Le premier numéro de 2015 est une édition spéciale intitulée *Higher Education Transformations for Global Competitiveness in Asia*. Les articles

abordent notamment la massification de l'enseignement supérieur à Taïwan, l'emploi des diplômés en Chine, et la promotion de l'université entrepreneuriale à Singapour. Pour obtenir plus d'informations et consulter les résumés des articles, veuillez vous rendre sur le site Internet : [www.palgrave-journals.com/hep/journal/v28/n1/index.html](http://www.palgrave-journals.com/hep/journal/v28/n1/index.html)

## HEDBIB

### HEDBIB

International Bibliographic Database on Higher Education

Contenant les références et les résumés des derniers articles et publications de

recherche sur l'enseignement supérieur dans le monde ainsi que des liens vers des publications en ligne, la Base de données bibliographique internationale sur l'enseignement supérieur propose une liste de documents de toutes les régions du monde ciblés sur les thèmes prioritaires de l'AIU – Accès équitable et succès dans l'enseignement supérieur, Éducation pour Tous; Technologies de l'information et de la communication; Dialogue interculturel; Internationalisation; Recherche et formation doctorale; et Développement durable.


**Contact :** Amanda Sudic, *Bibliothécaire documentaliste* ([a.sudic@iau-aiu.net](mailto:a.sudic@iau-aiu.net))

## BASE DE DONNÉES MONDIALE SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (WHED) – NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS

Le *Portail WHED de l'AIU* est le nouveau service offert par l'**Association internationale des Universités (AIU) à la communauté éducative et au-delà, qui fournit des informations détaillées sur l'enseignement supérieur dans le monde entier. Aujourd'hui, le Portail** comprend des informations détaillées et comparables sur les systèmes d'enseignement supérieur et les principaux diplômes dans 184 pays, et contient également des informations sur plus de 18 000 établissements d'enseignement supérieur proposant au moins un diplôme en quatre ans ou un diplôme de troisième cycle.

Il s'agit du dernier outil d'une série qui a débuté en 1950 avec la publication d'un livre intitulé *Universities of the World – Les universités dans le monde – Las universidades en el mundo* et qui s'est achevée par le remplacement du CD-ROM WHED dont la production s'est arrêtée en 2014.

Il est disponible en ligne gratuitement et ses fonctions de base sont offertes à tous. Les Membres de l'AIU bénéficient de fonctions supplémentaires telles que l'accès à l'ensemble des données

disponibles sur le portail (les courriels par exemple), la recherche avancée, l'impression et l'extraction. Ces derniers sont mis en évidence dans la base de données en ajoutant le  à leurs informations. Ils ont également la possibilité d'ajouter les photos de leurs établissements.

Bien qu'il soit désormais en ligne, l'éditeur de l'AIU, Palgrave Macmillan, continue de publier l'*International Handbook of Universities*, une publication annuelle en trois volumes, et de publier une partie des données contenues dans le Portail WHED (toutes les informations sur les établissements + une brève description du système éducatif de chaque pays avec la formation universitaire proposée). L'achat d'un Handbook inclut un accès au *Portail WHED de l'AIU*.

L'AIU est sur le point de finaliser un **accord de partenariat** avec l'UNESCO qui associerait l'UNESCO à la production du WHED. Ce partenariat porte sur les discussions en cours de l'UNESCO sur la possibilité et l'intérêt d'établir une Convention mondiale sur la reconnaissance des titres et des diplômes et de s'engager dans la création d'une base de données sur l'enseignement supérieur dans le monde.

Le fait d'être présent en ligne donne plus de visibilité au travail de l'AIU impliquant la collecte d'informations sur l'enseignement supérieur dans le monde. L'AIU rédige actuellement les termes de référence d'un Comité de rédaction consultatif international de haut niveau, qui permettrait d'aider l'équipe de l'AIU à résoudre les questions problématiques susceptibles de résulter de cette visibilité supplémentaire, et qui permettrait de renforcer la crédibilité du contenu du Portail.

**Contact :** Carine Sébast, *Responsable, Publications de référence* ([c.sebast@iau-aiu.net](mailto:c.sebast@iau-aiu.net)) Isabelle Turmaine, *Directrice, Projets et services d'information de l'AIU* ([i.turmaine@iau-aiu.net](mailto:i.turmaine@iau-aiu.net))



## LISTE ANNOTÉE D'UNE SÉLECTION DE PUBLICATIONS

### RESPONSIBLE LIVING: CONCEPTS, EDUCATION AND FUTURE PERSPECTIVES,

Robert J. Didham, Declan Doyle, Jørgen Klein, Victoria W. Thoresen. – Heidelberg, New York, Dordrecht, London: Springer International Publishing, 2015. 283 p. – ISBN 978-3-319-15305-6



Ciblé sur les défis relatifs à la transition vers des modes de vie responsables et durables, ce livre examine les développements observés au cours des dix dernières années, en particulier dans

le cadre des agendas mondiaux de développement : l'Éducation au développement durable (EDD) ; l'Éducation pour Tous (EPT) et les prochains Objectifs de développement durable (ODD). Les contributeurs analysent la création et la mise en œuvre de méthodes et de supports pédagogiques pertinents en présentant des exemples de projets EDD impliquant la formation des enseignants en Afrique australe et en Asie du Sud ; le développement de « programmes vivants » responsables et interdisciplinaires ; l'élaboration de politiques sur l'éducation à la consommation et aux modes de vie durables ; et la mise en place de processus mondiaux pour l'éducation au développement durable. L'ouvrage examine également les rôles joués par certains acteurs centraux tels que le PERL (le Partnership for Education and Research about Responsible Living) dans ce processus.

### BUILDING A SMARTER UNIVERSITY: BIG DATA, INNOVATION, AND ANALYTICS,

Jason Lane, Ed. – Albany, New York: SUNY Press, 2014. 318 p. (Critical Issues in Higher Education – ISBN 978-1-4384-5452-8



Le livre porte sur les établissements d'enseignement supérieur à l'ère du numérique et examine en particulier les nouvelles opportunités et défis liés à l'utilisation de ce que

l'on appelle le « Big Data ». Le livre est divisé en trois parties. La première propose

une définition du terme 'big data' et explique dans quelle mesure ces données diffèrent des données traditionnelles. Les aspects juridiques liés à l'utilisation du Big Data sont analysés, en particulier concernant la confidentialité des dossiers de scolarité, la propriété intellectuelle et la sécurité des données. La deuxième partie aborde les questions de l'accès et de la réussite. Les articles analysent l'utilisation du big data en vue d'améliorer les admissions et le recrutement ; utiliser des « incitations technologiques » pour motiver les étudiants ; et quantifier la formation en ligne des étudiants pour modifier le matériel pédagogique. Une étude de cas souligne l'utilisation de l'analyse des données pour orienter les politiques et l'administration de la mobilité étudiante sur le campus. Enfin, le livre examine comment les établissements d'enseignement supérieur peuvent tirer profit des données existantes pour orienter les stratégies et les politiques. Les contributeurs détaillent l'adoption de l'analyse des données par les chefs d'établissement et l'utilisation des données internationales par les établissements pour encourager des engagements mondiaux.

### BUILDING THE KNOWLEDGE ECONOMY IN EUROPE: NEW CONSTELLATIONS IN EUROPEAN RESEARCH AND HIGHER EDUCATION GOVERNANCE,

Meng-Hsuan Chou, Åse Gornitzka, Eds., Cheltenham, Northampton, Mass: Edward Elgar, 2014. 249 p. (New Horizons in European Politics) – ISBN 978-1-78254-528-6



Cette étude comparative examine deux piliers centraux de l'« Europe de la connaissance » : les politiques européennes dans les domaines de la recherche et de l'enseignement supérieur. Le livre analyse l'intégration des nouveaux domaines politiques du savoir inscrits à l'ordre du jour politique européen, et examine leur dynamique en rapport aux politiques et à la gestion du savoir. Des études de cas conduites par des

chercheurs issus de différentes sphères nationales abordent le développement de l'Espace européen de la recherche, la viabilité du Processus de Bologne, le renforcement des institutions, l'application de la Charte européenne du chercheur, l'impact des agences d'évaluation sur les pratiques d'assurance qualité institutionnelle ; et l'impact national des initiatives européennes.

### GLOBAL OPPORTUNITIES AND CHALLENGES FOR HIGHER EDUCATION LEADERS: BRIEFS ON KEY THEMES,

Laura E. Rumbley, Robin Matross Helms, Patti McGill Peterson, Philip G. Altbach, Eds. Rotterdam, Netherlands: Sense Publishers, 2014. 251 p. (Global Perspectives on Higher Education, 31) – ISBN 978-94-6209-861-9



Ce livre a pour ambition d'aider les directeurs d'établissements d'enseignement supérieur à élaborer des stratégies internationales. Il s'appuie sur la série

commune de l'American Council on Education (ACE) et du Boston College Center for International Higher Education (CIHE) intitulée « International Briefs for Higher Education Leaders ». La première partie, 'Global Engagement – new modalities' propose une définition de l'engagement mondial et examine comment il s'intègre à la mission et à la philosophie des établissements. Elle analyse comment l'engagement mondial se manifeste dans différents types d'établissement aux États-Unis (universités de recherche, collèges communautaires, universités de lettres et de sciences humaines et sociales) présentant des exemples de réussite et d'échec en matière d'engagement international. Les trois parties suivantes portent sur la Chine, l'Inde et le « cône sud » de l'Amérique Latine – Argentine, Brésil et Chili, des pays et des régions dans lesquels les systèmes d'enseignement supérieur se développent rapidement. Les questions abordées comprennent notamment les tendances mondiales en enseignement supérieur, les politiques gouvernementales

## REÇUES PAR L'AIU

Source : HEDBIB, base de données bibliographique gérée par l'AIU – <http://hedbib.iau-aiu.net/>

liées à l'internationalisation, la mobilité des enseignants et des étudiants, et les stratégies pour les établissements qui souhaitent s'engager avec des partenaires de ces pays.

**MERGERS AND ALLIANCES IN HIGHER EDUCATION: INTERNATIONAL PRACTICE AND EMERGING OPPORTUNITIES**, Adrian Curaj, Luke Georghiou, Jennifer Casingena Harper, Eva Egron-Polak, Eds. – Heidelberg, New York, Dordrecht, London: Springer, 2015. 347 p. – ISBN 978-3-319-13134-4



Ce livre examine les récentes expériences de fusions et d'alliances dans l'enseignement supérieur. La première partie présente les différentes perspectives des systèmes

d'enseignement supérieur nationaux en France, en Suède, en Roumanie, au Pays de Galles, en Irlande, en Chine et en Afrique du Sud, et est illustrée par des exemples spécifiques. La deuxième partie contient des études de cas individuelles détaillées en France, au Royaume-Uni, en Roumanie, en Espagne et en Australie, offrant ainsi une explication détaillée des raisons spécifiques et des questions de mise en œuvre impliquées dans la réalisation d'une fusion entre universités.

**NEW DIRECTIONS FOR EDUCATION IN CHINA**, Steven Cowan, Tinghe Jin, Lucia Johnstone Cowan, Zimeng Pan. London: IOE Press. 211 p. – ISBN 978-1-78277-103-6

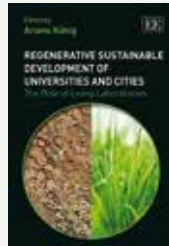


Ce livre examine les problématiques actuelles de l'éducation en Chine. Un exemple de collaboration interculturelle et des contributions de chercheurs chinois et

britanniques démontrent la diversité de la recherche et des méthodologies de recherche. Les chapitres présentent notamment les points de vue des enseignants dispensant des cours en anglais dans les universités chinoises; le rôle de l'État dans l'éducation

chinoise; une étude historique du parcours des étudiants issus de la classe ouvrière dans les établissements d'enseignement supérieur d'élite en Chine; un examen de la recherche pédagogique dans une université chinoise de premier plan; et des recherches sur l'apprentissage civique des étudiants chinois à l'ère du numérique. Le livre comprend également une bibliographie détaillée.

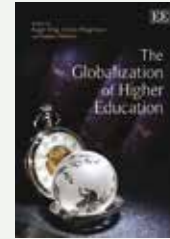
**REGENERATIVE SUSTAINABLE DEVELOPMENT OF UNIVERSITIES AND CITIES: THE ROLE OF LIVING LABORATORIES**, Ariane König, Ed. – Cheltenham, Northampton, Mass: Edward Elgar, 2014. 321 p. – ISBN 978-1-78100-363-3



Ce livre présente divers exemples expliquant la manière dont les universités du monde entier établissent actuellement des « laboratoires vivants » au service du développement

durable. Le livre avance que les laboratoires vivants ont le potentiel d'intégrer la recherche, les programmes, les méthodes pédagogiques et l'engagement communautaire. La première partie présente sept études de cas d'universités qui développent leur campus comme un site de production de connaissances et qui conduisent des initiatives sur la durabilité au-delà du cloisonnement traditionnel des disciplines. Le rôle joué par ces initiatives dans le changement de culture institutionnel, considéré comme le point de départ permettant d'intégrer les objectifs et les stratégies durables au sein de l'université, est détaillé. La deuxième partie du livre présente des études de cas montrant des universités qui s'engagent dans la production commune de connaissances, la recherche et la transformation durable au-delà du campus, au sein même de la communauté, de la ville ou de la région. Les études de cas ont été principalement conduites dans des universités urbaines au Canada, au Japon, en Suède, en Australie, à Hong Kong, au Luxembourg, aux États-Unis, au Danemark et en Croatie.

**THE GLOBALIZATION OF HIGHER EDUCATION**, ROGER KING, Simon Marginson, Rajani Naidoo, Eds. Cheltenham, Northampton, Mass: Edward Elgar, 2013. – 762 p. ISBN 978-1-78100-169-1



Ce livre regroupe un grand ensemble d'articles importants publiés initialement entre 1998 et 2011 sur la mondialisation de l'enseignement supérieur.

Les articles, rédigés par des universitaires de renom dans le domaine, présentent à la fois les concepts sous-jacents, les tendances et les développements qui refaçonnent actuellement la structure de l'enseignement supérieur. Ils apportent un éclairage sur la corrélation entre la massification, l'internationalisation et la mondialisation de l'enseignement supérieur.

**THE HALLMARK UNIVERSITY: DISTINCTIVENESS IN HIGHER EDUCATION MANAGEMENT**, Paul Temple. London: IOE Press, 2014. – 133 p. ISBN 978-0-85473-888-5



En quoi la gestion universitaire est-elle spéciale? Existe-t-il une caractéristique particulière qui distingue la gestion de l'enseignement supérieur?

Le livre soutient que la gestion efficace d'une université doit prendre en compte cette caractéristique. Elle doit considérer les multiples objectifs auxquels l'université moderne est tenue de répondre, comme par exemple l'excellence académique et l'élargissement de la participation; la croissance économique et la justice sociale, son rôle capital pour la communauté locale et régionale, et son rôle dans un réseau mondial basé sur la connaissance. L'auteur affirme que la gestion d'une université doit être « intégrante », reflétant les diverses compositions académiques de la plupart des universités et les problèmes de prise de décision qui en découlent.



## Mai 2015

- 07-08** *Montréal, Canada*  
**6<sup>e</sup> Réunion mondiale des associations de l'AIU (GMA 6)**  
**Innovation sociale : défis et perspectives pour l'enseignement supérieur**  
[www.etches.com/iaugma6](http://www.etches.com/iaugma6)
- 19-22** *Incheon, République de Corée\**  
**World Education Forum 2015 (WEF)**  
[www.unesco.org/new/en/World-Education-Forum-2015/](http://www.unesco.org/new/en/World-Education-Forum-2015/)
- 20-22** *Addis Ababa, Ethiopie*  
**10<sup>e</sup> Conférence eLearning Africa**  
[www.elearning-africa.com](http://www.elearning-africa.com)
- 22-24** *Isfahan, Iran*  
**Association of Southeast Asian Institutions of Higher Learning (ASAIHL) Conférence 2015**  
**Toward 2020: International and Regional Collaboration in Research, curriculum and student Experience**  
<http://iau-asaihl.com>
- 24-29** *Boston, MA, États-Unis\**  
**Conférence & Expo annuelles : New Horizons in International Education**  
[www.nafsa.org/](http://www.nafsa.org/)
- 25-26** *Londres, Royaume Uni*  
**ICHE 2015: 17<sup>e</sup> conférence internationale sur l'enseignement supérieur**  
<http://waset.org/conference/2015/05/london/iche>
- 27-29** *Strasbourg, France*  
**Colloque annuel de la CPU : Université 3.0 : nouveaux enjeux, nouvelles échelles à l'ère numérique**  
[www.cpu.fr](http://www.cpu.fr)

## Juin 2015

- 01-02** *Londres, Royaume Uni\**  
**Going Global 2015: Connecting cultures, forging futures**  
[www.britishcouncil.org](http://www.britishcouncil.org)
- 02-05** *Kigali, Rwanda\**  
**COREVIP 2015: Internationalisation of Higher Education in Africa**  
[www.aau.org](http://www.aau.org)
- 07-09** *Oslo, Norvège*  
**24<sup>e</sup> Conférence annuelle de l'ÉAN : Advocating for access, equity, inclusion and diversity in higher education: Politics, Policies, Power and Persuasion**  
[www.ean-edu.org](http://www.ean-edu.org)
- 08-10** *Nairobi, Kenya*  
**Education Innovation Africa: Innovative partnership and delivery models improving teaching and learning outcomes in Sub-Saharan Africa**  
[www.educationinnovationafrica.com](http://www.educationinnovationafrica.com)
- 09-12** *Barcelone, Espagne*  
**European Distance and E-learning Network (EDEN) – Conférence annuelle 2015 : Expanding Learning Scenarios**  
[www.eden-online.org](http://www.eden-online.org)
- 11-12** *Aalborg, Danemark*  
**IREG Observatory on Academic Ranking and Excellence – Forum: A More Inclusive Approach to University Performance**  
<http://ireg-observatory.org>
- 14-15** *Bruxelles, Belgique\**  
**Academic Cooperation Association (ACA) – Conférence annuelle 2015 : Internationalization: from strategy to implementation**  
[www.aca-secretariat.be](http://www.aca-secretariat.be)
- 17-19** *Singapour*  
**10<sup>th</sup> E-learning Forum Asia (eLFA 2015): Innovation in education: Responding intelligently to diverse learning needs**  
<http://elfa2015.unisim.edu.sg>
- 17-19** *Hong Kong, Chine*  
**International Sustainable Campus Network (ISCN 2015): Expanding the Dialogue: Sustainability in a Connected World**  
[www.international-sustainable-campus-network.org](http://www.international-sustainable-campus-network.org)
- 22-26** *Bahamas, Atlantis Resort, Paradise Island*  
**19<sup>th</sup> Conference of Commonwealth Education Ministers (CCEM): Quality Education for Equitable Development: Performance, Paths and Productivity**  
[www.bahamas.gov.bs/19ccem](http://www.bahamas.gov.bs/19ccem)
- 29-02** *Göteborg, Suède\**  
**Juil. 8<sup>th</sup> World Environmental Education Congress – WEEC: Planet and people – how can they develop together?**  
<http://weec2015.org>



## Juillet 2015

- 01-03** *Treforest, SW, Australie*  
**22<sup>nd</sup> Annual Forum for Access and Continuing Education Conference: Closing the Gap – Bridges for Access and Lifelong Learning**  
<http://face2015.org>
- 
- 13-18** *St Paul, MI, États-Unis*  
**38<sup>th</sup> Conference of the Association on Higher Education And Disability: AHEAD 2015 – Diverse Perspectives Creating a Vision for the Future**  
[www.ahead.org/meet/2015-cfp](http://www.ahead.org/meet/2015-cfp)

## Août 2015

- 19-21** *Port Elizabeth, Afrique du Sud*  
**19<sup>e</sup> conférence annuelle IEASA : Knowledge Generation across Borders**  
[www.ieasa.studysa.org/#!2015-ieasa-conference/cdfv](http://www.ieasa.studysa.org/#!2015-ieasa-conference/cdfv)
- 
- 30-02** *Krems, Autriche*  
**Sept. 37<sup>th</sup> Annual EAIR Forum: From here to there – Positioning Higher Education Institutions**  
[www.eairweb.org/forum2015/](http://www.eairweb.org/forum2015/)

## Septembre 2015

- 07-09** *Lisbonne, Portugal*  
**28<sup>e</sup> Conférence annuelle du CHER : Global Challenges, National Initiatives, and Institutional Responses – The Transformation of Higher Education**  
[www.cher2015.org](http://www.cher2015.org)
- 
- 15-18** *Glasgow, Royaume Uni*  
**27<sup>th</sup> Annual EAIE Conference: A wealth of nations**  
[www.eaie.org/home/conference/glasgow.html](http://www.eaie.org/home/conference/glasgow.html)
- 
- 21-23** *Durban, Afrique du Sud*  
**9<sup>th</sup> Annual Teaching & Learning in Higher Education Conference: Re-Imagining Higher Education Policy Implementation: Can Policy Learn from Practice? Complexities, Challenges and Possibilities**  
<http://tlhec.ukzn.ac.za>

## Octobre 2015

- 05-08** *Kuala Lumpur, Malaisie\**  
**Global Access to Postsecondary Education (GAPS): Kuala Lumpur 2015: Meeting the global challenge of building equitable knowledge economies**  
[www.gaps-education.org](http://www.gaps-education.org)
- 
- 14-15** *Singapour*  
**OECD Higher Education Programme: Higher Education Futures**  
[www.oecd.org/edu/imhe](http://www.oecd.org/edu/imhe)
- 
- 28-30** *Sienne, Italie*  
**Conférence internationale 2015 de l'AIU : Internationalization of Higher Education: Moving Beyond Mobility**  
[www.etouches.com/ehome/iau2015siena](http://www.etouches.com/ehome/iau2015siena)

\* L'AIU est impliquée dans les conférences marquées d'un '\*'. Pour rencontrer l'AIU veuillez contacter : [iau@iau-aiu.net](mailto:iau@iau-aiu.net)

Ce calendrier ne vous présente qu'une sélection des événements listés dans le **Calendrier général que l'AIU propose en ligne** ([www.iau-aiu.net/fr/content/calendrier-général](http://www.iau-aiu.net/fr/content/calendrier-général)).

Pour proposer d'autres événements à mettre en ligne merci d'écrire à [iau@iau-aiu.net](mailto:iau@iau-aiu.net).

////////////////////////////////////

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES UNIVERSITÉS – AIU / BUREAU INTERNATIONAL DES UNIVERSITÉS. AU SERVICE DES MEMBRES INSTITUTIONNELS ET ORGANISATIONNELS ET LA COMMUNAUTÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS SON ENSEMBLE, L'AIU OFFRE UN FORUM DESTINÉ À CRÉER UNE COMMUNAUTÉ MONDIALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. ELLE VISE À PROMOUVOIR L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS, D'EXPÉRIENCES ET D'IDÉES, TOUT EN CONTRIBUANT PAR LA RECHERCHE, PAR LES PUBLICATIONS ET LES RÉUNIONS À FAIRE PROGRESSER LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

AIU HORIZONS – Eva Egron-Polak, Secrétaire-générale et Directrice exécutive /// Rédactrice en chef : Hilligje van't Land, dr. ès Lettres, Directrice, Adhésions et développement des programmes /// Assistante de rédaction : Élodie Boisfer, Chargée de programmes  
 Traductions vers le français : François Agati /// Imprimeur : SEP, Nîmes, France /// Graphisme : Maro Haas  
 ISSN version internet : 2076-3654

AIU Maison de l'UNESCO, 1, rue Miollis – F-75732, Paris cedex 15 – France Tel : + 33 1 45 68 48 00 – Fax : + 33 1 47 34 76 05  
 Adresses électroniques : [iau@iau-aiu.net](mailto:iau@iau-aiu.net) – Site Internet : [www.iau-aiu.net/fr](http://www.iau-aiu.net/fr)

AIU Horizons est disponible en ligne sous format PDF : [www.iau-aiu.net/association/fr/a\\_newsletter.html](http://www.iau-aiu.net/association/fr/a_newsletter.html)



# AIU2015

CONFÉRENCE INTERNATIONALE

## L'internationalisation de l'enseignement supérieur : aller au-delà de la mobilité



**28-30 October**

Université de Sienne, Italie

L'internationalisation de l'enseignement supérieur est une priorité importante pour de nombreux gouvernements, directeurs d'université et autres acteurs de l'enseignement supérieur. Elle est inscrite à l'ordre du jour de l'AIU depuis de nombreuses années et a conduit l'Association à développer des politiques, des travaux de recherche et des services connexes destinés à soutenir les efforts institutionnels en matière d'internationalisation.

Les thèmes suivants structureront les discussions de la conférence:

- **L'internationalisation : une voie vers plus de qualité?**
- **Sans la mobilité, l'internationalisation peut-elle changer l'expérience étudiante?**
- **L'internationalisation comme vecteur de changement de la connaissance**
- **Comment l'internationalisation peut-elle contribuer à dépasser les disparités et les inégalités?**



**Inscrivez-vous en ligne !**

[www.etches.com/ehome/iau2015siena](http://www.etches.com/ehome/iau2015siena)